



## Les Iraniens entre les bombes et la répression

► Un mois après le début de l'offensive américano-israélienne, la lassitude et le désespoir gagnent la société iranienne qui ploie sous les frappes et la censure

► Au moins 1492 civils, dont 221 enfants, ont été tués depuis le 28 février, selon le bilan de Human Rights Activists News Agency, tandis que 99 % des utilisateurs sont privés d'accès à Internet

► Le régime des mollahs, qui ne montre aucun signe d'affaiblissement malgré les destructions, multiplie les contrôles, les annonces d'arrestations et de confiscations

PAGES 2-3 ET 18-19



A Téhéran, le 11 mars. (LE MONDE)

Le mois qui a provoqué un choc énergétique mondial

Le blocage du détroit d'Ormuz et l'envolée des prix du pétrole et du gaz provoquent une crise économique d'ampleur. La Russie se frotte les mains

PAGES 12-13

Le spectre d'une Amérique embourbée

Si le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, affirme que la fin de la guerre est une affaire de semaines, Téhéran prétend imposer les conditions de sa paix. La peur gagne Wall Street

PAGES 3, 14 ET IDÉES P. 27

## IMMIGRATION L'ESPAGNE À CONTRE-COURANT

AU MOMENT où l'Union européenne cherche à accélérer l'expulsion des étrangers en situation irrégulière, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez se prépare à régulariser 500 000 travailleurs sans papiers, principalement originaires d'Amérique latine. Plusieurs facteurs politi-

ques, économiques et culturels expliquent cette exception espagnole. Le projet, soutenu par le patronat et l'Église catholique, bénéficiera à des personnes déjà présentes sur le territoire, mais aujourd'hui reléguées à l'économie souterraine. Le pays n'est toutefois pas immunisé contre la

montée du racisme et de l'extrême droite. Certains redoutent que l'initiative du gouvernement n'exacerbe la polarisation de la société. En France, où le nombre des régularisations a baissé de 10 % en 2025, un tel débat semble devenu impossible.

PAGES 5, 10 ET 16-17

## Le Blanc-Mesnil Thierry Meignen et les accusations de clientélisme

Battu aux municipales dans la ville de Seine-Saint-Denis, le sénateur LR a pointé des « irrégularités majeures ». Des habitants dénoncent, eux, les dérives de l'ancien édile

PAGE 20

## Municipales Les raisons du reflux de l'écologie politique

APRÈS LA PERTE de six villes, dont Bordeaux et Strasbourg, lors des élections municipales, Les Écolistes ont des raisons de s'inquiéter. Depuis qu'elle a pris les rênes du mouvement en 2022, Marine

Tondelier enchaîne les déconvenues. Prise en tenaille entre un PS ragailandi et une France insoumise offensive, la secrétaire nationale se retrouve affaiblie avant d'aborder une élection présidentielle hautement incertaine.

PAGES 7 ET 8

Russie L'exil d'un père et de sa fille, persécutés pour un dessin

PAGE 4

Justice Mort d'Olívio Gomes : le policier condamné pour « meurtre »

PAGE 11

Idées Comment l'essor du roman a accompagné celui du capitalisme

PAGES 28-29

Gironde Une mégaferme à saumons inquiète les associations

PAGE 6

## Manon Fleury La cuisine dans la tête, la compétition dans l'âme



A Paris, en 2024. MARIE ROUGE

« CE QUE L'ESSAIE de transmettre, c'est le fait de cuisiner un produit dans son intégralité, ne pas gaspiller, valoriser un ingrédient qui ne paraît pas noble. » Porte-voix d'une cuisine végétale et écoresponsable, Manon Fleury, 34 ans, a décroché une étoile puis une étoile verte au guide Michelin

avec son restaurant parisien, Daitil. L'ancienne championne de France de sabre junior raconte comment un trouble alimentaire l'a poussée vers la gastronomie et l'importance de posséder son outil de travail dans l'univers encore très masculin des cuisines.

PAGE 26

## Enquête L'IA bouleverse l'industrie de la musique

Plus de 39 % des morceaux mis en ligne chaque jour sur la plateforme Deezer sont générés par l'intelligence artificielle. Une bombe à retardement judiciaire et un casse-tête pour les artistes

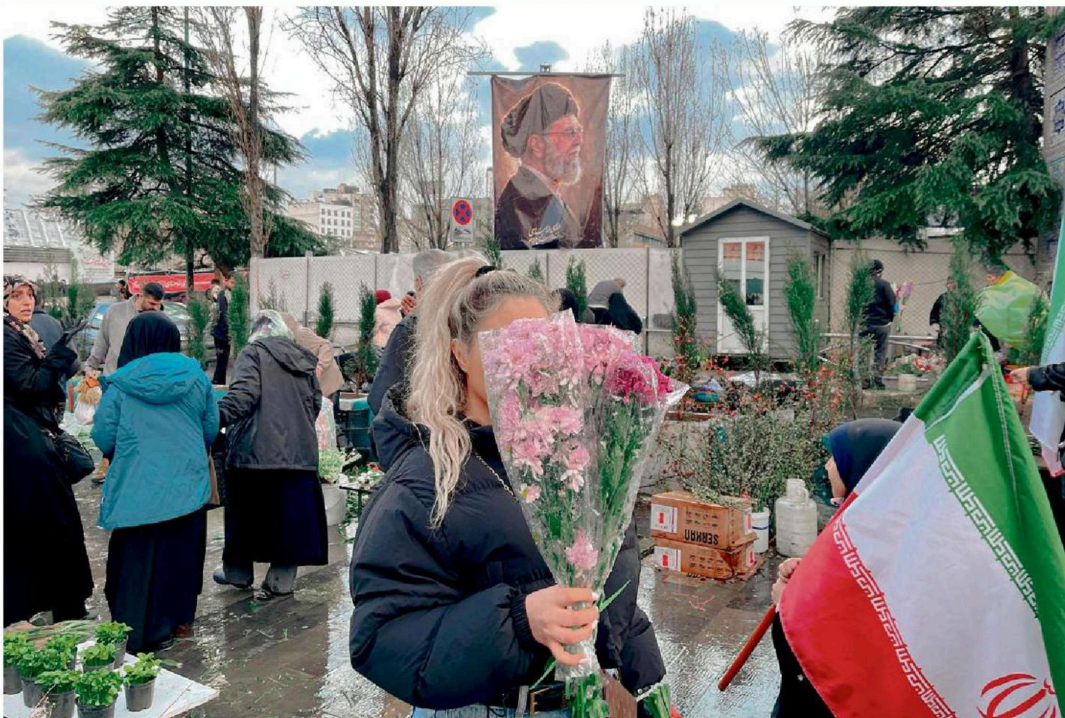
PAGES 22-23

**M**  
ÉDITORIAL  
L'IRAN NE DOIT PAS FAIRE OUBLIER L'UKRAINE  
PAGE 30

**TISSOT**  
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

INSPIRÉE PAR LA NATURE CRÉÉE POUR VOUS

TISSOT PRC 100 503.84.8



Préparation des célébrations de Norouz, le Nouvel An iranien, aux abords du bazar de Tajrish, dans le nord de Téhéran, le 20 mars.   
 -LE MONDE-

# En Iran, le désespoir : « Je ne sais plus ce qui nous attend »

Bombardements incessants, répression et contrôles du régime érodent le moral des Iraniens, qui peinent à voir une issue à la guerre

## TÉMOIGNAGES

Pour ceux qui connaissent Téhéran, les jours du Nouvel An persan, Norouz, célébré à l'équinoxe de printemps, autour du 20 mars, sont inoubliables. La ville, habituellement étouffée par la pollution et les embouteillages, se vide presque entièrement. L'air devient plus doux, les arbres se couvrent de fleurs. En temps normal, ces derniers jours de mars invitent au renouveau, à l'espoir d'un recommencement.

Mais en cette année 2026, rien de tout cela. Depuis le 28 février, des bombes israéliennes et américaines s'abattent sur la capitale, où règne une profonde incertitude. Internet reste coupé. Seuls quelques Iraniens parviennent à se connecter, au prix fort, grâce à des VPN achetés sur le marché noir, souvent contrôlés par le pouvoir, ou, pour une minorité, via Starlink, interdit en Iran.

De l'intérieur du pays, certains peuvent encore appeler leurs proches à l'étranger, mais l'inverse est impossible. Les témoignages sont rares, fragmentaires et contrastés : entre ceux qui, à Téhéran ou dans d'autres grandes villes comme Ispahan, subissent d'intenses bombardements et ceux qui, dans le Nord ou le Nord-Est, en sont relativement épargnés.

« Tout est devenu tellement étrange, ici. On a vu la mort et une sorte de fin du monde devant nos yeux. Pour moi, ça a été le jour où notre quartier a été bombardé... », a écrit, le 24 mars, Samira (un pseudonyme par peur de représailles, comme les autres personnes citées), une écrivaine d'une

**« On a vu la mort et une sorte de fin du monde devant nos yeux. Pour moi, ça a été le jour où notre quartier a été bombardé... », écrit Samira**

quarantaine d'années vivant à Téhéran, à une amie en Europe. L'Iranienne a réussi à envoyer ces messages grâce à un VPN qui lui a coûté l'équivalent de 3 kilo de viande. Le quartier où elle vit, dans le nord de la capitale, près du siège de la Radio-télévision, a été frappé le 3 mars. Ce jour-là, toutes les portes et les fenêtres de son appartement ont été soufflées. Le téléphone fixe a été coupé. Le plâtre s'est détaché des murs, recouvrant le sol.

Samira et son compagnon ont fui pendant quelques jours à Karadj, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de la capitale, pensant y être plus en sécurité. Depuis, Karadj a été, à son tour, bombardé. Le couple est revenu à Téhéran. « Nous avons un chat et un chien. C'est difficile de ne pas être chez nous avec eux », écrit Samira dans un message, consulté par *Le Monde*, à son amie, mima. « Maintenant, chaque jour et chaque instant, je ne sais plus ce qui nous attend. La nuit, si je parviens à m'endormir, au moment de fermer les yeux, je me demande si je verrai le lendemain. »

En Iran, le cercle des personnes touchées par la guerre ne cesse de s'élargir. Désormais, chacun connaît, même de loin, quelqu'un qui a perdu un proche, ou dont la maison a été endommagée ou détruite par les frappes. Selon l'ONG Human Rights Activists News Agency, au moins 1492 civils, dont 221 enfants, ont été tués depuis le début du conflit, ainsi que 167 militaires. D'après les données du Croissant-Rouge iranien, au moins 87 294 unités civiles, habitations et commerces, ont été endommagées. La province de Téhéran concentre près de 27 000 bâtiments détruits ou touchés.

## Des jours sombres

Comme beaucoup, en 2022, lors du mouvement Femme, vie, liberté, déclenché après la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour une apparence jugée non conforme, Samira et son compagnon avaient participé aux manifestations. Le couple a été convoqué et interrogé à plusieurs reprises par les services de renseignement. Après les massacres des 8 et 9 janvier 2026, lorsque l'accès à Internet a été brièvement rétabli, Samira a découvert l'ampleur de la répression : les visages, les noms, le nombre de victimes civiles.

Elle dit avoir alors sombré dans un désespoir silencieux, pleurant jour et nuit. Ces derniers temps, sous les bombes, malgré l'incertitude quant à l'issue de cette guerre pour les Iraniens, Samira tente de préserver une part d'espoir. « J'espère que tout cela passera vite, que nous resterons en vie et que nous pourrions nous retrouver dans des jours meilleurs. Prenez soin de vous, restez en bonne

santé et forts, a-t-elle écrit à son amie, le 24 mars. Et si nous ne sommes plus là lorsque la liberté arrive, célébrez-la aussi pour nous... »

Mohsen, 24 ans, vivant dans le nord du pays, n'ose plus utiliser des mots comme « liberté » au téléphone ou sur WhatsApp, par peur d'être écouté. À sa cousine vivant à l'étranger, ce concert de la marine iranienne se contente d'allusions. Sur WhatsApp, il répète : « On est en train de traverser des jours sombres. Ces jours difficiles passeront aussi, j'aimerais juste que ça passe plus vite. La justice et l'amour circuleront dans le pays », lui a-t-il écrit, début mars, faisant implicitement référence à l'assassinat, dans les bombardements israélo-américains, de figures politiques et militaires iraniennes. Des le massacre de janvier a profondément transformé Mohsen. Lui qui se décrivait auparavant comme « un soldat du golfe Persique » est désormais habité par un désir de vengeance. « Est-ce que je ne suis pas un soldat de ce pays ? Alors pourquoi ai-je vu mes amis mourir les uns après les autres [sous les balles] ? », a-t-il écrit à sa

**« La fin de la guerre m'éffraie énormément, car j'ai l'impression que le régime deviendra plus dur envers nous », confie Razieh**

cousine, fin janvier, évoquant les civils tués les 8 et 9 janvier, alors qu'il avait lui-même manifesté.

Aujourd'hui, alors que le régime ne montre aucun signe d'affaiblissement et que les tirs vers Israël et les pays du Golfe se poursuivent, Mohsen redoute plus que tout une fin de guerre qui laisserait le pouvoir en place. Il craint que lui et les autres opposants ne soient abandonnés à un régime plus radicalisé, déchaîné. C'est déjà, en partie, le cas.

## Appels à la pendaison publique

Les checkpoints se multiplient, malgré les frappes de drones israéliens qui les visent parfois. Des postes de contrôle apparaissent sous les ponts, dans les tunnels, pour être à l'abri des bombes. De grands rassemblements de partisans du régime se tiennent jusque tard dans la nuit, scandant des chants religieux et martiaux, rappelant aux citoyens qu'ils tiennent toujours le pays.

Chaque jour, les médias officiels annoncent l'arrestation de dizaines, voire de centaines, de personnes, accusées d'avoir communiqué avec des médias à l'étranger ou transmis des images et des informations aux « ennemis » de l'Iran. Dans les milieux les plus conservateurs, certaines voix appellent désormais à la pendaison publique de ces « traîtres ». Des confiscations de biens sont également annoncées : celles de sportifs, d'acteurs ou encore d'un ancien enseignant de l'université de Sharif à Téhéran, Ali Sharif Zarchi, accusés d'avoir « rejoint le camp de l'ennemi » en s'opposant au régime ou en soutenant la guerre menée par Israël et les États-Unis.

Installée en Europe, Maryam parle tous les deux jours avec ses deux sœurs, âgées d'une cinquantaine d'années. Elles ont quitté Téhéran début mars, après que des frappes ont touché leur quartier. Désormais, elles habitent à Machhad (nord-est), chez des proches. Contrairement aux années précédentes, elles n'ont rien préparé pour les festivités de Norouz. « On n'a pas le cœur à ça. Et puis, tout est devenu très cher », ont-elles confié à Maryam au téléphone, d'une voix lasse, laissant entendre qu'il faudrait se préparer à une guerre longue et à la nécessité

d'économiser. « Plus le temps passe, plus leurs voix sont fatiguées, sans énergie. On sent clairement la peur et le doute », raconte Maryam au *Monde*.

À Machhad pourtant, « les visites du Nouvel An continuent, peut-être même plus qu'avant. On dirait qu'aujourd'hui, en Iran, être ensemble est devenu essentiel », explique Maryam. Lors de leur dernier échange, le 21 mars, ses sœurs lui ont dit : « Tu nous manques tellement... Ne pense si elles résignaient à l'idée que rien de bon n'allait advenir. »

Depuis les frappes contre des dépôts de carburant à Téhéran, dans la nuit du 7 au 8 mars, Razieh, médecin de 38 ans vivant à Karadj, confie ressentir une peur profonde. « Je n'ai plus aucun sentiment positif vis-à-vis de la guerre », dit-elle, alors que, après le massacre de janvier, elle se disait « remplie d'une énorme colère » et pensait qu'« il faudrait peut-être une guerre pour que cela change ». Ses inquiétudes se sont accrues après les menaces du président américain, Donald Trump, de détruire les infrastructures énergétiques iraniennes, suivies d'un ultimatum jusqu'au 6 avril pour que Téhéran ouvre le détroit d'Ormuz. « En 80 ans, j'ai écrit une lettre au monde, la fin de la guerre m'éffraie énormément, car j'ai l'impression que le régime deviendra plus dur et plus radical envers nous. »

Cette peur quotidienne ne se limite pas aux frappes aériennes : elle se propage dans la vie de tous les jours, à travers le contrôle strict et intimidant des autorités. Depuis plusieurs semaines, les récits sur les inspections aux postes de contrôle se multiplient. Ainsi, la Téhéranienne Golnaz, accompagnée d'une amie, a été arrêtée à un des postes, le 25 mars. Des hommes en civil, kalachnikov à la main, les ont interpellées avec un ton moqueur : « Vous avez eu peur ? » Ils ont fouillé leurs téléphones et ont saisi la carte mémoire de la caméra embarquée de leur voiture, ainsi que leurs informations. « C'est une des conséquences de la guerre, lâche Golnaz. Au nom de la sécurité nationale, ils font désormais tout ce qu'ils veulent. » ■

# Au G7, Rubio tente de rassurer sur le conflit en Iran

Tandis que Téhéran poursuit ses frappes, le secrétaire d'Etat américain a affirmé que la guerre ne durerait pas

Il n'y avait, dans son ton, ni l'ombre d'un doute ni l'aveu d'une faiblesse. Depuis l'abbaye des Vaux-de-Cernay, au cœur de la vallée de Chevreuse (Yvelines), où se tenait, vendredi 27 mars, le sommet des ministres des affaires étrangères des pays du G7, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, est apparu, devant ses pairs, sûr de lui. Confiant. Persuadé que les Etats-Unis allaient bientôt atteindre leurs objectifs militaires dans la guerre en Iran, qui dure depuis un mois. « Ce n'est pas un conflit qui va se prolonger », a-t-il assuré devant les journalistes, peu avant de rentrer à Washington, espérant faire mentir les analystes qui décrivent l'opération militaire, déclenchée main dans la main avec Israël, comme un potentiel bourbier.

La conclusion de cette opération militaire serait l'affaire de « deux semaines », avance le chef de la diplomatie américaine, qui tâche de gommer l'image inquiétante d'une improvisation stratégique alimentée par les discours erratiques de Donald Trump. Le président américain a évoqué, un temps, le dessein, jugé irréaliste en Europe, de renverser le régime théocratique à Téhéran, avant de changer plusieurs fois de version.

« Nous avons été aussi clairs que possible, dès la toute première nuit, sur les objectifs de cette mission. Nous allons détruire leurs usines de production de missiles, de roquettes et de drones. Nous allons détruire leur marine. Nous allons détruire leur armée de l'air, et nous allons réduire de manière significative leurs lanceurs de missiles afin qu'ils ne puissent plus jamais se cacher derrière ces moyens pour obtenir une arme nucléaire », a lancé M. Rubio sur le tapis vert de l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), ajoutant comme pour galvaniser les siens : « Nous pouvons atteindre ces objectifs, et nous sommes en train de les atteindre. »

Se décrivant en position de force, les Etats-Unis imaginent voir le régime iranien capituler. Des pourparlers indirects pourraient se tenir dans les prochains jours, grâce à la médiation du Pakistan. Un plan en 15 points, appelant notamment l'Iran à renoncer à son programme nucléaire, a été rédigé par l'administration américaine.

Pour permettre ces négociations, Trump a soudainement ralenti son ultimatum, qui devait expirer vendredi, jusqu'au 6 avril, arguant, malgré les dénégations de Téhéran, que les discussions se passaient « très bien ». Après cette

date, les frappes sur les centrales électriques iraniennes pourraient reprendre, même si le communiqué commun du G7, signé par les Etats-Unis vendredi, appelle à « un arrêt immédiat des attaques contre les populations et les infrastructures civiles ».

Dans la forêt de Rambouillet (Yvelines), les chefs de la diplomatie allemande, britannique, canadienne, européenne, française, italienne et japonaise, membres du G7, auraient voulu croire à ce récit d'une Amérique triomphante. La réalité dit le contraire. « Il devient de plus en plus évident que la campagne actuelle de frappes de missiles et de drones menée par les Etats-Unis et Israël n'est pas sur le point de renverser le régime, bien implanté. Elle ne parviendra pas non plus à neutraliser entièrement les capacités conventionnelles de l'Iran », écrit-il, le 23 mars, dans la revue *Foreign Affairs*, Ian Goldenberg, ancien conseiller pour le Moyen-Orient de l'ex-vice-présidente américaine Kamala Harris.

## « Trouver une issue »

Dans la soirée de vendredi, le *Wall Street Journal*, s'appuyant sur le récit de responsables américains et saoudiens, signalait qu'une attaque combinée de drones et de missiles iraniens avait frappé la base aérienne Prince Sultan en Arabie saoudite. Douze militaires américains ont été blessés, dont deux grièvement, et plusieurs avions ravitailleurs américains endommagés.

« Les Etats-Unis pourraient désormais ressentir le besoin de s'engager dans une escalade, en utilisant potentiellement des forces terrestres pour s'emparer d'installations et de bases iraniennes, ou en soutenant des forces séparatistes à travers le pays. Mais les risques de ce type d'escalade dépassent largement les gains possibles », juge M. Goldenberg, estimant que la meilleure option pour Washington est maintenant de « trouver une issue ».

Pour mettre fin à cette guerre impopulaire aux Etats-Unis, l'admission Trump semble tentée d'emprunter la voie diplomatique, tout en poursuivant les frappes visant à affaiblir le régime. Mais Téhéran prétend imposer les conditions de sa paix. Le régime ne s'estime pas vaincu, sa résistance au « grand Satan », comme son surnom les Etats-Unis, est comprise comme une victoire.

Le pouvoir iranien réclame de contrôler, après la guerre, le dé-



Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, et son homologue français, Jean-Noël Barrot, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères du G7, à Cernay-la-Ville (Yvelines), le 27 mars. BRENDA SHALOWSKI/VA AP

troit d'Ormuz, par où transite 20 % de la consommation de pétrole mondiale, tout en imposant un droit de passage qui renflouerait son économie exsangue. « Non seulement c'est illégal, mais c'est inacceptable et dangereux pour le monde entier », s'offusque Marco Rubio. L'Iran bloque déjà cet étroit couloir maritime, contribuant à déstabiliser l'économie mondiale.

« Les trois parties [Etats-Unis, Israël et Iran] pensent que leur plan fonctionne et chacune estime avoir encore des cartes en réserve », observe, sur X, Ali Vaez, expert de l'Iran pour l'International Crisis Group. Les Iraniens pourraient faire entrer en scène leurs alliés houthistes pour embrasser davantage le Moyen-Orient, estime-t-il. De fait, les rebelles yéménites ont affirmé, vendredi soir, qu'ils se joindraient à la guerre « en cas de poursuite de l'escalade contre la République islamique ». Une menace mise à exécution dès samedi matin : pour la première fois depuis le début du conflit, Israël a dit avoir détecté un tir de missile depuis le Yémen.

Côté américain, le Pentagone envisage de déployer jusqu'à 10 000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient, rapportaient, vendredi, le *Wall Street Journal* et le site *Axios*. Ce renfort militaire viendrait s'ajouter aux quelque 5 000 marines et aux milliers de parachutistes de la 82<sup>e</sup> division aéroportée dans la région. « Nous serons toujours prêts à offrir au président le maximum d'options pour atteindre nos objectifs », a souligné M. Rubio, refusant de confirmer l'éventualité, ou non, d'une opération terrestre.

## Débloquer le détroit d'Ormuz

La priorité, partagée par l'ensemble des pays du G7 et leurs alliés du Golfe, est d'éviter le scénario d'une dangereuse escalade, tout en s'attelant à débloquer le détroit d'Ormuz. « Nous devons assister à une résolution rapide de ce conflit qui rétablisse la stabilité régionale, ce qui doit inclure le détroit d'Ormuz », a expliqué, à l'abbaye des Vaux-de-Cernay, la ministre des affaires étrangères britannique, Yvette Cooper.

**La priorité, partagée par l'ensemble des pays du G7 et leurs alliés du Golfe, est d'éviter une dangereuse escalade**

L'Europe, et notamment la France, est prête à bâtir une coalition internationale pour mettre sur pied une force navale de réassurance à Ormuz. Mais les alliés ne veulent pas prendre une part active à cette guerre, lancée par les Etats-Unis et Israël au mépris du droit international, et sans même qu'ils en aient été informés. L'opération d'escorte de tankers dans le détroit, menée avec un possible mandat de l'ONU, ne serait déployée qu'une fois l'intensité du conflit abaissée et sans recourir à la guerre, martèle-t-on à Paris. Une forme de lâcheté, selon

Donald Trump, prêt à envisager une solution militaire pour débloquer le détroit.

« Quand les Etats-Unis ont des besoins, ils n'ont pas de réponse appropriée », a relayé, jeudi, Marco Rubio, faisant mine de s'étonner d'entendre mine dirigeants européens répéter que la guerre en Iran n'est pas « leur » guerre. « Eh bien, l'Ukraine n'est pas la guerre de l'Amérique, et nous avons contribué à cette offensive plus qu'aucun autre pays au monde », a poursuivi l'Américain, faisant redouter un chantage entre l'aide européenne en Iran et l'aide américaine en Ukraine.

« Les Etats-Unis veulent tardivement créer une coalition pour offrir au président Trump une couverture politique dans une guerre qui tourne mal. Mais les coalitions se forment avant le début d'une guerre, pas après », analyse Ali Vaez. « Il n'y a pas de solution militaire au problème du détroit. Les adultes dans la pièce doivent réfléchir à des solutions gagnant-gagnant », poursuit l'expert. ■

CLAIRE GATINOS

# Voisine de l'Iran, l'Arménie s'inquiète des effets de la guerre sur le pays

La frontière entre les deux Etats, qui voit transiter d'importants flux de marchandises, constitue un point névralgique pour Erevan

La guerre contre l'Iran fragilise la région du Caucase du Sud, une zone instable géopolitiquement, qui doit faire face au risque d'une nouvelle vague de troubles. Depuis le 28 février, l'Arménie craint une interruption de ses échanges commerciaux et énergétiques avec la République islamique. Contrairement à ses voisins azérbaidjans et turcs, Erevan a été épargnée par les attaques de drones et de missiles, mais redoute les impacts éventuels du conflit sur son économie, surtout s'il venait à se prolonger.

Le fait dire que Téhéran est un partenaire qui compte pour la petite république caucasienne enclavée. Ses frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan étant fermées, seules deux voies de sortie s'offrent à elle, par la Géorgie au nord et par l'Iran au sud. Les échanges avec son voisin perse

sont plutôt limités, environ 3,6 % du commerce global - 800 millions de dollars (soit 690 millions d'euros), en 2025 -, en revanche, la frontière entre les deux pays, étalée sur une quarantaine de kilomètres, est un point névralgique pour l'économie arménienne. C'est par ce poste-frontière que transitent notamment les marchandises venues de Chine, d'Inde, du Golfe, soit 20 % des flux du commerce extérieur du pays. « Les armes que l'Inde nous fournit, en vertu d'un contrat de 1,5 milliard de dollars signé en 2022, passent par l'Iran », précise Tigran Grigoryan, directeur du Centre régional pour la démocratie et la sécurité, un groupe de réflexion installé à Erevan.

Pour le moment, la guerre n'a pas eu de répercussions majeures sur les volumes de marchandises, mais si elle devait durer, « il pour-

rait y avoir des conséquences néfastes pour le pays, que l'on ne peut pas encore évaluer à ce stade », explique le chercheur. La première inquiétude est d'être confronté à un éventuel afflux massif de réfugiés de cette même frontière. Un effondrement du régime iranien, l'instabilité qui en découlerait avec le risque d'une crise humanitaire, sont comme un scénario catastrophe pour toute la région.

## « Gaz contre électricité »

Pour sa part, l'Arménie n'a pas la capacité d'accueil nécessaire, sachant qu'avec une population totale de 3 millions d'habitants, le pays a déjà ouvert ses portes à 100 000 réfugiés arméniens ayant fui le Haut-Karabakh d'où ils ont été chassés par l'armée azérbaidjane en 2023, lesquels sont venus s'ajouter aux 50 000 autres déplacés du conflit.

Jusqu'à présent, peu d'Iraniens ont traversé le point de passage vers l'Arménie. En revanche, des centaines de ressortissants russes et indiens contraints de quitter l'Iran à cause des bombardements ont été évacués par ce poste-frontière.

Erevan espère pouvoir éviter une interruption de son approvisionnement en gaz via l'Iran. La petite république peut difficilement se passer du gaz iranien, comme du gaz russe dont elle est largement tributaire, faute de disposer de ses propres ressources. « L'Arménie et l'Iran sont liés par un accord énergétique qui a la forme d'un échange "gaz contre électricité". Or, après les attaques de ses installations gazières, l'Iran a cessé de fournir l'Irak en gaz. Il reste à espérer que les livraisons vers l'Arménie ne seront pas interrompues », commente M. Grigoryan.

Hormis les bonnes relations millénaires et l'implantation d'une forte communauté arménienne en Iran, le chercheur souligne « le rôle stabilisateur joué par Téhéran au sud du Caucase, particulièrement vis-à-vis de l'Arménie dont il a toujours défendu l'intégrité territoriale et la souveraineté », surtout à l'époque du conflit avec l'Azerbaïdjan pour le contrôle de Haut-Karabakh (1988-2023).

Avant tout, Erevan et Bakou, qui se sont fait la guerre pendant si longtemps et commencent à peine à goûter à la paix, veulent éviter de se retrouver pris dans les trois croisés du conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran. L'objectif d'un changement de régime à Téhéran étant loin d'être assuré, les dirigeants arméniens, Nikol Pachinian, et azérbaidjans, Ilham Alijev, cherchent à ménager leurs relations de voisinage avec

la République islamique. Aussi se sont-ils exprimés de transmettre leurs condoléances à Téhéran au lendemain de l'élimination du Guide suprême, Ali Khamenei, le 28 février.

« S'il y a eu de l'instabilité en Iran, l'Arménie en subira forcément les conséquences, mais à l'heure qu'il est, il n'y a pas de menace immédiate à notre sécurité, pas d'impact non plus sur nos échanges », constate Nvard Chalinyan, chercheuse à l'Institut de recherche sur les politiques appliquées d'Arménie, un centre de réflexion situé à Erevan.

Coincée entre sa volonté de diversifier sa politique étrangère en regardant vers l'Ouest et la nécessité de maintenir de bonnes relations avec le voisin iranien, l'Arménie va devoir jouer serré pour assurer sa sécurité. ■

MARIE JÉGO

# En Russie, le dessin d'une enfant fait basculer le destin d'une famille

Alexei Moskalev a été emprisonné après avoir publié le dessin antigerre de sa fille. Exilés en France, père et fille racontent leur calvaire

Pour un dessin contre la guerre du Kremlin en Ukraine, le père avait fini en prison, sa fille dans un orphelinat. Quatre ans plus tard, Alexei Moskalev, 57 ans, et sa fille Maria, 16 ans, découvrent en France la vie en liberté. «*La-bas, les gens se ferment, se retiennent. Ici, on parle, on rit, on discute ouvertement*», confient-ils, heureux et encore surpris de se retrouver dans un café du Quartier latin avant une promenade au jardin du Luxembourg.

C'est l'épilogue parisien d'un long calvaire : un an et demi de séparation en Russie, la fuite en Arménie et seize mois d'exil dans la peur. Le 11 mars, Alexei Moskalev et Maria sont arrivés en France, visa humanitaire en poche. Avec, dans leurs bagages, le dessin par lequel tout a commencé.

A Iefremov, petite cité industrielle à 300 kilomètres au sud de Moscou, la professeure d'arts plastiques de l'école de Maria, alors âgée de 12 ans, avait demandé à sa classe de faire des dessins pour soutenir les troupes russes. C'était en avril 2022, moins de deux mois après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Parmi la vingtaine d'élèves, Maria est la seule à rendre une copie colorée contraire au discours officiel : elle dessine des missiles visant une mère et sa fille en pleurs sous un drapeau ukrainien. «*Les autres ont peint des chars pour la Russie. J'ai décidé de faire tel que je voyais les choses*». Sous les missiles, Maria écrit, sur le drapeau russe : «*Niet Putinu, Niet Voïne*» («*non à Poutine, non à la guerre*»). Alertée par une autre élève, la directrice appelle la police. Lorsque M. Moskalev vient chercher Maria, les autres parents lancent : «*Il faut le mettre en prison.*»

## « Ne pas protester »

«*Ma fille et moi ne menons aucune guerre contre l'Ukraine. C'est votre guerre, pas la nôtre*», elle réplique le père de Maria, avant d'être emmené au commissariat pour un premier interrogatoire de trois heures et demie. Les policiers l'avertissent : «*On va te retirer Maria. On t'enverra en orphelinat, et toi, directement en prison.*» La justice agit la menace de lui supprimer ses droits parentaux. M. Moskalev n'est qu'un simple père célibataire, propriétaire d'une petite ferme, vivant de modestes revenus de son commerce alimentaire. «*Avec lui, les autorités ont voulu nous donner une leçon : ne pas réfléchir, ne pas protester, répéter les messages officiels, empêcher nos enfants de s'exprimer librement*», dénonce Olga Podolskaya, élue indépendante du conseil municipal d'Iefremov. L'Ukraine des rares voix locales à le défendre, elle aussi contrainte dèsormais à l'exil.

La machine répressive s'est mise en branle contre M. Moskalev : une année de poursuites administratives, répit judiciaire puis, de nouveau, arrestation, harcèlement et menaces. Le 28 mars 2023, il est condamné à deux ans de prison ferme. Formellement, il n'était pas poursuivi pour le dessin de sa fille mais pour avoir «*dis-cré-dité*» l'armée russe avec ses messages antigerre sur les réseaux sociaux. Parmi ses posts, il avait pris le risque de publier le dessin de Maria. «*Je ne peux m'en tenir quand je vois les crimes commis par nos prétendus "soldats", pillages, vols, meurtres*», explique-t-il aujourd'hui.

Après l'orphelinat, Maria est placée dans un village chez sa mère, qui, séparée du père, ne s'était jamais jusque-là intéressée



Maria Moskalev, montrant son dessin, le 19 mars, à Paris. MARIA TURCHENKOVA POUR LE MONDE

**Lorsque M. Moskalev vient chercher Maria à l'école, les autres parents lancent : « Il faut le mettre en prison »**

à elle, mais accepte de l'héberger en échange de larges subventions des autorités locales. L'adolescente vit en recluse, refusant de retourner à l'école, apprenant à distance puis en autodidacte, et se réfugiant dans sa passion, le dessin.

Le père, lui, traverse les épreuves de la répression policière puis pénitentiaire. D'abord, la violente perquisition à son domicile : «*Il m'ont plaqé au sol, écrasé la tête et le dos. Ils ont tout saccagé, arraché les photos, vidés les armoires, retournant le lit de Maria. Pas une perquisition. Une destruction totale.*» Puis la première garde à vue : «*Il m'a mis l'hymne russe à plein volume. Menotte, je ne pouvais pas me boucher les oreilles.*» Enfin, la prison et, dès le début, deux mois au taudis. «*Des conditions de torture, dans une cellule de deux mètres sur un, au dé, 25 heures à 21 heures, je devais rester debout, sans m'asseoir. Une tombe.*»

## Communiquer en chuchotant

De détention, Alexei Moskalev est sorti le 15 octobre 2024. «*On ne peut pas comprendre la Russie si on n'est pas passé par ses prisons*», prévient-il. Ce jour-là, attendant le centre pénitentiaire, l'attend Maria. Elle court vers lui. «*On s'est embrassés. Elle a beaucoup pleuré*», se souvient-il. Tous deux rentrent chez eux. «*Papa a défait ses sacs. A la prison, il avait pu acheter des chocolats. Il les a sortis comme des cadeaux. Ses mains tremblaient*», raconte Maria. «*J'étais assise à côté. Il y avait une sensation étrange de calme.*»

Mais le soulagement est de courte durée.

ère de l'intérieur allemand a fermé cette porte.

En Russie, le service de protection de l'enfance avait commencé à rechercher Maria, la justice menaçait de la poursuivre pour ses posts pacifistes. «*Le départ d'Arménie devenait urgent pour éviter les risques d'un mandat d'arrêt international. Avec la France, tout s'est fait rapidement, précise l'une des coordinatrices d'InTransit qui, par précaution, ne donne pas son nom. Cette famille est héroïque. Pour les opposants russes, la France est l'un des derniers espoirs d'obtenir une protection humanitaire.*»

Alexei Moskalev et Maria se disent reconnaissants envers les autorités françaises, dont ils saluent l'efficacité. Le père se souvient encore des mots entendus en prison : «*On ne te laissera pas tranquille.*»

Sur les réseaux sociaux, depuis, il n'a pas cessé de s'exprimer contre le Kremlin. En France, il veut lancer un nouveau projet dont il préfère ne pas encore parler. «*Il faudra plusieurs générations pour que les Russes prennent conscience des crimes qu'ils ont soutenus. Ils devraient retirer leurs enfants des écoles et de toute cette propagande*», insiste-t-il.

Maria, elle, continue de dessiner. Des portraits, surtout. Elle a écrit deux récits en images, des histoires de son âge, d'amour et d'amitié. A son père, au début de leur calvaire, «*pour l'aider à souder et ne pas céder*», elle avait envoyé une lettre avec un dessin et ce mot : «*Papa, mon héros.*» ■

BENJAMIN QUÉNELLE

# Le Congrès américain échoue à mettre fin au shutdown

Un désaccord subsiste entre la Chambre des représentants et le Sénat quant au budget de la sécurité intérieure

NEW YORK - correspondant

**Donald Trump sort indéniablement affaibli de ce long rapport de force**

Les images des interminables files dans les aéroports et l'imminence du sacro-saint *spring break*, les vacances de printemps aux États-Unis, n'auront pas réussi à amadouer les querelles partisans au Congrès. Les élus ont échoué à trouver un terrain d'entente, vendredi 27 mars, pour mettre fin au shutdown – la mise à l'arrêt du département de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security, DHS) faute de financement – en cours depuis le 13 février. Au désaccord habituel entre la majorité et l'opposition s'est ajoutée une scission plus inattendue entre les républicains du Sénat et ceux de la Chambre des représentants.

Le différend porte, à l'origine, sur les fonds alloués à l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, la police de l'immigration et des douanes) et à la Border Patrol (la police aux frontières, une autre agence fédérale de l'immigration). Depuis la débauche de l'opération anti-immigration ont été hivés à Minneapolis (Minnesota), qui a conduit à la mort de deux citoyens américains, Renee Good et Alex Pretti, les démocrates refusent de voter le budget de l'ensemble du ministère de tutelle de ces agences, le DHS, tant que des mesures fortes ne sont pas prises pour contrôler le comportement des agents. Les textes budgétaires de ce type doivent être votés dans les deux Chambres du Congrès, avant d'être ratifiés par le président. Avec une majorité au Sénat, où il faut une supermajorité de 60 voix, ce qui nécessite de convaincre les démocrates – les républicains n'ayant que 53 sièges, contre 47 pour l'opposition.

## Crise dans les aéroports

Les négociations avaient d'ailleurs évolué dans le bon sens de ce côté-là, dans la nuit de jeudi à vendredi. Les sénateurs s'étaient mis d'accord pour financer le DSH à l'exception de l'ICE et de la Border Patrol. L'autorité de gestion des catastrophes, les gardes-côtes, l'autorité de sécurité des transports (Transportation Security Administration, TSA) ou encore les services de l'immigration auraient ainsi pu reprendre leurs activités normalement. Quant aux deux agences laissées de côté, elles auraient continué à fonctionner en prélevant sur leurs réserves : elles ont bénéficié de fonds exceptionnellement élevés lors du vote du budget, à l'été 2025.

Las, les élus républicains de la Chambre des représentants ont balayé l'accord des sénateurs, vendredi midi, et ont avancé une autre proposition, celle d'un financement provisoire de huit semaines de l'ensemble du ministère. Une option que les démocrates ont promis de repousser au Sénat, après déjà levé le camp vendredi après-midi : le Congrès est en pause durant deux semaines.

Les élus prennent donc le risque de voir la crise se prolonger dans les aéroports pendant encore au moins quinze jours. De nombreux agents de la TSA, censés venir travailler sans être payés, se font porter pièce, provoquant d'énormes perturbations. Donald Trump a donc ordonné la mobilisation des agents de l'ICE, dont les nombreux écarts de comportement sont pourtant à l'origine de la crise, afin d'aider à la gestion des longues files d'attente dans les terminaux. Il a aussi publié un décret vendredi, ordonnant de payer les salaires des agents de la

TSA sur d'autres fonds, invoquant une «*situation d'urgence*».

Il s'agit tout autant d'un contournement des règles – le Congrès a normalement la main sur l'appropriation des fonds budgétaires – qu'un message envoyé à son propre camp : le président prend le parti des républicains de la Chambre face à ceux du Sénat, estimant que ces derniers n'auraient pas dû jouer le jeu de la discussion bipartite avec les démocrates. La Maison Blanche rêve d'abolir la règle de la supermajorité et, avec elle, la culture du compromis du système législatif américain.

## Calmer le jeu

Cette impasse dans les négociations peut se révéler coûteuse politiquement pour les deux camps. Donald Trump sort indéniablement affaibli de ce long rapport de force : l'opération au Minnesota, vantée pendant des semaines, a pris fin subitement, de manière un peu honteuse ; la secrétaire à la sécurité intérieure, Kristi Noem, figure de la première année de mandat, est tombée en disgrâce et a été remplacée ; les sondages sur la perception qu'ont les Américains de la politique migratoire, point fort de la campagne républicaine en 2024, se sont inversés et la thématique est devenue un boulet pour la Maison Blanche. Le président américain ne parle d'ailleurs plus de déploiement de l'ICE dans d'autres grandes villes démocrates américaines, menace récurrente de sa première année au pouvoir, ce qui ne signifie pas qu'il y ait totalement renoncé.

D'autres concessions ont été faites sur la façon de mener les opérations sur le terrain. Le nouveau secrétaire à la sécurité intérieure, Markwayne Mullin, dont la nomination a été confirmée cette semaine par le Sénat, a exprimé sa volonté de calmer le jeu, malgré un tempérament réputé éruptif. Les agents de l'immigration devront notamment se garder d'intervenir autour des écoles ou des hôpitaux. Ils demanderont des mandats judiciaires pour pénétrer chez les personnes suspectées d'être en situation irrégulière – ce qu'ils avaient cessé de faire. L'usage de caméras-piétons sera également limité, ce qui devrait s'identifier plus clairement. En revanche, ils pourront garder leurs célèbres masques, devenus un symbole de la politique migratoire radicale de Donald Trump.

Les démocrates ne sont pas pour autant gagnants sur toute la ligne. Ils se sont trouvés un nouveau thème commun, autour duquel ils ont fait front durant les six semaines de blocage, alors que leurs adversaires se sont divisés. Mais ils ne seront vraisemblablement pas épargnés par la colère des voyageurs américains, qui pourraient en subir les conséquences pendant l'une des périodes les plus chargées de l'année en matière de transport aérien. Vendredi matin, à l'aéroport international George Bush de Houston (Texas), les agents de l'ICE régulaient une file de milliers de voyageurs, serpentant sur trois étages, avec jusqu'à quatre heures d'attente. ■

NICOLAS CHAUPUIS

# Alliance catalane, le parti islamophobe qui monte

La formation séparatiste pourrait rivaliser avec les principales formations indépendantistes

BARCELONE - envoyée spéciale

**A**u Parlement catalan, la scène est devenue familière. Ce 12 mars, Silvia Orriols prend la parole dans un hémicycle à moitié vide mais attentif. La députée enchaîne les attaques, ne laisse aucun répit. Sa cible : l'immigration, encore et toujours.

Tour à tour, la présidente d'Alliance catalane, petite formation séparatiste à la rhétorique ouvertement islamophobe, accuse la gauche indépendantiste (Gauche républicaine de Catalogne, ERC) d'encourager « l'importation de semi-esclaves », reproche à la droite nationaliste (Junts, Ensemble) de « [les] traiter de fascistes pour finir par adopter [leurs] idées » et met en cause le gouvernement de Madrid, accusé d'avoir permis « une immigration anti-catalane et tiers-mondiste » afin de « dénationaliser » et « apatrir » la Catalogne. Avec une assurance qui surprend encore chez cette novice en politique, M<sup>me</sup> Orriols réclame « un moratoire immédiat » sur l'immigration, l'expulsion de ceux qui « veulent nous imposer des habitudes archaïques et misogynes » et défend un système social « pour les Catalans en catalan ». Elle conclut : « Ce n'est pas du racisme, c'est de la survie ».

Dans les travées, les réactions sont désormais mesurées. Les propos qui avaient suscité l'indignation lors de son entrée au Parlement, en mai 2024, provoquent aujourd'hui surtout une forme de

lassitude. « Sur tous les sujets, elle nous ressort le même discours : tout est la faute de l'immigration », résume Najat Driouch, députée de l'ERC et seule élue à porter le hijab dans l'hémicycle.

Avec seulement deux sièges et 3,8 % des voix aux dernières élections régionales, Alliance catalane reste la plus petite formation du Parlement. Mais son influence dépasse largement ce poids numérique. Selon une enquête du Centre d'études d'opinion (CEO) de la Généralité (le gouvernement régional), publiée en novembre 2025, le parti pourrait atteindre entre 11 % et 14 % des intentions de vote, rivalisant avec les principales forces indépendantistes. Longtemps marginale, cantonnée à l'arrière-plan catalan, la formation est invitée dans les forums politiques et économiques de Barcelone.

M<sup>me</sup> Orriols reconnaît elle-même avoir été surprise par cette ascension : « Si on me l'avait dit, je ne l'aurais jamais cru. Ce que nous avons vécu est surréaliste », confie-t-elle, souriante aux lèvres. « C'est une grande victoire : avec très peu de ressources et seulement deux députés, nous avons été capables d'influer réellement sur le terrain politique », poursuit-elle, lors d'une rencontre à la cafétéria du Parlement. Elle parle vite, sans détour. L'entretien se déroule en catalan, le castillan n'étant « la langue de l'occupant ». « Les formations qui nous accusaient d'être extrémistes reprennent maintenant nos thèmes. Je ne sais pas comment et les Expliqueur ont les éléments »,

**« Aujourd'hui, ce qui lui apporte le plus de voix, c'est le vote anti-immigration »**

XAVIER TORRENS  
politologue

ajoute-t-elle, visant notamment Junts, qui durcit à son tour son discours sur l'immigration.

Cette percée intervient dans une Catalogne en reconfiguration. Depuis 2024, la région est gouvernée par les socialistes, soutenus par la gauche indépendantiste, dans une recherche de retour à une forme de normalité institutionnelle après l'échec de la tentative de sécession d'octobre 2017. L'élan indépendantiste est, depuis, essoufflé : encore des Catalans s'y disent encore favorables, 53 % opposés, alors qu'ils étaient respectivement 49 % et 42 % en 2017, toujours d'après l'étude du CEO.

**Electoral composite**

Dans ce contexte, Alliance catalane prospère sur d'autres lignes de fracture. En deux ans, cette formation, qui prône une rupture unilatérale avec l'Espagne, a imposé ses thèmes au cœur du débat et contraint ses adversaires à se positionner. Elle occupe désormais un espace politique singulier, « celui d'un national-populisme qui existait déjà en Catalogne, mais que Junts n'avait

réussi à articuler », note le politologue Xavier Torrens, auteur d'un ouvrage sur le parti, *Salvar Catalunya. La gestació del nacionalpopulisme català* (« sauver la Catalogne. La gestation du national-populisme catalan »), Portic, 2024, non traduit). Selon lui, la formation combine deux dimensions : « Celle d'un parti national-populiste comparable à ceux que l'on trouve ailleurs en Europe, et une composante indépendantiste catalane. » Son électoral est composite : des indépendantistes déçus par l'échec de 2017, des militants venus de la gauche radicale ou républicaine séduits par le « côté anti-système » de M<sup>me</sup> Orriols, mais aussi, de plus en plus, des électeurs mobilisés par la question migratoire. « Aujourd'hui, ce qui lui apporte le plus de voix, c'est le vote anti-immigration », souligne-t-il.

Les sondages confirment cette centralité : l'immigration est, après le logement, l'une des principales préoccupations en Catalogne, l'une des régions espagnoles qui comptent le plus de population étrangère, 19,25 % (contre 14,6 % au niveau national), en grande partie originaire d'Afrique du Nord. Selon le CEO, près de 60 % des habitants estiment qu'il y a « trop d'immigration » dans la région. « Ce malaise existait déjà, mais les autres partis ont refusé de l'aborder, de peur d'encourager la xénophobie. Résultat : Alliance catalane s'est approprié ce discours », estime le politologue Xavier Torrens.

Au cœur de cette dynamique, Silvia Orriols, Maire de Ripoll depuis 2023, une commune de 10 800 habitants dans les Pyrénées catalanes, elle incarne pour ses soutiens une forme d'authenticité. Agée de 41 ans, mère de cinq enfants, ancienne employée administrative, elle revendique ses origines modestes. « Une personne charismatique, issue de milieux très humbles, très critique envers la classe politique catalane, ce qui lui donne de la crédibilité auprès de ses sympathisants », décrit Xavier Torrens.

**S'implanter durablement**

Ripoll n'est pas une ville comme les autres. Neuf des dix membres de la cellule djihadiste responsable des attentats de Barcelone et Cambrils du 17 août 2017, qui firent 16 morts et 140 blessés, en étaient originaires. Un choc durable pour la population locale. « S'il n'y avait pas eu les attentats islamistes de Barcelone, je ne me serais jamais présentée à des élections », affirme M<sup>me</sup> Orriols.

Aujourd'hui, Alliance catalane veut s'implanter durablement sur l'ensemble de la Catalogne. Le parti a ouvert un siège à Barcelone, fin 2025, et prépare les élections municipales de 2027 avec une stratégie assumée. « L'idéologie d'Alliance catalane, Jordi Aragonès, revendique ouvertement son admiration pour Steve Bannon [l'un des stratèges de l'extrême droite américaine] et sa manière de faire campagne, fondée sur la répétition de deux thèmes au maximum », souligne le politologue Xavier Torrens. Lors des élections régionales de 2024, la

formation a concentré son discours sur l'immigration et l'insécurité, réleguant la question indépendantiste au second plan. « Sur ce terrain, ils estiment avoir plus rien à proposer », ajoute-t-il.

Cette progression inquiète particulièrement Junts, le parti de l'ex-président catalan Carles Puigdemont, à l'origine de la tentative sécessionniste, installé en Belgique et visé par la justice espagnole depuis 2017. « Junts est pris de panique : ses cadres savent qu'une partie de leur électoral pourrait voter pour Alliance catalane aux municipales », observe Xavier Torrens. C'est l'une des raisons qui ont poussé, en octobre 2025, la direction de Junts à rompre son accord avec le gouvernement de Madrid, qu'elle soutenait depuis 2023, invoquant des promesses non tenues, et ce, malgré l'adoption, en 2024, d'une loi d'amnistie en faveur des responsables indépendantistes.

Dans ce contexte, certains misent sur un éventuel retour de M. Puigdemont, toujours en attente d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne sur les accusations portées par Madrid, pour enrayer la popularité d'Alliance catalane. M<sup>me</sup> Orriols dit attendre ce moment sans crainte. « J'espère vraiment qu'il reviendra. Tant qu'il restera en exil, beaucoup continueront d'éprouver de l'empathie pour lui. Mais s'il rentre, le mythe tombera : les gens verront qu'il n'a pas été à la hauteur des circonstances. » ■

ISABELLE PIQUER

## Migrants : les négociations patinent entre Paris et Londres

Le financement du dispositif de surveillance des plages françaises doit être renouvelé, mais les Anglais exigent plus d'efficacité

LONDRES - correspondant

**L**e financement par les Britanniques du dispositif de surveillance du littoral français arrive à échéance le 31 mars. Et aucun accord n'a été trouvé entre Paris et Londres pour un nouveau cycle. « Les négociations ont échoué », confie une source proche de Paris. Elles portent sur une enveloppe d'environ 750 millions d'euros sur trois ans, en vertu du traité bilatéral de Sandhurst. Entre 2023 et 2026, la contribution britannique au bénéfice de la France pour sécuriser les frontières s'est déjà élevée à 541 millions d'euros. Sur cette période, plus de 41 000 personnes ont rejoint l'Angleterre en *small boats*, contre environ 20 000 en 2022. Au 1<sup>er</sup> janvier, les Times du 23 mars, Londres réclame que les fonds ne soient versés qu'en fonction d'objectifs de traversées de la Manche évités à atteindre. « Les Anglais veulent nous coller des objectifs chiffrés et du reporting opérationnel au quotidien. Ils voudraient piloter le dispositif », ajoute la source française citée plus haut.

Auditionné le 26 mars par la commission d'enquête parlementaire sur le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes migrantes, le secrétaire général de la mer, Xavier Ducept, a reconnu que les Britanniques « ont la volonté de montrer à leur opinion publique que les fonds qui sont engagés dans le cadre de Sandhurst le sont efficacement ». Mais il a mis en garde contre toute forme de chantage : « Ce que nous souhaitons, c'est que (...) les Britanniques puissent participer au financement des dispositifs d'interception, qui

sont très onéreux. Mais qu'ils ne conditionnent pas ces dispositifs à une forme d'efficacité qui pourrait être extrêmement dangereuse pour les migrants, pour les services, pour la France. (...) Le secours d'abord. Et le droit », a-t-il déclaré.

**Trois interceptions**

Lors de la visite d'Etat d'Emmanuel Macron au Royaume-Uni, en juillet 2025, la France a consenti à modifier sa doctrine d'intervention en mer pour arraisonner les *small boats* – une pratique jugée trop dangereuse jusque-là – et le Royaume-Uni a acté le principe d'un nouveau paquet d'aides financières. Depuis, trois interceptions ont eu lieu, selon M. Ducept. D'après nos informations, les Britanniques auraient fait des demandes françaises concernant, par exemple, le paiement des salaires des effectifs du futur centre de rétention de Dunkerque (Nord), prévu pour ouvrir fin 2026, mais aussi le paiement des réserves qui patrouillent sur les plages, ou encore celui d'un lieu de cantonnement pour des CRS.

Le Home Office refuse de s'exprimer sur ces négociations, mais en porte-parole rappelle que « la France est [leur] partenaire le plus important en matière de migration et [que] le travail commun permet de réduire considérablement les traversées en petites embarcations », ajoutant que « 40 000 traversées ont été évitées » depuis l'arrivée du gouvernement Starmer au pouvoir, en juillet 2024.

Le porte-parole valorise également l'accord dit « one in, one out » (« une entrée, une sortie »), conduit à l'été 2025 entre Keir Starmer et Emmanuel Macron et qui

prévoit que Londres peut renvoyer en France des migrants arrivés en *small boats*. Sur une base réciproque, Londres accepte d'accueillir sur son territoire des personnes migrantes se trouvant en transit en France. « Grâce à notre accord historique, les migrants illégaux arrivant en *small boats* sont renvoyés directement chez eux », assure le porte-parole. En réalité, seules 377 personnes ont été renvoyées en France, entre l'été 2025 et le début de février 2026, selon des données du Home Office, contre 380 qui ont fait le voyage en sens inverse. Cet accord n'a « pas d'impact direct sur les flux », a reconnu le secrétaire général de la mer.

Le ministre de l'Intérieur, Shabana Mahmood, ne compte pas pour autant y renoncer et les Anglais auraient demandé sa reconduite, alors qu'il doit cesser en juin. La Britannique, d'origine pakistanaise et fière de sa foi musulmane, classée à droite du Parti travailliste, porte une série de réformes réduisant l'accueil des réfugiés au Royaume-Uni. Depuis le 2 mars, le statut de réfugié ne sera plus permanent mais temporaire. La ministre veut aussi doubler la période nécessaire pour qu'un détenteur de visa puisse réclamer un droit de séjour permanent (elle passerait de cinq à dix ans). Mais M<sup>me</sup> Mahmood est de plus en plus isolée au sein des élus du Labour, des dizaines d'entre eux s'opposant à cette « droitisation » du parti, notamment parce qu'il perd de plus en plus d'électeurs au profit du Green Party, le parti écologiste britannique, beaucoup plus à gauche. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET JULIA PASQUAL

**LES ANPHIS DE L'INFO**

TOULOUSE > 17/03 — NANTES > 07/04

ET À PARTIR DE SEPTEMBRE 2026  
À CLERMONT-FERRAND, MONTPELLIER,  
BRIVE-LA-GAILLARDIE, LIMOGES,  
BESANÇON, LA ROCHELLE, AVIGNON

ENTRÉE GRATUITE  
TOUTES LES MARDIS  
LENDREZ-PRÉLÈVEMENT

ET LE MONDE france.tv Ici

Photographie : © Michael Heitzhacker, 2024, Magnum / Getty Images

# En Gironde, une mégaferme à saumons inquiète

Associations et scientifiques redoutent des répercussions du projet Pure Salmon sur les eaux souterraines

Le « saumon du Médoc » se fera-t-il une place dans l'assiette des Français, si friands de ces poissons à la chair tendre ? C'est l'objectif de l'entreprise du même nom, qui dépend de la multinationale Pure Salmon, détenue par un fonds d'investissement basé à Singapour. La firme veut bâtir une mégaferme d'élevage au Verdon-sur-Mer (Gironde), au nord de Bordeaux, pour « renforcer la souveraineté alimentaire de la France ». Le projet a mobilisé contre lui de nombreuses associations, élus locaux et scientifiques, inquiets de ses répercussions environnementales, en particulier sur les eaux souterraines.

Près de 23 000 contributions ont été déposées lors de l'enquête publique, dont les conclusions ont été publiées mardi 24 mars. Les commissaires-enquêteurs ont approuvé la ferme de saumons irlandais, moyennant une montage en puissance « progressive » et contrôlée des installations. C'est au préfet que revient désormais la décision épineuse d'autoriser leur édification, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Le sujet a bouclé la campagne électorale au Verdon-sur-Mer : le maire, réélu le 22 mars, y voit un espoir de développement économique. Le marché est colossal : les Français consomment chaque année plus de 200 000 tonnes de saumons selon FranceAgriMer. Il s'agit surtout de spécimens qui ont grandi dans des cages marines, en Norvège ou encore en Écosse, décriées pour leur impact sur l'environnement et les maladies qui s'y propagent.

Pure Salmon, qui promet 250 emplois directs, s'appuie sur un modèle différent. Près de l'embranchement de la Gironde, l'entreprise veut produire 10 000 tonnes par an de saumons grâce à un système d'aquaculture dit « en recirculation ».

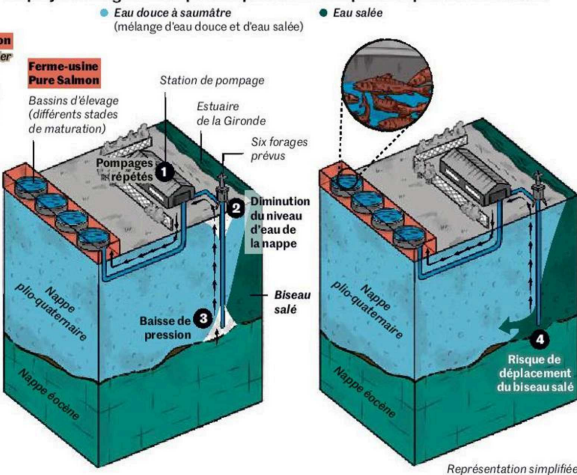
Cette filière en expansion se dépeuple en terre. Il est ainsi prévu que les saumons irlandais soient placés dans une série de bassins à la salinité variable selon la maturité des individus, dont l'eau est recyclée en continu. Il faut cependant compléter le remplissage de ces cuves : Pure Salmon entend prélever jusqu'à 6 500 mètres cubes



**L'entreprise Pure Salmon souhaite prélever jusqu'à 6 500 mètres cubes d'eau saumâtre par jour, essentiellement consacrés à l'alimentation de ses bassins d'élevage. Ce volume sera prélevé au moyen de six forages dans un aquifère souterrain. La commission locale de l'eau craint que cela ne fragilise une nappe plus profonde.**

Infographie : Le Monde  
Source : enquête publique sur le projet Pure Salmon, BRGM

Un projet de mégaferme aquacole qui entraîne d'importants prélèvements d'eau



d'eau par jour, l'équivalent de deux à trois piscines olympiques, qui seront issus de nappes profondes de l'aquifère dit du Plio-Quaternaire et son eau saumâtre, au taux de salinité moindre que l'océan.

## Lourds traitements

Les pompages vont entraîner une baisse de niveau et de pression dans la masse d'eau exploitée, mais pouvant aussi avoir une incidence dans une réserve plus profonde : la nappe de l'Éocène. Ces deux aquifères sont « susceptibles » d'être connectés, prévenant en septembre 2024 le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). L'eau de l'Éocène pourrait dès lors être drainée vers la couche supérieure.

Une étude de mars 2025 commandée par Pure Salmon confirme que « le niveau de la nappe de l'Éocène (...) est légèrement influencé par le pompage d'eau », plus réduit que le débit réel d'exploitation. « Nos bureaux d'études confirment que notre impact est négligeable », assure Frédéric

Carlier, le directeur du projet. La commission locale de l'eau chargée des nappes profondes de Gironde ne partage pas ces conclusions : l'instance a jugé le projet « incompatible en l'état » avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, un document qui vise à préserver ce patrimoine hydrique. « Pure Salmon n'offre pas de garanties environnementales suffisantes », estime Maxime Ghesquière, ancien élu écologiste de la Métropole de Bordeaux et membre de la commission.

L'enjeu est de taille : les eaux de l'aquifère de l'Éocène constituent « régionalement une ressource majeure » pour l'eau potable, relevait en 2024 le BRGM. Les autorités s'emploient ainsi à y réduire les prélèvements, afin d'éviter toute salinisation issue de l'estuaire. Les commissaires-enquêteurs se positionnent toutefois à contre-courant des instances de la démocratie de l'eau, arguant notamment que la nappe est déjà salée à cet endroit précis.

La commission qui veille spécifiquement sur l'estuaire de la Gi-

ronde s'interroge aussi sur le devenir du biseau salé : la langue d'eau salée venant de l'estuaire. L'un des risques est sa propagation dans l'aquifère du Plio-Quaternaire du fait des pompages.

Des modifications de la salinité de l'eau prélevée pourraient perturber la ferme-usine, qui repose sur de lourds traitements de la ressource. Quelque 40 mètres cubes par heure doivent par exemple être osés pour alimenter l'écloserie, qui requiert de l'eau douce.

Il est prévu que les effluents de l'usine soient, in fine, rejetés dans l'embranchement du fleuve après avoir été traités « dans le respect des normes environnementales les plus strictes », assure Pure Salmon. Les engagements de l'entreprise ne convainquent cependant pas le Conseil scientifique de l'estuaire de la Gironde (CSEEG), qui comprend des universitaires, l'organisme – qui fait état, à l'instar des commissions locales de l'eau, de nombreuses « imprécisions et manques » dans le dossier – a avis en janvier, à l'unanimité, un avis défavorable au projet.

## Les scientifiques mettent en avant des risques d'eutrophisation de l'estuaire dus aux rejets de matière organique

Ses membres ciblent les rejets de matière organique dans l'estuaire, et notamment les concentrations maximales prévues « exactement à la limite réglementaire ». Ils peuvent avoir, en s'accumulant, « des impacts locaux significatifs », assurent les scientifiques, qui mettent en avant des risques d'eutrophisation. C'est-à-dire de prolifération d'algues.

Or, les milieux à proximité sont sensibles. La friche industrielle sur laquelle doit être implantée l'usine se trouve en bordure d'un parc naturel marin et à proximité de plusieurs zones Natura 2000,

des aires classées pour protéger les habitats.

Le CSEEG critique aussi la forte consommation énergétique de l'installation, annoncée à 100 gigawattheures annuels. Les saumons ont en effet besoin d'une eau qu'il faut refroidir. A ce poste d'émissions de gaz à effet de serre, il faut ajouter l'alimentation des poissons, qui représente la moitié du bilan estimé. La nourriture est par ailleurs un point de crispation majeur, dans les élevages marins comme terrestres : les industriels alimentent en partie les saumons avec des huiles et farines de poissons. Celles-ci sont obtenues notamment par le broyage de petits poissons pêchés en mer.

## «Modèle productiviste»

Pure Salmon certifie qu'elle n'aura pas recours à cette pratique dite « minière », et que les 30 tonnes de granulés quotidiens avec lesquels elle nourrit ses saumons seront composés à 64 % d'ingrédients végétaux, dont du soja. Cela entretient toutefois un « modèle productiviste » qui repose sur des « intrants multiples », dont des cultures qui « posent d'énormes problèmes », déplore Benoist Gachet, administrateur de la Sepanso Gironde, une organisation de défense de l'environnement.

Se pose, enfin, la question des conditions de vie des saumons, qui sont des migrants à l'état naturel. Pure Salmon veut élever jusqu'à 70 kilogrammes de poissons par mètre cube, selon le stade de développement.

L'entreprise espère maintenant pouvoir « commencer les travaux en 2027 », indique M. Carlier. « Le projet n'est pas lié à l'avis de l'enquête publique », insiste Maxime de Lisle, président de l'organisation non gouvernementale Seateamik. Les associations environnementales craignent que le site du Verdon-sur-Mer ne serve de prototype qui serait répliqué ailleurs. À l'échelle nationale, une proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur les projets de fermes de saumons en circuit fermé a été co-signée par une centaine de députés de gauche mais aussi de la majorité. ■

FRANCESCA FATTORI,  
AUDREY LAGADEE,  
LÉA SANCHEZ  
ET VICTOR SIMONNET

# Le coût du réchauffement climatique détaillé par émetteur

Une étude publiée dans « Nature » attribue précisément les dommages, qu'ils proviennent d'un Etat, d'une entreprise ou d'une personne

Quel est le coût des dégâts dus aux fortes chaleurs, aux sécheresses ou à certaines tempêtes causées par la crise climatique ? La question, longtemps théorique, prend une dimension très concrète dans une étude publiée dans *Nature*, mercredi 25 mars, qui attribue des dommages économiques précis aux émissions de gaz à effet de serre, qu'elles proviennent d'un Etat, d'une entreprise ou d'un individu. Ces résultats dessinent une cartographie vertigineuse de la responsabilité climatique.

« La communauté internationale s'est toujours refusée à définir formellement le concept des pertes et dommages ou à tenter d'estimer systématiquement quelles émissions causaient des dommages dans quels pays. Notre objectif était de combler cette lacune », explique Marshall Burke, premier auteur de l'étude et professeur à l'université Stanford (Californie). Les pertes et dommages se réfèrent aux dégâts irréversibles du changement climatique, lorsque les mesures de

réduction des émissions ou d'adaptation ont échoué.

Les montants atteignent des niveaux colossaux. Les émissions américaines des trente dernières années ont déjà causé 10 200 milliards de dollars (8 854 milliards d'euros) de pertes économiques, celles de la Chine et de l'Union européenne respectivement 8 700 milliards et 6 400 milliards. Mais ces chiffres ne disent qu'une partie de l'histoire. L'étude montre que les dommages futurs liés à ces émissions passées seront bien plus élevés : tant que le CO<sub>2</sub> reste dans l'atmosphère, pendant des centaines d'années, il continue de produire des effets.

## Carte interactive

Ainsi, une tonne de CO<sub>2</sub> émise en 1990 a déjà occasionné environ 180 dollars de préjudice en 2020. Elle devrait en causer dix fois plus d'ici à 2050, soit 1 840 dollars de pertes, selon l'un des scénarios retenus. Un chiffre vertigineux, à mettre en perspective avec l'ampleur des émissions mondiales de

CO<sub>2</sub>, qui se sont élevées à 42 milliards de tonnes en 2025.

L'originalité de l'étude tient à sa capacité à décrire ces impacts à toutes les échelles. Les grandes entreprises des énergies fossiles – première cause du réchauffement – concentrent une part massive des responsabilités. Les émissions attribuées au pétrolier Saoudi Aramco, entre 1988 et 2015, sont associées à des dommages économiques estimés à plus de 3 000 milliards de dollars jusqu'en 2020 (soit huit années de revenus de l'entreprise). Les dégâts en 2100 s'avèrent 20 fois supérieurs.

Des milliardaires tels que Bill Gates, Jeff Bezos, Elon Musk ou Taylor Swift, par leur usage de jets privés en 2022, génèrent chacun plus de 1 million de dollars de dommages cumulés jusqu'en 2100. Quant au grand public, un vol aérien long-courrier annuel répété pendant dix ans correspondrait à environ 25 000 dollars d'ici la fin du siècle. A l'inverse, passer à un régime végétarien ou réduire les ki-

lomètres en voiture de 10 % sur la décennie passée conduiraient à des bénéfices cumulés de 6 000 dollars en 2100.

Les auteurs ont en outre développé une carte interactive permettant de connaître les dommages économiques causés et subis par chaque pays. Elle montre que les grandes économies subissent les répercussions les plus importantes en valeur absolue, tandis que les pays à faible revenu des régions tropicales endurent le plus de dégâts en valeur relative.

Pour établir ces estimations, les chercheurs ont combiné données d'émissions, modélisation climatique et analyses économiques. Chaque tonne de CO<sub>2</sub> est reliée à une hausse de température, elle-même associée à des variations de produit intérieur brut (PIB), sur la base d'un large corpus d'études. Ce choix permet de capter nombre d'impacts de la chaleur, tels que la réduction de la productivité du travail ou des rendements agricoles. L'approche reste toutefois partielle. « Le PIB est une mesure

utile, mais il ne capture pas tout », reconnaît Marshall Burke, qui souligne que certains effets – notamment en ce qui concerne les écosystèmes – sont encore à évaluer.

En attribuant des dommages à des émetteurs précis, l'étude ouvre des perspectives nouvelles pour les contentieux climatiques, en plein essor. Ses auteurs restent toutefois prudents : établir qui cause des dommages ne revient pas à déterminer qui doit payer quoi. « Il s'agit là d'une question juridique et éthique qui doit tenir compte d'une série d'autres facteurs, tels que le moment où nous avons pris conscience pour la première fois que ces émissions étaient nocives », précise le scientifique.

## Acte «illécite»

Dans un avis inédit, en juillet 2023, la Cour internationale de justice a conclu que les Etats qui violent leurs obligations « contraignantes » en matière de climat commettent un acte « illécite » et pourraient se voir réclamer des « réparations » par les pays les plus affectés. Deux mois auparavant, la justice allemande rejetait la plainte d'un paysan péruvien contre l'énergie nucléaire BWE. Le fermier exigeait une aide financière contre les risques d'inondation de sa maison liés à la fonte d'un glacier sous l'effet des émissions de l'entreprise.

Reste que les incertitudes « sont très larges », ajoute-t-il, ce qui pose la question de l'usage de ces résultats par des tribunaux. ■

AUDREY GARRIC

# Les partis dans le flou de la présidentielle

Le PS et la droite ne savent pas comment choisir leur candidat et se divisent sur la question d'un primaire

La nuance n'est pas qu'une question de grammaire. En politique, le singulier d'une présidentielle ne ressemble pas forcément au pluriel des municipales. Dimanche, après le second tour de ce scrutin local, la victoire était fragmentée et revendiquée par tout le monde ou presque. Quand la droite brandissait son titre de champion de France des villes moyennes, le Parti socialiste (PS) bombait le torse après avoir emporté six des dix plus grandes agglomérations et La France insoumise (LFI) fêta la prise de Roubaix, quand le Rassemblement national (RN) mettait en avant une « percée » inédite.

Dernière haie électorale avant la présidentielle, ces élections municipales marquent surtout l'accélération de la candidature dans les différents camps. A gauche comme à droite, la question du mode de désignation a occupé la semaine entre les défenseurs d'un primaire et leurs opposants. Chez LFI, ce débat n'existe pas avec un Jean-Luc Mélenchon décidé lui-même à « faire mieux », comme il l'avait évoqué le soir de son élimination en 2022, en faisant mine de passer le témoin. Même tranquillité relative au RN où Jordan Bardella attend le 7 juillet et une confirmation de la peine d'inéligibilité de Marine Le Pen pour enfiler le costume de candidat officiel.

Joueur, le président du RN a lancé un pari au *Figaro* : « Bruno Retailleau se retirera pour finir par soutenir Edouard Philippe. » Même s'il a tenu – en vain – la main aux Républicains (LR) pendant ces municipales, l'eurodéputé estime que « la droite française n'existe plus aujourd'hui » et prédit un ralliement du président de LR à celui d'Horizons. A Nice, M. Retailleau a pourtant abandonné en rase campagne Christian Estrosi (vice-président d'Horizons), mettant ainsi un coup de canif aux accords entre les deux partis lors des municipales. Au risque de donner l'impression de soutenir le futur vainqueur et allié du RN, Eric Ciotti.

**Ne pas insulter l'avenir**  
Chez LR, le président du Sénat, Gérard Larcher, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, celui des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, ou encore le maire de Meaux, Jean-François Copé, ont fait chauffer le portable du Vendéen, candidat déclaré pour l'Élysée. Il s'agissait moins d'avoir un geste d'amitié pour leur ancien camarade Estrosi que de préserver une idée : en 2027, la victoire passera par l'union autour d'un candidat unique de la droite et du centre. Autant ne pas insulter l'avenir et le mieux placé dans les sondages au sein de l'ancien « soc commun ».

Réel au Havre, Edouard Philippe entend incarner cet espace, mais refuse de passer par un primaire qui le rendrait « prisonnier des partis politiques ». Gérard Lar-



Sur le plateau de BFM-TV, à Paris, le 15 mars, lors du premier tour des élections municipales. LUCAS BARIOLLET POUR - LE MONDE

## La fin des municipales a marqué l'accélération de la course dans les différents camps

cher veut voir « la porte totalement fermée ». Ces derniers semaines, le président du Sénat joue le paterfamilias et reçoit à sa table les prétendants. A commencer par l'ancien premier ministre. « Il y aura une pression forte des électeurs, des élus, des parlementaires pour que les candidats s'entendent », prédit-il au *Parisien*. Il s'agit d'éviter un second tour Mélenchon-Bardella, dont la menace reste le seul ciment entre la droite et l'ancienne majorité présidentielle. « Tous ces gens sont guidés par la trouille, attaque Aurélien Pradié, député du Lot (ex-LR). Or la trouille, ça n'a jamais fait gagner une élection. »

Si la réussite de LR aux municipales doit beaucoup aux alliances avec le centre, Bruno Retailleau assure défendre un programme de « rupture avec la macronisme ». En avril, les adhérents LR voteront pour le processus de désignation de leur candidat. Entre la primaire honnête (fermée ou semi-ouverte) et la désignation automatique de leur président, l'affaire paraît entendue. « Les adhérents choisiront Retailleau, mais ça ne règle rien », prévient un proche de Laurent Wauquiez, président du groupe des députés LR.

Même proposé candidat officiel, l'ancien ministre de l'inté-

rieur doit imposer sa légitimité en interne face à Laurent Wauquiez, avocat intéressé d'un primaire élargi jusqu'à l'extrême droite de Reconquête!, et Xavier Bertrand, adepte d'une sélection darwinienne par les sondages. « Les différents prétendants vont cavalier dans tous les sens jusqu'à la fin de l'été. Le vrai problème se posera à l'automne », prévient Hervé Marseille, président du groupe centriste au Sénat.

Le printemps s'annonce déjà animé. Quand certains parlementaires LR ou Renaissance tentent de jeter un pont entre leurs deux formations, Bruno Retailleau et Gabriel Attal refusent de l'emprunter. Le premier voit dans le second l'ultime représentant d'un macronisme qui aurait jeté le pays dans le ruisseau. Le secrétaire général de Renaissance pointe, lui, la dérive de la droite. « Si la ligne de LR, c'est de dire on glisse vers

l'extrême droite et vers le Rassemblement national (...), on ne pourra pas avancer avec eux », menaçait-il, mardi, sur France Inter. Mais pourquoi pas avec Horizons et Edouard Philippe? Les deux principaux prétendants du bloc central ne s'inquiètent pas de voir leurs candidatures coexister encore plusieurs mois. Le maire du Havre y voit un signe de vitalité démocratique. « On sera capable de discuter le moment venu » pour « faire prevailoir » un « bloc républicain », a-t-il assuré, mardi, sur France 2. Gabriel Attal est pourtant décidé à accélérer. Le trentenaire a prévu un agenda au rythme de la publication d'un livre le 23 avril, suivie de trois soirées thématiques à Lyon, à Bordeaux et à Strasbourg d'ici à la fin de mai et d'un grand meeting en région parisienne, début juin, aux allures de lancement de campagne.

**Candidatures solitaires**  
La gauche sera-t-elle beaucoup plus avancée avant l'été? Pas sûr. Au PS, l'idée d'un primaire, qui n'a jamais vraiment plu, meurt à petit feu, y compris dans l'entourage du premier secrétaire, Olivier Faure. « Une présidentielle, ce n'est pas une question d'alliances, mais une question d'affirmation. C'est pour cela que l'idée de primaire ne

fonctionne pas », considère François Hollande. Le député de Corèze est pourtant le seul exemple d'un vainqueur de primaire propulsé vers l'Élysée, en 2012.

Mais, avec la montée en puissance des « insoumis », le PS n'est plus la force hégémonique à gauche qu'il était en 2012. Toute la campagne aura entériné le duel entre les deux principales forces de gauche. Quand Jean-Luc Mélenchon s'est servi de l'estrade municipale comme d'une pré-campagne pour 2027 et sort renforcé de quelques gains symboliques (Saint-Denis en particulier), les PS a prévu un agenda au rythme de la publication d'un livre le 23 avril, suivie de trois soirées thématiques à Lyon, à Bordeaux et à Strasbourg d'ici à la fin de mai et d'un grand meeting en région parisienne, début juin, aux allures de lancement de campagne.

Au milieu du gué, Les Écologistes sont sommés de choisir entre socialistes et « insoumis ». Jean-Luc Mélenchon leur a tendu la main lors d'une prise de parole devant des médias numériques et des influenceurs, mercredi 25 mars. « LFI et EELV, oui ça, c'est l'alliance du futur, je pense, s'ils acceptent un

jour de réfléchir autrement qu'avec M<sup>me</sup> [Marine] Tondelier. La vague verte de 2020 est loin et le secrétaire national ne peut que dénoncer l'« éco-bashing (...) de la droite et de l'extrême droite » pour expliquer les pertes de votes.

Affablis, les « écologues » sont devenus une proie. Olivier Faure est séduit par la même tentation que le dirigeant « insoumis » : vassaliser le parti écologiste en crise pour prendre la dynamique à gauche. Un scénario que refuse Marine Tondelier. Car, plus qu'un conflit entre projets, c'est un conflit de stratégies qui traverse les appareils. Faute de primaire, Marine Tondelier laisse entendre son désir de lancer une candidature écologiste en solitaire. La sienne. Autre promoteur de cette primaire à laquelle il est candidat, François Ruffin, le député de la Somme, en rupture avec LFI, envisage d'en faire de même. Au moment de la mort de Lionel Jospin, la gauche semble répéter le scénario de 2002 avec une multiplication de candidatures qui avait été funeste pour l'ancien premier ministre. Parfois, l'histoire bégaie avec une cruelle ironie. ■

MARIAMA DARAME,  
ALEXANDRE PERRO,  
OLIVIER PÉROU  
ET MARIE FOUZADOUX

QUESTIONS POLITIQUES  
dimanche 12h-13h

ALEXANDRA BENSARD

Thomas Ménagé,  
député du Loiret et porte-parole  
du groupe Rassemblement  
national à l'Assemblée nationale



franceinfo:  
TV canal 16

avec Alix Bouilhaguet  
et Françoise Fressoz

Le Monde

# Pourquoi Les Ecologistes ont cédé du terrain

S'il a réussi à conserver Lyon, Grenoble et Tours, le parti dirigé par Marine Tondelier a perdu six municipalités conquises en 2020

**A**u lendemain des élections municipales, l'heure n'est pas à la fête chez Les Écologistes. Le parti a toutourné à certes réussi à conserver Lyon, Grenoble et Tours et à remporter Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), Villepinte et Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Mais il a aussi perdu six villes conquises en 2020 : Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Poitiers, Annecy et Colombes (Hauts-de-Seine). Sans parler de la Métropole de Lyon, passée chez Les Républicains, une configuration qui va compliquer la tâche du maire écologiste, Grégoire Doucet, qui a été, lui, reconduit. Ou de Bègles, dont Noël Mamère fut maire de 1989 à 2007 et restée depuis aux mains des écologistes, ravie par un candidat sans étiquette.

Il faut dire que les municipales de 2020 avaient été un cas exceptionnel pour cette famille politique. Jusqu' alors, les écologistes n'avaient dirigé que deux grandes villes : Montreuil (Seine-Saint-Denis) de 2008 à 2014 et Grenoble depuis 2014. Mais, dans la foulée des grandes marches pour le climat, ils étaient parvenus, en 2020, à remporter huit nouvelles villes ainsi que la Métropole de Lyon, dans un contexte d'abstention record liée à l'épidémie de Covid-19. À l'époque, peu de monde s'attendait à cette « vague verte », qui s'est la plupart du temps jouée à une courte majorité de quelques centaines de voix. A Annecy, François Astorg ne l'avait emporté qu'avec 27 bulletins d'avance. « Des victoires courtes et assez fragiles », rappelle Daniel Boy, direc-

teur de recherche émérite au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

Six ans plus tard, pourquoi ces défaites, alors qu'il est généralement plus difficile de se faire élire que reconduire ? Il y a d'abord les enjeux environnementaux, qui ont été relégués au second plan au profit des questions de sécurité cette année. Mais aussi la hausse de la participation par rapport à 2020, qui n'a pas été favorable aux maires sortants : il y a six ans, les personnes âgées, qui votent moins pour les écologistes, s'étaient moins rendues aux urnes pour des raisons sanitaires.

Prisen tenaille entre un Parti socialiste (PS) qui a repris des couleurs depuis 2020 et une France insoumise (LFI) bien plus offensive, le parti Les Écologistes a aussi eu du mal à se différencier sur l'environnement, une thématique désormais largement reprise par les autres formations de gauche. Voir le socialiste Emmanuel Grégoire fête sa victoire à Paris à Vélizy : « Il n'ont pas joué gros, car ils savaient qu'ils avaient beaucoup à perdre », juge Daniel Boy.

Thomas Cazenave, successeur au maire de Bordeaux, Pierre Hurmic (à l'arrière-plan), le 27 mars. ROMAN FERROCHEAU/AFP

Contrairement à leurs habitudes, les écologistes n'avaient pas choisi de partir seuls au premier tour des municipales mais avaient adopté une large stratégie d'alliances, notamment avec le PS. Une façon de s'assurer de ne pas avoir de concurrence dans les villes qu'ils dirigeaient, mais cela peut aussi être interprété comme un aveu de faiblesse. « Ils n'ont pas joué gros, car ils savaient qu'ils avaient beaucoup à perdre », juge Daniel Boy.

**Promesses « très ambitieuses »**  
Si ce choix les a en grande partie invisibilisés, il devrait cependant leur permettre de renforcer leur poids dans les exécutifs municipaux où leurs alliés l'ont emporté, comme à Paris. En revanche, les accords passés au second tour avec LFI (Strasbourg, Besançon) ou encore Poitiers ont eu un « effet repoussoir qui a mobilisé très fortement à droite, voire à l'extrême droite », selon Simon Persico, directeur de Sciences Po Grenoble.

Pour ce dernier, les échecs ne viennent pas forcément des poli-

tiques menées. Avec Florent Gougou, maître de conférences en science politique dans la même institution, ils ont rédigé une note en 2023 pour la Fondation de l'écologie politique, intitulée « Vers un écologisme municipal ? », où ils ont analysé l'état de réalisation des promesses de campagne de ces nouveaux maires écologues à mi-mandat. Qualifiées par les auteurs de « très ambitieuses », elles l'étaient particulièrement, mentionnés, dans les secteurs de l'environnement, de l'énergie et de l'eau. Sur les 237 étudiés, il ressortait qu'un peu plus du tiers étaient complètement tenues trois ans après leur installation à la tête des villes. Mais tenir ses promesses ne garantit pas une réélection.

Autre constat fait par M. Persico : la difficulté des écologistes à construire des réseaux suffisamment puissants pour trouver des relais dans la société civile. « On aurait pu s'attendre à ce qu'ils réussissent à acquérir le statut qu'a pu avoir jadis le PS – et qui explique que les socialistes parviennent à conserver des posi-

**Certains de ces maires ont pu être critiqués sur la façon d'exercer le pouvoir, mais aussi pour un certain manque de pédagogie**

tions de force là où ils sont implantés », estime-t-il.

Au-delà des polémiques qui ont émaillé le début de leur mandat (arbre de Noël à Bordeaux, Tour de France à Lyon...), certains de ces maires, dont beaucoup arrivaient pour la première fois à ce niveau de responsabilités, ont pu être critiqués sur la façon d'exercer le pouvoir, mais aussi pour un certain manque de pédagogie. « J'ai entendu nombre de fois que les villes qu'ils dirigeaient étaient tout le temps en travaux, souligne Lucile Schmid, ancienne responsable d'EELV (Europe Écologie- Les Verts, ancien nom des Écologistes) désormais présidente du think tank La Fabrique écologi-

ques. Ces chantiers ont pu heurter. Ces maires, dont beaucoup ont été élus par surprise, auraient dû expliquer davantage qu'ils allaient transformer la ville. »

À Annecy, où M. Astorg ne se représentait pas, Alexandre Mulière-Gachet, qui était premier adjoint, a ainsi reconnu : « Je ne rentre pas le fond de notre action. Mais il y a une question de temporalité et de forme. Nous sommes allés trop vite et nous n'avons pas été compris. Réduire la place de la voiture à Annecy est une nécessité, nous en sommes convaincus. Mais il a manqué des alternatives. » Leurs adversaires n'ont pas manqué d'en faire un argument de campagne. « Ils ont été présentés comme les représentants de l'écologie punitive » et ont pâti d'un discours d'ostracisme », relève Sylvie Ollitrault, directrice de recherche au CNRS, à l'ISP-Nanterre. Selon elle, « c'est une leçon pour la prochaine fois : comment rendre l'écologie acceptable au-delà d'un périmètre de gauche ? » ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

**En 2020, peu de monde s'attendait à cette « vague verte », qui s'est la plupart du temps jouée à quelques centaines de voix**

## Marine Tondelier face aux critiques de son bilan

La secrétaire nationale des Écologistes défend l'idée d'une primaire de la gauche, sans écarter celle de partir seule

**D**epuis qu'elle a pris les rênes du parti Les Écologistes en 2022, Marine Tondelier enchaîne les déconvenues. En 2024, le parti comptait 16 000 adhérents, trois fois de son pari de conquérir 1 million de sympathisants en cinq ans. La même année, aux élections européennes, sa candidate Marie Toussaint réalise l'un des plus faibles scores du mouvement depuis trente ans (5,5 %). Le bilan des municipales est, lui aussi, des plus moroses : si Lyon, Grenoble et Tours sont restées aux mains des Écologistes, son parti n'est parvenu à conserver six autres municipalités gagnées en 2020, dont Bordeaux et Strasbourg.

Mais, même aux yeux de ses contempteurs, la secrétaire nationale n'est pas dénuée d'un certain talent. A chaque revers, le numéro un des Écologistes parvient à éviter les procès internes et autres appels à la démission. « Il n'y a jamais de bilan, de remise en question. Elle évite chaque responsabilité et nous envoie d'échec en échec », déclare au Monde la députée écologiste de Paris Sandrine Rousseau. Si cette dernière ne réclame pas de « congrès extraordinaire » pour démettre la dirigeante du mouvement, elle compte néanmoins lui mettre la pression. La semaine après les

municipales, afin de réfléchir à la meilleure façon de peser, elle a réuni son courant, dont certains membres sont de plus tentés de rejoindre La France insoumise (LFI).

Sandrine Rousseau a aussi échangé avec le député de l'Isère Jérémie Iordanoff, un proche de Yannick Jadot, tenant de l'aile droite des Verts, pour tenter de faire évoluer la ligne avant l'été. « Nous avons besoin d'un bilan de la séquence qui soit sincère. Ce n'est pas le moment de faire un putsch, cela ne ferait qu'affaiblir le parti alors que la séquence présidentielle commence. Mais c'est le moment de changer de cap », enchérit M. Iordanoff. Lundi 23 mars, au lendemain des élections municipales, le conseil politique du parti a été néanmoins apaisé, aucun des opposants à Marine Tondelier ne réclamant son départ.

**« Syndrome du bon élève »**  
Pour la secrétaire nationale, ces défaites aux municipales s'expliquent surtout par un « éco-bashing » mené tambour battant par la droite. « Nous étions une cible dans les grandes villes, les ennemis publics numéro un de ces populistes aux solutions simplistes qui refusent la transition écologique, comme Jean-Michel Aulas à

Lyon », dénonce-t-elle. A ses yeux, les maires verts sortants n'ont sans doute pas assez mis en avant leur bilan, leurs actions et leur personnalité. « Comme souvent chez les écologistes, nous avons le syndrome du bon élève », considère celle qui va organiser un « webinar » le 31 mars avec les nouveaux maires, ceux qui ont perdu et des adhérents. Jérémie Iordanoff partage presque cette analyse, mais ne veut pas exonerer le parti de ses responsabilités. « Nous avons manqué de mise en scène politique. C'est quoi avoir un maire vert au final ? C'est quoi le municipalisme écologiste ? », interroge le député de l'Isère. Le rôle du parti, c'est justement de produire ce genre de doctrine. Si on demande aux Français les moins politisés ce que cela change d'avoir une ville écologiste, ils auront des difficultés à répondre. »

Ni vraiment menacée en interne, faute de congrès prévus avant la présidentielle, ni inquiète pour son avenir politique, Marine Tondelier veut continuer de mener l'autre bataille qui anime depuis la naissance du Nouveau Front populaire en 2022 : l'union de la gauche. Dans les semaines à venir, elle cherchera notamment à défendre la primaire. Le projet de désignation d'un candidat

**« Je pense que Marine Tondelier ne devrait pas être notre candidate à la présidentielle »**

SANDRINE ROUSSEAU  
députée (Les Écologistes)  
de Paris

commun à la gauche hors LFI, poussé par Lucie Castets à Bagneux (Hauts-de-Seine) en 2025, semble très fragilisé. Certains organisateurs évoquent déjà l'idée que cette sélection, prévue le 11 octobre, soit « décalée ». Et le PS s'en éloigne toujours un peu plus. Affaibli par les élections municipales, son premier secrétaire, Olivier Faure, qui souhaite officiellement la tenue d'une primaire, est de plus en plus en difficulté au sein de l'appareil rose.

Lundi, au lendemain du second tour des élections municipales, les dirigeants socialistes ont décidé de sécher la rencontre prévue par les organisateurs de la primaire, ce qui a eu le don de mettre en colère ces derniers, dont Marine Tondelier. En privé, elle ne

décolère pas contre certains cadres du PS qui ne défendraient pas l'intérêt général de la gauche : « Si les socialistes ne viennent pas, ils la plombent. C'est leur responsabilité d'assumer ou de refuser le rassemblement. »

Marine Tondelier, qui espérait tirer force et légitimité d'une primaire pour incarner la candidature unique de la gauche en 2027, doit désormais se pencher sur le scénario d'une candidature écologiste solitaire. « Je pense que Marine Tondelier ne devrait pas être notre candidate à l'élection présidentielle. On court à la catastrophe si c'est elle », prévient d'emblée Sandrine Rousseau.

Mais cette éventualité ne sied guère à Marine Tondelier, puisque son nom pourrait alors s'ajouter à ceux de Raphaël Glucksmann et Jean-Luc Mélenchon, qui veulent se lancer dans la course à l'Élysée. Une candidature de plus diviserait un peu plus les voix de la gauche et entraverait cette famille politique éclatée face à la menace de l'extrême droite. Un risque que cette opposante au Rassemblement national, qu'elle a combattu depuis des années au sein du conseil municipal d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), connaît mieux que personne. ■

OLIVIER PÉROU

**MUNICIPALES**  
**Le socialiste André Laigne quitte la vie politique**

Battu dans sa ville d'Issoudun (Indre) dont il était maire depuis 1977, André Laigne a annoncé vendredi 27 mars, démissionner de ses mandats communaux et intercommunaux, quittant de fait la vie politique. Ancien ministre de François Mitterrand, le socialiste est aussi premier vice-président délégué de l'Association des maires de France. Sa démission entraînera des changements au sein de ce collectif, dont le congrès aura lieu en novembre. – (AFP)

**JUSTICE**  
**Annulation de la condamnation de Carole Delga pour discrimination**

La condamnation de la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga, dans une affaire de discrimination envers un maire du Rassemblement national (RN) en 2016 a été annulée, jeudi 26 mars, par la cour de révision. L'ancien maire de Beaucaire (Gard), Julien Sanchez, avait reproché à M<sup>me</sup> Delga de ne pas avoir signé le contrat de ville et de ne pas avoir choisi Beaugard (5 600 habitants) pour accueillir le futur lycée général construit par la région dans le Gard. – (AFP)

# Vierzon, laboratoire des extrêmes droites

D'anciennes gloires du FN, le maire UDR de Salbris et un policier « sans étiquette » ont conquis la ville

VIERZON (CHER) - *envoyé spécial*

**C**hampagne, crevettes et bouffé sauce piquante : jeudi 26 mars, reconstruction de ligue dissoute dans un restaurant chinois de Paris. Bruno Gollnisch, Carl Lang, Jean-Yves Le Gallou, Jean-Pierre Reveau et Franck Timmermans, ex-hauts dirigeants du Front national (FN), trinquent « à la victoire de [leurs] amis de l'union des droites à Vierzon », jubile le premier. Ce cartel d'anciens opposants à Marine Le Pen, retirés de la politique parisienne, célèbre la bascule de la sous-préfecture du Cher, aux mains de la gauche depuis la seconde guerre mondiale. Pourquoi cette extrême droite, pas la moins radicale, se félicite-t-elle de la victoire de Yannick Le Roux, 50 ans, un policier non encarté et officiellement soutenu par aucun parti, surtout pas par le Rassemblement national (RN) ?

Vierzon, 25 000 habitants, est la victoire la plus inattendue de l'extrême droite lors de ces élections municipales. Une conquête discrète menée contre les états-majors parisiens, grâce à l'alliance baroque de militants locaux allant du centre droit à Reconquête!, d'un maire voisin proche du milliardaire Pierre-Edouard Stérin, et d'un ancien dirigeant du FN ayant mis son expérience à disposition. Quand, en janvier, la maire communiste de Vierzon, Corinne Ollivier, a annoncé qu'elle ne se représenterait pas pour « raisons de santé » et que le député du Cher et

ancien maire communiste (2008-2022) Nicolas Sansu a été visé par une plainte pour harcèlement, la ville était bonne à prendre.

« Personne ne l'a vu venir, et c'est bien pour ça que c'est venu. Par la base ! », affirme le théoricien identitaire Jean-Yves Le Gallou. L'extrémiste, défenseur d'une Europe blanche, a apporté son soutien à la campagne de Yannick Le Roux, prenant la parole à l'un de ses événements. Bruno Gollnisch a lui aussi redécouvert Vierzon, lors d'une rencontre plus discrète avec le candidat dans l'hôtel de la Mire, où dorment jadis Charles de Gaulle et Jacques Chirac, deux figures honnies par l'ancien numéro deux du FN. Tous deux étaient conviés à vivre un bout de l'aventure vierzonnaise par un vieil ami, Franck Timmermans.

**« Des bolcheviques »**

À 70 ans, ce cofondateur du FN, issu du mouvement néofasciste Ordre nouveau, a repris du service pour une campagne municipale. Sa dernière, c'était à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), il y a vingt-cinq ans, à l'époque où l'extrême droite faisait certains de ses meilleurs scores en banlieue parisienne. Les vicissitudes de l'existence le conduisent, en 2023, à quitter la région nataise pour Vierzon. Le Cher ne lui est pas complètement inconnu : longtemps, il y a formé la jeunesse nationaliste aux bonnes manières du militant frontiste, dans le château solognon de l'ancien « para » et militant de l'Algérie française

Roger Holeindre. Il y croisait une militante du Var, Sandrine Martin, désormais installée à Vierzon.

Elle y côtoie des notables de droite, désespérés par l'étiquette communiste de cette ville victime de la désindustrialisation. En 2014, elle pointe même sur une liste divers droite, qui échoue à déloger Nicolas Sansu. Dans ce cercle d'amis, elle a repéré Yannick Le Roux : un policier de Vierzon qui se pique de politique, au service de Nicolas Dupont-Aignan, plus récemment d'Eric Zemmour.

Il y a aussi Bruno Bourdin, connu à Vierzon pour son engagement au RN. Le parti l'a récemment mis de côté, au profit d'un militant désigné par Paris, Bastian Duenas. Etudiant hors du département, éphémère assistant parlementaire, il fait à peine semblant de préparer une liste. La voie est libre, d'autant que le parti Les Républicains (LR) n'existe pas davantage. Stéphane Mousset, candidat soutenu par l'UDI en 2014 et employeur de Sandrine Martin, se joint au groupe, lui donnant une coloration moins extrémiste.

Réunion après réunion, l'équipe se met en place, domiciliant son association chez un couple de militants Reconquête!. Les partis divergent, les opinions aussi : les conversations sur la géopolitique et la religion sont proscrites, car facteurs de division. La peur de l'immigration et le rejet de la gauche sont, dans ce qu'équipe, les valeurs les mieux partagées. Franck Timmermans, intronisé directeur de campagne volontairement

**Réunion après réunion, l'équipe se met en place, domiciliant son association chez deux militants de Reconquête!**

dans l'ombre, apporte son sens politique et de la communication.

Yannick Le Roux a une bonne tête de candidat. Sa fonction crédibilise son discours sur la sécurité, principal objet de sa campagne, bien que les chiffres ne montrent ni insécurité manifeste, ni augmentation du phénomène.

« Sans lui, ça n'aurait pas abouti : il a un certain charisme, il n'est pas encombré par des contingences partisanes ni pollué par des obligations intellectuelles, il n'est passé par aucune école de formation », énumère Franck Timmermans.

Le parfait paravent pour une liste présentée comme sans étiquette et « d'union des patriotes ». Outre la sécurité, il promet de remettre la lumière dans toute la ville après 23 heures, éteinte durant la crise énergétique par mesure d'économies, et se distingue par un anticommunisme virulent.

« Des bolcheviques », dit Yannick Le Roux pour parler de l'équipe sortante, décrivant une ville « maintenue dans la paupérisation pour rester en place, et dont l'étiquette communiste fait fuir les entreprises, car

qui dit communisme dit syndicats omnipotents et taxes exorbitantes ». Le soir de sa victoire, le maire élu a donné le micro à un seul homme, qui a comparé la soirée à la chute du mur de Berlin : « Alexandre », Yannick Le Roux en parle avec des étoiles dans les yeux. Comme de la petite ville que l'homme dirige, Salbris (Loir-et-Cher), 20 kilomètres au nord, au cœur de la forêt de Sologne.

**Emploi de complaisance**

Alexandre Avril, vice-président de l'Union des droites pour la République (UDR), le parti d'Eric Ciotti, installe à Salbris, depuis 2020, un microclimat qui attire des partisans de la Nouvelle Droite, un courant de pensée raciale, et des projets « éducatifs » du milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin, qui voit en lui un futur président de la République.

« C'est une personnalité de haut niveau, la nature des choses est qu'il étende son influence », dit son ami Jean-Yves Le Gallou, qui l'observe tisser sa toile en vue des élections régionales de 2028. Les révélations sur sa radicalité, illustrées par la présence dans sa bibliothèque d'un portrait de Philippe Pétain attestée par plusieurs témoins dans *Mediapart* et *Marianne* – lui dément fermement – ne l'ont pas empêché d'être réélu pour un second mandat à Salbris.

Des printemps 2025, accompagnés de plusieurs proches, Alexandre Avril – qui n'a pas répondu au Monde – participe à des réunions autour de Yannick Le Roux. Les

deux hommes se connaissent pour avoir chassé ensemble ; Yannick Le Roux l'a dit à *Libération*, Franck Timmermans le confirme. Interrogé à ce sujet par *Le Monde*, il dément désormais, soucieux de ne plus apparaître comme un pion du maire de Salbris.

Les indices, pourtant, s'accumulent. Outre la participation à sa campagne de plusieurs personnes qui travaillent entre Salbris et Vierzon, Alexandre Avril a tenté de faire embaucher Yannick Le Roux par sa mairie pour la durée de la campagne. En tant que policier, le candidat devait se mettre en disponibilité ; la manœuvre lui aurait permis de bénéficier d'un salaire malgré tout. L'opposition à Salbris a dénoncé dans la presse un emploi de complaisance ; Alexandre Avril a renoncé.

Pour le reste, le maire de Salbris est resté discret : lorsque Marine Le Pen a découvert son soutien à une liste concurrente à celle que le RN faisait mine de préparer, la candidate à l'élection présidentielle a vu rouge, rapporte Yannick Le Roux. Désormais, annonce-t-il, il « va s'appuyer sur Alexandre, on va élever Salbris en exemple ». Les réseaux de la Nouvelle Droite, ceux de Jean-Yves Le Gallou et Alexandre Avril, sont déjà à l'œuvre pour lui trouver un directeur de cabinet. Yannick Le Roux assure avoir reçu trois propositions de candidats ayant déjà occupé le poste dans de grandes villes de droite. En revanche, il dit toujours attendre un mot du RN. ■

CLÉMENT GUILLOU

## Bonnes adresses

Tarifs 01/01/26  
Prix à la ligne : 18,50 € HT - 18,60 € TTC  
Autres formats : nous consulter  
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

**cattelan italia**  
Maître du design italien

**Exposition permanente des chefs-d'œuvre italiens**

Cattelan Italia s'installe à l'Espace Topper pour sublimer votre intérieur

**Espace Topper® 100 ans**  
Maison familiale depuis 1926

Les plus belles marques italiennes : Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Fiam, Kartell, Novamobili, Sangiacomo...

145-147 rue St-Charles Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels  
01 45 75 02 81. www.topper.fr

**Exposition permanente des chefs-d'œuvre italiens**

Maître du design italien, Cattelan Italia s'installe à l'Espace Topper pour sublimer votre intérieur

**Espace Topper® 100 ans**  
Maison familiale depuis 1926

Les plus belles marques italiennes : Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Fiam, Novamobili, Sangiacomo...

145-147 rue St-Charles Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels  
01 45 75 02 81. www.topper.fr

**MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE**

La maison recherche également bien d'autres produits

Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28

email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr

**Le Monde**

**RUBRIQUE BONNES AFFAIRES POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**

stephane.pesque@mpublicite.fr

**Le Monde // RUBRIQUE BONNES ADRESSES**

POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

Professionnels ou particuliers, Le Monde devient votre vitrine

stephane.pesque@mpublicite.fr

# L'impossible débat sur les régularisations

La question a disparu du débat public français, alors que l'Espagne a annoncé régulariser 500 000 personnes

Il n'en est plus question. Alors que l'Espagne a annoncé vouloir régulariser 500 000 personnes, en France, le sort des sans-papiers a été relégué aux confins du débat public. Ils seraient pourtant entre 450 000 et 800 000, selon des estimations. Le passage de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, entre septembre 2024 et octobre 2025, a été l'occasion d'acter la mise au ban du sujet.

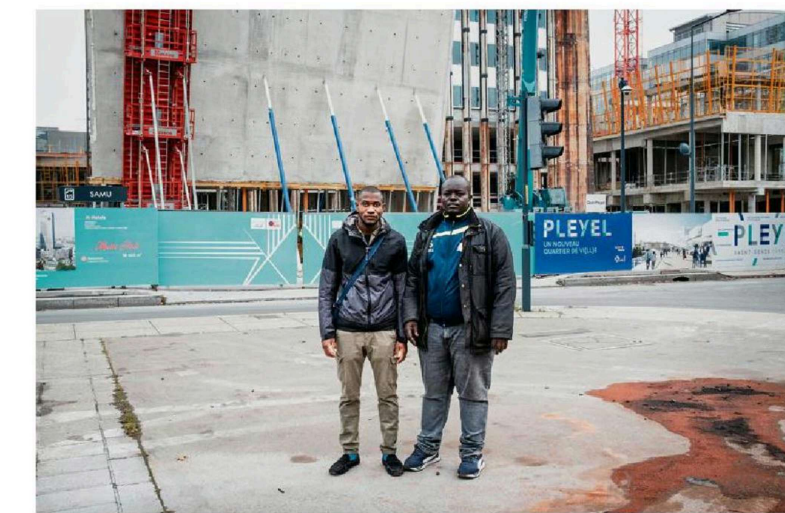
Le président du parti Les Républicains (LR) a fait de la lutte contre l'immigration son principal credo. Il a notamment abrogé la circulaire ministérielle de 2012, dite « circulaire Valls », qui régularisait chaque année quelque 30 000 personnes en raison de leur vie familiale ou de leur travail. La circulaire Retailleau de janvier 2025 encadre désormais le pouvoir discrétionnaire des préfets sur le sujet et elle a durci les conditions d'admission exceptionnelle au séjour, en particulier en exigeant sept ans de présence en France, contre trois à cinq ans précédemment.

Résultat, les régularisations ont baissé de 10 % en 2025. A La Cîmade, Mélanie Louis parle d'une « politique de bannissement » des étrangers sans papiers, à laquelle elle rattache les effets de la circulaire Retailleau, mais aussi ceux de la « loi immigration » de 2024, portée par l'actuel garde des sceaux et ministre de l'Intérieur de l'époque, Gérald Darmanin. « Cette loi a fait que la durée de validité d'une OQTF [obligation de quitter le territoire français] est passée d'un à trois ans et en fait un motif de refus de délivrance d'un titre de séjour », note-t-elle.

## Rendez-vous manqués

L'arrivée de Laurent Nuñez place Beauvau a marqué un apaisement du discours ministériel. Certaines propositions de loi poussées par son prédécesseur ont été discrètement mises sous le boisseau, comme celle qui rétablissait le délit de séjour irrégulier. Mais l'action publique ne se desserre pas. « La réalité des préfets est bloquée ne change pas », déplore ainsi Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité.

Ceux qui d'ordinaire montent au créneau manquent de lever. « La dernière grève d'ampleur de travailleurs sans papiers qu'on a organisée remonte à 2023, constate Jean-Albert Guidou, du col-



Ouvriers du bâtiment à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 29 novembre 2022. CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR - LE MONDE

lectif Travailleurs migrants de la CGT. On n'en a pas fait depuis car il faut, pour sortir d'une grève, des interlocuteurs au ministère de l'Intérieur, mais entre l'instabilité gouvernementale et le durcissement de l'approche sur les OQTF, on est bloqué. » Résultat : « Le sujet passe totalement sous les radars », regrette le syndicaliste.

Un constat que corrobore Pierre-Olivier Ruchenstein, membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et rapporteur d'un avis de janvier 2022 sur les métiers en tension. « Le sujet a fini par devenir tabou, un peu comme la sexualité ou la religion, dit-il. Et c'est le signe que l'extrême droite a gagné. »

Personne n'envisage que la régularisation soit débattue avant l'élection présidentielle de 2027. Les Écologistes, qui disposaient d'une niche parlementaire à l'Assemblée nationale le 12 février, ont par exemple choisi de mettre à l'ordre du jour le droit de vote des étrangers aux élections locales, un texte finalement non soumis au vote. « La régularisation est un sujet sur lequel on pourrait

## A La Cîmade, Mélanie Louis parle d'une « politique de bannissement » des étrangers sans papiers

travailler à une loi, mais vu le contexte politique, on se ferait banquer», justifie Léa Balage El Mariky, députée écologiste de Paris. Pour l'élu, la régularisation est un « sujet de présidentielle ».

Le préfet Alain Régnier a, pour sa part, voulu en faire un sujet de « début de mandat ». Délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés entre 2018 et 2024, il avait écrit une note à Emmanuel Macron, en octobre 2018, dans laquelle il plaiderait pour la création d'un titre de séjour temporaire, à l'image de celui qui existe en Allemagne sous l'appellation « *Duldung* » (« tolérance »), et qui permet no-

tamment aux sans-papiers de pouvoir légalement travailler, en attendant que leur situation administrative évolue positivement ou qu'ils soient expulsés. Son courrier n'a pas eu de suite. La présidence d'Emmanuel Macron, du reste, été pavée de rendez-vous manqués sur le sujet.

## Travail de sape

En décembre 2022, alors que son second mandat est entamé, un projet de convention citoyenne sur la migration émerge, soutenu notamment par l'aile gauche de la Macronie. Il s'agit, notamment, d'aborder la question de la régularisation. Le président du CESE est volontaire pour l'organiser ; le porte-parole du gouvernement de l'époque, Olivier Véran, s'en fait même le promoteur. Mais l'Élysée ne saisit pas l'occasion.

« Le sujet a été enterré, et on a baissé les bras », reconnaît Antoine de Clerck, animateur de la campagne en faveur de la convention. A l'automne 2023, c'est cette fois l'idée d'un comité interministériel à l'intégration qui est tuée dans l'œuf. « Le dernier remontait à 2018,

et c'était l'occasion de penser à des mesures positives », se souvient Alain Régnier. Des notes sont rédigées à l'attention du secrétariat d'État à la citoyenneté, mais le portage politique ne suit pas.

La dernière barière se fait lors des débats parlementaires sur la loi « immigration ». Ce texte laisse un temps espérer l'ouverture d'un droit à la régularisation pour les travailleurs dans les métiers en tension. Gérald Darmanin défend cet aspect du texte, aux côtés d'Olivier Dussopt, alors ministre du travail. Quelques (rares) organisations patronales se montrent en soutien, comme dans la restauration. Rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale à l'époque, le député de la Vienne et ancien macroniste Sacha Houlié vante une mesure populaire. « Entre 2022 et 2023, on était passé dans les sondages de 40 % à 63 % d'opinions favorables », affirme-t-il.

Mais le gouvernement ne trouve pas de majorité parlementaire, et le texte fait l'objet d'une motion de rejet par la gauche du fait de ses aspects les plus dur. Exécutif

## « Le sujet a fini par devenir tabou, et c'est le signe que l'extrême droite a gagné »

PIERRE-OLIVIER RUCHENSTEIN  
membre du Conseil économique, social et environnemental

s'associe finalement à LR. Promulguée en janvier 2024, la loi est alourdie de mesures anticonstitutionnelles, tandis que la mesure sur la régularisation est vidée d'une partie de sa substance.

A son arrivée place Beauvau, Bruno Retailleau termine le travail de sape en retardant et limitant la révision de la liste des métiers en tension et en donnant consigne aux préfets de limiter les régularisations. Les voix dissidentes sur le sujet sont inaudibles. Ministre du logement à l'époque, Valérie Létard dit avoir « essayé d'avancer sur le sujet, mais pas au rythme qu'[elle] aurait [espéré] ». Elle se fait l'écho des acteurs de l'hébergement d'urgence, embolisé, qui déploient un « gâchis ».

« Environ 50 000 places [sur 200 000] sont occupées par des femmes avec enfants et des familles qui ne repartiront jamais », remarque Pierre Henry, président de l'Association France Fraternités. « Des gens travaillent au noir dans des métiers essentiels. Ils finissent par être régularisés. C'est une réversion de temps », appuie Lotfi Ouanezar, directeur général d'Emmaüs Solidarité. Il existe même un consensus chez les économistes qui plaident pour une régularisation.

Le CESE a adopté un avis en février 2024 qui préconise de faciliter la régularisation. « Elle a un effet positif pour le marché du travail, y compris pour les travailleurs dits "natifs" », affirme Hippolyte d'Albis, professeur à l'Essec Business School. Le patronat reste pourtant discret. « Les employeurs sont très gênés, croit Pierre-Olivier Ruchenstein. Ils ont peur d'entrer dans un débat civique et d'être catalogués. » Aucune des organisations patronales sollicitées par Le Monde n'a donné suite. ■

JULIA PASCUAL

# Antisémitisme : l'université Paris-VIII appelée à plus de vigilance

Une commission s'assure que l'établissement met en œuvre ses recommandations, a annoncé le ministre de l'enseignement supérieur

Un ensemble de « neuf recommandations » devront être mises en œuvre « dans les plus brefs délais » par la direction de l'université Paris-VIII, a annoncé le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche lors d'un déplacement dans l'établissement, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), vendredi 27 mars. Saisie le 23 octobre 2025, l'inspection générale de l'éducation, de la recherche et de la recherche devait initialement rendre ses conclusions dans un délai de trois semaines. Il aura finalement fallu cinq mois avant que Philippe Bastiste s'en fasse l'écho, de façon assez élogieuse.

Une « commission des suites », composée des inspecteurs généraux qui ont conduit l'enquête, est désormais attachée à l'université, afin de garantir la mise en œuvre des recommandations. « Elle pourra pour cela mobiliser

les services de l'Etat chaque fois qu'elle le jugera nécessaire etendra compte directement au ministre de l'évolution de la situation », a précisé Philippe Bastiste, tout en soulignant que c'est la première fois qu'une telle instance est mise en place.

## Meeting anti-impérialiste

Les propos incriminés, qui selon les autorités relevaient de l'antisémitisme, remontent au 15 octobre 2025, lors d'un « meeting anti-impérialiste » organisé dans un amphithéâtre par la Fédération syndicale étudiante (FSE). Des participants avaient été filmés en train d'applaudir une intervenante semblant être membre de la campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah – ex-chef de la Fraction armée révolutionnaire libanaise – qui, a revendiqué plusieurs attentats sur le territoire

français et a depuis été libéré, à l'été 2025, après avoir purgé une peine de plus de quarante ans de prison.

« Condamnez-vous le 7-October? », avait demandé cette personne aux étudiants, selon la vidéo diffusée par Leon-Le média, un site d'informations sur Instagram qui se présente comme « français et juif ». « Non! », avaient répondu une majorité d'entre eux. Dans une intervention à distance, Mariam Abudaqa, cadre du Front populaire de libération de la Palestine – une organisation de gauche radicale qualifiée de terroriste par l'Union européenne à la suite d'actes commis dans les années 1970-1980 – a aussi ensuite rendu « hommage à tous [les] glorieux martyrs », souhaité « un prompt rétablissement [aux] blessés » et « ex[ig]e la libération [des] prisonniers ». Fin 2023, le Conseil d'Etat avait validé son expulsion du territoire.

Cet événement a été organisé de « façon à moitié sauvage par des étudiants et d'autres personnes », a commenté M. Baptiste, avec des « procédures à moitié suivies ». Il y a eu « un ensemble de dysfonctionnements, identifiés », a-t-il ajouté, sans souhaiter détailler ni les dysfonctionnements ni les éventuelles sanctions prises.

La direction de Paris-VIII, dans un communiqué diffusé le 22 octobre 2025, avait affirmé que l'événement de la FSE avait été « initialement présenté sous un autre format, avec un autre programme et sans invités annoncés ». Elle ajoutait n'avoir eu connaissance des faits qu'à la suite de la diffusion des images dans la presse. Dès le 14 octobre, sur son fil Instagram, la FSE avait annoncé ce « grand meeting », promettant « la participation vidéo » de Georges Ibrahim Abdallah – qui finalement n'est pas intervenu – et de Mariam Abudaqa.

Des photos publiées sur ce même compte montraient les militants en train de préparer des affiches et des tracts, avec des mots d'ordre multiples, allant de « Stop au génocide, aux pillages et aux viols au Congo » à « G. Abdallah a vaincu, la Palestine vaincra », en passant par « Soutien à la jeunesse marocaine révoltée ».

## « Procédure disciplinaires »

Le rapport préconise un « encadrement renforcé des événements identifiés comme sensibles, avec une présence institutionnelle systématique, ainsi qu'une réelle structuration de la politique de prévention et de lutte contre l'antisémitisme, notamment à travers la formation, la désignation de référents et la pleine mise en œuvre des dispositifs existants ». Il recommande de « systématiser l'engagement de procédures disciplinaires en cas de manquement, de refondre en profondeur les

procédures d'autorisation des événements afin de les rendre plus rigoureuses et traçables, et de renforcer les capacités d'anticipation grâce à une veille active sur les contenus diffusés au sein de la communauté universitaire », indique un communiqué du ministère.

Interrogé sur d'éventuelles sanctions disciplinaires à l'encontre d'étudiants, le président de l'université, Arnaud Laimé, s'en est remis à l'enquête interne, toujours en cours, et qui doit rendre ses conclusions « prochaine-ment ». Le parquet de Bobigny, saisi par la rectrice de la région académique, avait ouvert une enquête dès le 22 octobre, confiée à la brigade de la répression de la délinquance contre la personne. Elle est toujours en cours, selon M. Baptiste. Contacté par Le Monde vendredi soir, le parquet n'avait pas donné suite. ■

SOAZIG LE NEVÉ

# Mort d'Olívio Gomes : le policier condamné à dix ans de réclusion

Dans une décision rarissime, la cour d'assises de Versailles a estimé que le policier n'avait pas agi en état de légitime défense

Deux policiers s'approchent de leur collègue en costume sombre, et le guidant dans la cage de verre de la cour d'assises des Yvelines, à Versailles. Ils l'assoient sur un banc, d'où il écoute, désormais privé de liberté, les motivations du jury populaire qui vient de le condamner, pour le meurtre d'Olívio Gomes, à dix ans de réclusion criminelle et une interdiction définitive d'exercer toute fonction publique. Une issue rarissime. Comme tout au long de son procès, il demeure impossible de déchiffrer son visage.

Il faut alors observer celui de son conseil, Laurent-Franck Liénard, pour mesurer le séisme. Assis un mètre devant son client, à qui on passe les menottes, l'avocat spécialisé dans la défense des forces de sécurité a le regard de l'épouvanté, celui qui s'accroche au vide. Difficile de dire s'il entend quelque chose, les explications du président du tribunal, ou les sanglots.

Ceux des proches de Gilles Guilbert, de sa compagne - il s'était pourtant présenté comme célibataire pour une raison restée obscure - mais pas de son père, resté impassible après avoir été absent pendant l'essentiel du procès. Ceux des frères et sœurs d'Olívio Gomes, de son père, de sa compagne, de son fils aîné, âgé de 10 ans. Les yeux rouges, le cadet d'Olívio Gomes, Leonel, a confié une satisfaction ardue : « *Olívio ne reviendra pas, mais on a lavé son nom. Je ne méritais pas dit que le policier devait prendre dix, quinze ou vingt ans, je voulais juste qu'il soit reconnu pour son meurtre.* »

Laurent-Franck Liénard s'est dit « *abasourdi* » quand « *jeté au trou* »

un policier, et a réitéré la prophétie qu'il agitait au cours de sa plaidoirie : « *C'est une nouvelle époque qui commence. On condamne à dix ans pour une erreur. Le problème, c'est qu'on fait tous des erreurs, et la seule façon de ne pas en faire, c'est de ne plus rien faire, et demain, les policiers n'auront donc plus qu'une option : ne plus rien faire.* » L'avocat a d'ailleurs annoncé son souhait de faire appel.

Le jury populaire a rappelé le premier des dominos qui a mené au meurtre d'Olívio Gomes : « *Une contravention de quatrième classe pour vitesse excessive.* » Vingt minutes plus tard, dans cette nuit du 17 octobre, à Poissy, Gilles Guilbert faisait feu à trois reprises et tuait ce père de famille de 28 ans. Suivant les réquisitions, les jurés ont retenu la qualification d'homicide volontaire, considérant « *le caractère létal de l'arme* », utilisée, « *la réitération* » des tirs, la distance et les zones visées.

**La question du racisme**  
La cour a estimé que le policier n'avait pas agi en légitime défense, car « *l'acte incriminé n'était ni nécessaire ni proportionné à la menace.* » Pas nécessaire, car « *si Gilles Guilbert toujours prétendait s'être vu mourir (...), les investigations [n'ont] pas démontré que le véhicule fonçait sur lui* ». Pas proportionné, car le fonctionnaire, alors qu'il « *ne pouvait pas croire à un risque imminent de mort, et s'est trompé sur la situation dans laquelle il se trouvait, a choisi de tirer sur la victime, plutôt que de s'écarter.* » Le tribunal a tenu compte de la personnalité de l'accusé, dont « *les qualités professionnelles sont reconnues, notamment la pratique des armes.* » Il a

**«Olívio ne reviendra pas, mais on a lavé son nom»**

LEONEL GOMES  
frère d'Olívio Gomes

toutefois estimé que Gilles Guilbert « *a toujours peiné à prendre conscience de la gravité des faits, a témoigné peu d'empathie envers la victime et sa famille, et n'a pas témoigné de regrets.* »

La décision a été accueillie par des applaudissements et des cris de joie. L'affluence demeurait moindre que la veille, journée de réquisitions et de plaidoirie de la défense. Chose rare, le service d'ordre avait décidé d'ouvrir les cloisons de la salle, laissant une partie du public se tenir en arc de cercle derrière des bancs bondés. Ce jour-là, l'avocat général avait mis en garde le jury : « *Notre mission n'est pas de juger la police nationale, nous ne tomberons pas dans le piège qui pourrait nous être tendu d'une essentialisation, d'une récupération du procès.* » De fait, les débats étaient minés de non-dits pesants.

« *Si Olívio Gomes n'était pas noir, il ne serait pas mort* », avait fini par lâcher Pape Ndiogo Mbaye, avocat de la famille, revant un abbéc qui n'en finissait pas de grossir. Jamais évoqué, le sujet du racisme n'en plairait pas moins sur le procès, tant demeuraient flous les raisons qui ont motivé l'équipage de police à contrôler la Clio où se trouvait Olívio Gomes, Oualid T. et Sami B. L'avocat général, David Sénat, s'était interrogé sur la

nature des « *biais* » qui avaient pu mener l'équipage à considérer les trois hommes comme dangereux.

Ces possibles « *biais* », une partie du public présent au procès les dénonce de longue date. Au milieu des anonymes et soutiens de la famille se distinguaient quelques visages plus connus. Quella Traoré, dont le petit frère Adama est mort dans une caserne de gendarmerie, dans le Val-d'Oise, en 2016. Michel Zecler, passé à tabac par des policiers à Paris, un mois après la mort d'Olívio Gomes. Et Mounia Merzouk, dont le fils Nahel a été tué à la suite d'un refus d'obtempérer, à l'été 2023.

Sans jamais le nommer, parquet et défense ont régulièrement fait allusion à ce dernier. Dans les mois qui viennent devrait en effet se tenir le procès du policier responsable de la mort de Nahel, où l'accusation pourrait à nouveau être portée par David Sénat, et la défense du fonctionnaire, assurée par M<sup>e</sup> Liénard. Outre les présents, les absents du public n'ont pas manqué de se faire remarquer. Pas un seul représentant de syndicat policier ni un membre de la hiérarchie policière ne s'est présenté, comme ils en ont pourtant l'habitude.

Laurent-Franck Liénard avait tenté de rejeter l'accusation de biais raciste, en ouverture de sa plaidoirie. Il a rappelé que son client affirmait n'avoir « *pas vu la couleur de peau du conducteur* », et souligné à propos du chef de bord : « *Harry [Lu] aussi est noir, réunionnais.* » « *Non, il n'est pas mort parce qu'il était noir, a asséné l'avocat. Venir le plaider ici, c'est politique et, quand la politique entre dans cette salle, la justice en sort.* »

ARTHUR CARPENTIER

# Le chanteur Gims mis en examen pour « blanchiment aggravé »

L'artiste avait été interpellé à sa descente d'avion à Roissy - Charles-de-Gaulle mercredi

**La piste des enquêteurs mène à un complexe de 117 villas en construction au sud de Marrakech**

une activité économique réelle, faisant office de vitrine, par exemple dans le bâtiment, la rénovation énergétique ou la sécurité privée. Le cash récupéré par leurs dirigeants peut leur servir à rémunérer des salariés au noir, à distribuer des pots-de-vin ou à satisfaire leur train de vie. Chez l'un des chefs d'entreprise soupçonnés d'avoir abondamment utilisé ce mécanisme, plus d'un demi-million d'euros en espèces a été retrouvé.

Contre cet avantage sonnant et trébuchant, ces sociétés ayant pignon sur rue transfèrent de l'argent, par virement, à d'autres sociétés dites « *blanchisseuses* », qui sont la plupart du temps des coquilles vides, administrées par des géants de paille. Pour donner une apparence de légalité à ces opérations, des fausses factures sont émises par ces sociétés fictives, au nombre d'une cinquantaine. L'argent ainsi touché, « *blanchi* » par son intégration à des flux bancaires, est ensuite viré vers les comptes d'entreprises installées à l'étranger, au Portugal, en Hongrie ou en Bulgarie, dont les têtes de pont du réseau sont les véritables propriétaires.

A la tête de cette organisation pyramidale, les enquêteurs pensent avoir identifié un homme, originaire de la région parisienne et vivant aujourd'hui au Maroc. De l'autre côté de la Méditerranée, il se présente en entrepreneur respectable, possédant des établissements de restauration et des cliniques spécialisées.

## Réseau gigantesque

Gims avait été interpellé à sa descente d'avion à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle mercredi, avant d'être placé en garde à vue au siège de l'ONAF, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), comme l'aurait révélé le site spécialisé Africa Intelligence. Selon les informations du Monde, la mise en examen du rappeur congolais de 39 ans est liée à une colossale affaire de blanchiment international sur laquelle la justice française travaille depuis 2023. Quinze individus ont déjà été mis en examen dans ce dossier, dont cinq sont actuellement détenus, a précisé le Praco.

Le schéma de fraude, qui se dévoile peu à peu dans cette enquête aux longues portes, porte sur des sommes énormes, lors d'une première vague d'interpellations et de mises en examen survenue en 2025, à un total de 319 millions d'euros sur la période 2019-2025. Mais le montant de cette exécution de grande complexité pourrait être beaucoup plus important encore.

Le réseau, qui suit un schéma de blanchiment classique, se distingue par sa taille gigantesque, révèle une économie souterraine éprouvée. Il implique plus de 200 sociétés domiciliées en France. A la base se distingue un système organisé de collecte d'espèces sur tout le territoire français : de l'argent issu d'activités illégales ou non déclarées, liés à des trafics frauduleux.

Ces espèces sont ensuite distribuées à une première catégorie d'entreprises, qui ont souvent une activité économique réelle, faisant office de vitrine, par exemple dans le bâtiment, la rénovation énergétique ou la sécurité privée. Le cash récupéré par leurs dirigeants peut leur servir à rémunérer des salariés au noir, à distribuer des pots-de-vin ou à satisfaire leur train de vie. Chez l'un des chefs d'entreprise soupçonnés d'avoir abondamment utilisé ce mécanisme, plus d'un demi-million d'euros en espèces a été retrouvé.

Contre cet avantage sonnant et trébuchant, ces sociétés ayant pignon sur rue transfèrent de l'argent, par virement, à d'autres sociétés dites « *blanchisseuses* », qui sont la plupart du temps des coquilles vides, administrées par des géants de paille. Pour donner une apparence de légalité à ces opérations, des fausses factures sont émises par ces sociétés fictives, au nombre d'une cinquantaine. L'argent ainsi touché, « *blanchi* » par son intégration à des flux bancaires, est ensuite viré vers les comptes d'entreprises installées à l'étranger, au Portugal, en Hongrie ou en Bulgarie, dont les têtes de pont du réseau sont les véritables propriétaires.

A la tête de cette organisation pyramidale, les enquêteurs pensent avoir identifié un homme, originaire de la région parisienne et vivant aujourd'hui au Maroc. De l'autre côté de la Méditerranée, il se présente en entrepreneur respectable, possédant des établissements de restauration et des cliniques spécialisées.

Le réseau, qui suit un schéma de blanchiment classique, se distingue par sa taille gigantesque, révèle une économie souterraine éprouvée. Il implique plus de 200 sociétés domiciliées en France. A la base se distingue un système organisé de collecte d'espèces sur tout le territoire français : de l'argent issu d'activités illégales ou non déclarées, liés à des trafics frauduleux.

Ces espèces sont ensuite distribuées à une première catégorie d'entreprises, qui ont souvent une activité économique réelle, faisant office de vitrine, par exemple dans le bâtiment, la rénovation énergétique ou la sécurité privée. Le cash récupéré par leurs dirigeants peut leur servir à rémunérer des salariés au noir, à distribuer des pots-de-vin ou à satisfaire leur train de vie. Chez l'un des chefs d'entreprise soupçonnés d'avoir abondamment utilisé ce mécanisme, plus d'un demi-million d'euros en espèces a été retrouvé.

Contre cet avantage sonnant et trébuchant, ces sociétés ayant pignon sur rue transfèrent de l'argent, par virement, à d'autres sociétés dites « *blanchisseuses* », qui sont la plupart du temps des coquilles vides, administrées par des géants de paille. Pour donner une apparence de légalité à ces opérations, des fausses factures sont émises par ces sociétés fictives, au nombre d'une cinquantaine. L'argent ainsi touché, « *blanchi* » par son intégration à des flux bancaires, est ensuite viré vers les comptes d'entreprises installées à l'étranger, au Portugal, en Hongrie ou en Bulgarie, dont les têtes de pont du réseau sont les véritables propriétaires.

# Tableau d'Emmanuel Macron décapité : l'artiste Blow en procès en Guadeloupe

Le chef de l'Etat avait porté plainte, en 2024, pour « provocation à commettre un crime »

POINT-À-PITRE - correspondance

Lorsque Jocelyn Valton, cité comme témoin à la barre du tribunal de Pointe-à-Pitre, en tant que critique d'art, re-entame l'histoire fournie des décapitations dans l'art occidental puis affiche la peinture *La Trahison des images* de Magritte, la salle d'audience se mue subitement en salle de cours. « *On n'a pas, en Guadeloupe, de tradition de coupes de têtes* », rappelle d'un ton professionnel le témoin, en soutien à l'artiste François Moulins, surnommé Blow, jugé, jeudi 26 mars, pour un tableau représentant un homme noir, portant le drapeau guadeloupéen et brandissant une tête coupée, sanguinolente, ressemblant trait pour trait à Emmanuel Macron.

Cette peinture, accrochée lors d'une exposition, fin 2022, dans le squat artistique du centre des arts et de la culture (CAC), en plein cœur de Pointe-à-Pitre, a valu à son auteur une plainte du président de la République, pour « provocation à commettre un crime ». L'ordonnateur, Philippe Verdol, et le commissaire de l'exposition, Anthony Vila, sont aussi visés par cette plainte relevant des lois autour de la liberté de la presse.

« *J'ai eu l'idée d'organiser une exposition au CAC et de faire l'exposition d'utiliser l'art pour mettre*

pour trois prévenus, un dénoncé une criminalisation systématique des militants aux Antilles. « *On est ici dans une forme de continuité de tous les dossiers qu'on peut voir sur ces territoires depuis quelques années* », s'inquiète M<sup>e</sup> Eddy Arneton, avocat du peintre, qui rappelle, pétalemé, le nom de Kéziyah Nussier, un militant antichloroforme interpellé en 2020 par les gendarmes dans une affaire où tout le monde s'accusait de violences et non encore jugé, le traitement des prévenus dans l'affaire dite « *des grands frères* », après les émeutes urbaines de 2021 en Guadeloupe, la condamnation fin 2024 de Rodrigue Petitot, militant contre la vie chère, etc.

« *On vit une affaire choquante et qu'on ne peut trouver que dans ce qu'on appelle les DOM-TOM* », fustige M<sup>e</sup> Arneton. Durant sa plaidoirie, il évoque les moqueries incessantes de Donald Trump à l'endroit d'Emmanuel Macron. « *Il se fait passer par Trump publicquement incessamment, mais c'est Blow qui l'a décidé d'attaquer.* »

« *Ces procès n'est pas politique, ce n'est pas celui du chloroforme* », estime, pour sa part, la procureure Caroline Calbo, évoquant toutefois le « *supplément d'âme* » apporté par la teneur des débats autour de la liberté d'expression et du scandale du chloroforme.

Mais, selon elle, « *au regard du contenu de cet acte, on a vu des actes violents, la diffusion d'un tableau représentant la tête du président de la République doit être condamnée* » - elle ne demande toutefois qu'une « *condamnation symbolique* », non assortie de peine pour les trois hommes.

Hors champ politique, les avocats critiquent aussi la méthode employée par Emmanuel Macron dans la procédure. « *En vingt-cinq ans de droit de la presse, nous n'avons jamais vu un dossier aussi mal monté* », défendent M<sup>e</sup> David Koubbi et Jean-Baptiste Laplace, reprochant tout à tour une plainte diligente par courriel, l'absence de constitution de partie civile du plaignant, dont l'avocat était également absent, des faiblesses sur le respect des droits de la défense et, bien sûr, une inégalité des armes. « *Nos clients vivent depuis un an avec le président de la République qui a porté plainte contre eux, sans qu'ils ne puissent rien faire contre* », insistent-ils.

Et de demander au tribunal de « *rester la vigie des libertés* » de la démocratie, en ne sanctionnant ni la liberté de créer ni celle de s'exprimer pour éviter « *un régime de plus de cent soixante ans en arrière, à l'époque de la censure* ». Délibéré le 21 mai. ■

AMANDINE ASCENSO

**Deux des « collaborateurs professionnels » du chanteur ont, eux aussi, été mis en examen**

JÉRÔME LEFFLÛTIERE ET THOMAS SAINTOURENS

# Le mois qui a plongé le monde dans un choc énergétique

Du blocage du détroit d'Ormuz aux envolées des prix du pétrole et du gaz, chronologie de la crise économique provoquée par l'attaque américano-israélienne en Iran, le 28 février

En cette fin février, le pétrole coule à flots sur les marchés. Depuis des mois, l'offre d'or noir dépasse la demande et tire les prix du baril vers le bas. Quelques secousses agitent bien les cours du brut alors que les États-Unis déploient une armada navale et aérienne aux abords du golfe Arabo-Persique, menaçant l'Iran d'une intervention militaire. La zone est critique pour le commerce mondial du pétrole et du gaz, dont d'immenses volumes transitent chaque jour par le détroit d'Ormuz. Mais jusqu'alors, dans l'histoire moderne, jamais ce passage étroit entre l'Iran et Oman, principale voie d'exportation pour tous les grands producteurs du Golfe, n'a été complètement fermé.

Washington balaise les craintes des opérateurs. « Le monde est très bien approvisionné en pétrole à l'heure actuelle », affirme-t-il, le 6 février, le secrétaire à l'énergie américain, Chris Wright. De quoi donner plus de marge de manœuvre au président Donald Trump, estime-t-il, sans avoir à « s'inquiéter d'une flambée folle des prix du pétrole ». C'était il y a un mois, une éternité.

**28 février : le détroit d'Ormuz se referme** Fermé ou pas ? Samedi 28 février, quelques heures après les premiers bombardements américano-israéliens en Iran, la confusion est à son comble. Des messages radio à l'origine floue circulent parmi les navires postés à proximité du détroit d'Ormuz : le régime iranien entendrait bloquer le trafic qui passe par cette étroite voie navigable, reliant les monarchies pétrolières et gazières du Golfe à l'océan Indien, et donc à leurs principaux marchés en Asie. Un goulet maritime par lequel transitent chaque jour quelque 20 millions de barils, de brut ou de produits raffinés. Soit un cinquième de la production mondiale d'or noir, et des volumes tout aussi considérables pour le gaz naturel liquéfié (GNL).

Aucune annonce officielle de Téhéran ne confirme toutefois ce que les opérateurs identifient depuis des semaines comme le scénario du pire. Et l'on tente de se rassurer : l'Iran dépend aussi du détroit pour ses exportations. Le verrouiller irait contre ses intérêts. Pourtant, une réalité s'impose vite sur les eaux. Tout bateau essayant d'emprunter ce passage, large d'à peine 20 milles marins (54 kilomètres) à son point le plus resserré, se retrouve exposé aux tirs de drones et de missiles des forces iraniennes. Dès le 7 mars, deux navires sont visés par des projectiles.

Aussitôt, les primes d'assurance maritime s'envolent. Sur les cartes satellites, figurant en temps réel la localisation des vraquiers et

## LES RÉPARATIONS DES DÉGÂTS INFLIGÉS PAR L'ATTAQUE IRANIENNE SUR LE SITE QATARI DE RAS LAFFAN POURRAIENT PRENDRE DE TROIS À CINQ ANS

des pétroliers, la langue de mer séparant les côtes iraniennes et omanaises apparaît subitement désertée. Le 2 mars au matin, une petite tache rouge s'y meurt encore : le tanker *Athe-Nova*, naviguant sous pavillon du Honduras. Quelques heures plus tard, le navire-citerne est en feu, touché par deux drones. Ce que même l'administration américaine ne semblait pas avoir totalement anticipé se réalise désormais : Ormuz est de facto paralysé.

**9 mars : le baril de pétrole dépasse le seuil des 100 dollars** Il est minuit à Paris, 7 heures à Singapour. Les marchés asiatiques viennent de rouvrir, après la pause hebdomadaire du week-end, et le prix du pétrole s'emballé. Pour la première fois depuis 2022, l'année de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le baril de brut franchit le seuil symbolique des 100 dollars (87 euros). Il grimpe même brièvement jusqu'à près de 120 dollars.

Oublié, le fléau relatif des marchés pétroliers durant les premiers jours du conflit. Remisés, les espoirs d'une opération éclair, qui n'affecterait qu'à la marge l'approvisionnement mondial en hydrocarbures. Sur le front, la situation apparaît plus chaotique que jamais et l'Iran multiplie les attaques contre les infrastructures énergétiques de ses voisins, alliés des États-Unis. « Rien n'a été touché sérieusement et la production pourra repartir vite après coup », tempère alors un industriel de l'énergie actif dans la région.

Mais le conflit ne montre aucun signe de résolution. L'heure tourne et les sites de stockage des pays du Golfe sont quasi pleins. Faute de pouvoir expédier leurs barils par les eaux, les voilà forcés de réduire drastiquement la cadence. En Irak, le volume d'or noir extrait du sous-sol a déjà baissé de 60 % depuis le début des hostilités.

L'Arabie saoudite essaie de contourner l'obstacle en utilisant au maximum un oléoduc terrestre débouchant sur la mer Rouge. Un pipeline, construit en 1982, pour parer à ce scénario catastrophe que pouvait repré-

senter l'interruption des livraisons par le détroit. Mais cette voie alternative, de même qu'un autre oléoduc plus modeste dont disposent les Émirats arabes unis ne constituent qu'un palliatif. Avant la guerre, le monde nageait dans un excès de pétrole. Il a désormais peur d'en manquer.

**11 mars : une arme à 400 millions de barils** « Ils vont faire durer le suspense », mise un tradeur, au matin du 11 mars. « Ils » ? Depuis quarante-huit heures, les pays du G7 se disent prêts « si nécessaire » à ouvrir les vannes de leurs réserves stratégiques de pétrole pour calmer la panique des marchés. Pari perdu : la décision est finalement confirmée dès le début de l'après-midi. Signe que la peur gagne aussi les gouvernements, le groupe des sept pays, et même tous les membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), soit une trentaine d'États, annoncent vouloir débloquer 400 millions de barils tirés de leurs stocks d'urgence. Une réponse sans précédent dans l'histoire de l'AIE. Créée en 1974 pour garantir la sécurité énergétique des pays riches, l'institution a déjà procédé, par le passé, à cinq libérations coordonnées. Mais jamais d'une telle ampleur.

Son patron, Fatih Birol, s'est mis en « mode crise » depuis le début du conflit. Ses équipes mesurent, jour après jour, les pertes provoquées par la fermeture du détroit. En brut bien sûr, mais pas seulement. Diesel, méthanol, polymère, GNL, hélium, etc. La liste des ressources affectées ne cesse de s'allonger. Elle rappelle à quel point les hydrocarbures demeurent au cœur de la composition d'innombrables produits, des semi-conducteurs aux engrais, en passant par le dentifrice ou les ballons de baudruche. Le marché mondial du pétrole est confronté à « la plus grande perturbation de l'approvisionnement de l'histoire », alerte alors l'AIE. A cette aune, les 400 millions de barils seront-ils suffisants ? Déjà, les investisseurs doutent : le cours du brut, après un bref fléchissement, repasse au-dessus des 100 dollars dès le 12 mars.

**12 mars : une aubaine pour l'économie russe** Un geste pour Moscou : dans un communiqué publié le 12 mars, le Trésor américain annonce autoriser pour un mois la vente du pétrole russe stocké sur des navires. La mesure vise à offrir un ballon d'oxygène à des marchés privés des hydrocarbures du golfe Persique. Mais elle est surtout une aubaine pour le président russe, Vladimir Poutine, soudainement remis en selle par le conflit au Moyen-Orient. Ces derniers mois, la baisse des cours du brut, couplée à des sanctions



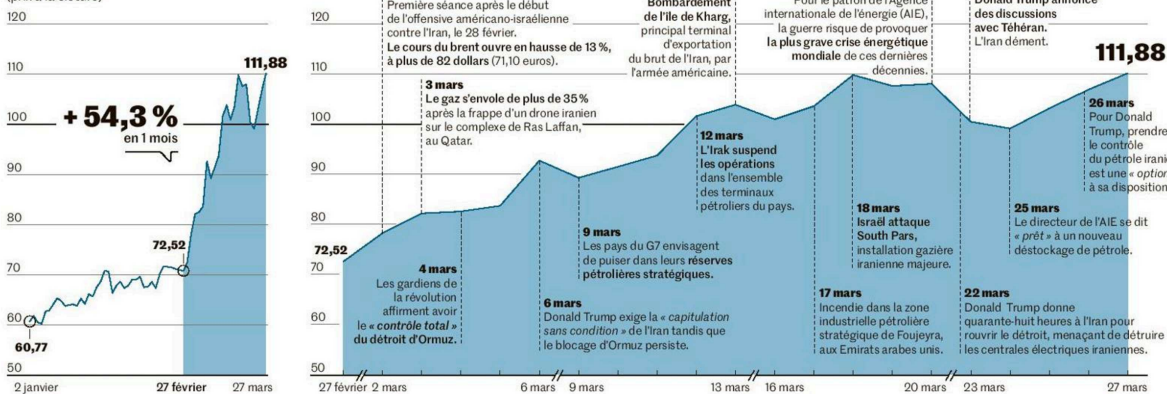
occidentales de plus en plus sévères, obligeait la Russie à brader son brut de l'Oural, crucial pour financer sa guerre contre l'Ukraine.

Dès le 5 mars, constatant la flambée des cours du brut, Washington avait permis spécifiquement à l'Inde d'acheter du pétrole russe pendant trente jours. Ces dérogations « à court terme » n'apporteront pas de « bénéfices financiers significatifs au gouvernement russe », promet le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent.

Le Kremlin, d'ailleurs, en demandait toujours plus. « Nous voyons que les États-Unis cherchent à stabiliser les marchés énergétiques ; nos intérêts coïncident », souligne son porte-parole, Dmitri Peskov, le 13 mars. « Mais, sans d'importants volumes de pétrole russe, une stabilisation du marché est impossible », ajoute-t-il. Provocateur, Vladimir Poutine assure que la Russie est prête à fournir gaz et pétrole aux pays européens s'ils se déclarent favorables à « une collaboration durable et stable »

## Une flambée des cours du pétrole sur fond de guerre dans le golfe Arabo-Persique

Evolution du prix du baril de brut, en dollars (prix à la clôture)



Sources : Boursorama ; Le Monde



avec Moscou. Alors que l'économie russe et le budget de l'Etat étaient à la peine ces derniers mois, la hausse des cours mondiaux est insupportable : chaque hausse de 10 dollars du prix du pétrole rapporte 1,6 milliard de dollars supplémentaires par mois en recettes fiscales.

**14 mars : Bab Al-Mandab sous la menace des houthistes** Essentiel dans l'alimentation de la planète en hydrocarbures, le détroit d'Ormuz ne pèse cependant que 2 % du trafic mondial de conteneurs. Les perturbations d'un autre détroit, plus au sud, celui de Bab Al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge, a des conséquences bien plus importantes sur le trafic de marchandises.

Ce point de passage important entre l'Europe et l'Asie, passant par le canal de Suez, est menacé par les rebelles chites houthistes du Yémen, qui soutiennent l'Iran. L'un de leurs leaders, Abdel Malik Al-Houthi, a averti, le 14 mars, qu'ils gardaient « le doigt sur la gâchette » pour attaquer les porte-conteneurs passant le long de leurs côtes, près de Bab Al-Mandab, d'une largeur de seulement 30 kilomètres.

Le trafic a diminué de moitié depuis le début du conflit. Environ 30 % des conteneurs transportés dans le monde empruntent ce détroit, avec les premières attaques des houthistes, fin 2023, menées en solidarité avec les Palestiniens de Gaza, assiégés par Israël. Les navires reliant la Chine à l'Europe doivent désormais contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, ce qui rallonge les distances jusqu'à 11 000 milles nautiques, et les durées de transport jusqu'à quatre jours, tout en augmentant les coûts de transport.

**18 mars : la guerre du gaz se durcit** À la pointe nord du Qatar, Ras Laffan est une zone industrielle grande comme trois fois Paris. Elle héberge la plus grande usine de liquéfaction au monde. D'ordinaire, les superméthaniers viennent à la chaîne s'y recharger en GNL, ce gaz transformé sous forme liquide qui a fait de l'émirat l'un des Etats les plus riches de la planète. Mais c'était avant la guerre. Avant, surtout, cette nuit du 18 mars, durant laquelle le site a offert un tout autre spectacle. Un gigantesque incendie s'est déclaré dans le complexe après des salves de missiles lancées par Téhéran. Quelques heures plus tôt, l'armée israélienne avait bombardé une ressource cruciale pour l'Iran, le gisement gazier de South Pars. Un

affront insupportable pour la République islamique, prête à appliquer sans retenue la loi du talion.

Dans les capitales du monde entier, c'est la consternation. Le Qatar est incontournable pour le marché du GNL. Il assure à lui seul un cinquième des approvisionnements mondiaux. Et les dégâts infligés par cette attaque signifient qu'un retour à la normale prendra du temps, même en cas de réouverture rapide du détroit d'Ormuz. Deux des 14 trains de liquéfaction du complexe ont été endommagés et les réparations pourraient prendre trois à cinq ans.

L'inquiétude enfle en Asie, principale cliente du gaz qatari. Mais les cours bondissent aussi sur le marché européen. Car si l'offre globale se réduit, les Vingt-Sept pourraient devoir rivaliser avec les acheteurs asiatiques pour obtenir certaines cargaisons au moment de reconstituer leurs stocks avant l'hiver 2026-2027. Au risque de faire exploser la facture gazière, comme au pic de la crise énergétique de 2022. A moins qu'en Asie, un gaz trop cher doive à nouveau le recours au charbon ? Personne en Europe ne se réjouira tout haut d'un retour en grâce du plus polluant des combustibles fossiles. Même si, murmure-t-on, un tel basculement allégerait la concurrence et la pression sur les prix.

**19 mars : les chefs d'Etat européens tiennent conseil** Réunis à Bruxelles le 19 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement européens le martèlent : la guerre américano-israélienne contre l'Iran n'est pas la leur. Elle les concerne tout de même au plus haut point, dans ses conséquences économiques, géopolitiques ou sécuritaires non nombreuses. Pour l'heure, les Vingt-Sept se concentrent sur la flambée des prix du gaz et du pétrole, qu'ils subissent aussi. Le conflit au Moyen-Orient a déjà alourdi de 6 milliards d'euros la facture de leurs importations d'énergies fossiles. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, relève « des risques futurs liés à l'approvisionnement ».

L'institution est mandatée pour penser les effets de la crise. A défaut d'une recette magique, elle annonce une enveloppe de 30 milliards d'euros, pour soutenir la décarbonation industrielle des pays qui en ont le plus besoin, en Europe de l'Est ou en Italie. Le lendemain du conseil européen, elle demande aussi aux membres de l'Union d'abaisser leurs objectifs de stockage de gaz afin d'alléger la tension sur les prix.

« SANS  
D'IMPORTANTS  
VOLUMES DE  
PÉTROLE RUSSE,  
UNE STABILISATION  
DU MARCHÉ EST  
IMPOSSIBLE »

VLADIMIR POUTINE  
président russe

Le conflit au Moyen-Orient n'a pas – encore – eu la peau du pacte vert. Le chancelier allemand, Friedrich Merz, après avoir envoyé des signaux contradictoires, finit par rejoindre le camp des soutiens du système d'échange de quotas d'émission de dioxyde de carbone (Emissions Trading System, ETS), autour de Paris et Madrid. Au grand désarroi de Rome ou de Varsovie, qui voulaient en finir avec le pacte, arguant qu'il amplifie la hausse des prix. « Pour l'instant, ETS est sauvé », soupire un diplomate européen, qui sait que le sujet pourrait revenir. En attendant, la crise des prix semble plutôt renforcer la cause des énergies décarbonées « faites maison », y compris le nucléaire. Réduire sa part en Europe était « une erreur stratégique », déclarait Ursula von der Leyen, dès le 10 mars, opérant un changement de ton spectaculaire après des années de débats agités autour de l'atome.

**22 mars : l'Inde « Trump always chickens out » s'envole** À dire que les analystes financiers n'avaient guère d'humour ? Laissez d'attendre le prochain revirement de la Maison Blanche, ceux de la Deutsche Bank ont développé un indice TACO (*Trump always chickens out*, « Trump se dégonfle toujours »), pour prédire à quel moment le président américain allait reculer face à l'obstination iranienne. L'indice, qui agrège les tensions sur les marchés obligataires, les taux d'approbation de Donald Trump, le prix du baril et les prévisions d'inflation, a connu un pic dimanche 22 mars. Et ce quelques heures avant un message du locataire de la Maison Blanche, annonçant l'ouverture de discussions avec l'Iran et le report des seuils ultimatifs pour obtenir la réouverture du détroit d'Ormuz.

L'épisode pourrait passer pour une facétie de tradeur, s'il n'était révélateur de la façon dont la guerre en Iran est perçue aux Etats-Unis. Donald Trump avait fait campagne, en 2024, en promettant de faire baisser les prix à l'intérieur du pays et d'être un faiseur de paix à l'extérieur : il vient de déclencher un conflit au Moyen-Orient qui va faire monter l'inflation aux Etats-Unis. L'effet est déjà visible sur les prix à la pompe, qui ont augmenté de 1 dollar par gallon en moyenne.

Le pays a beau être devenu le premier exportateur mondial de pétrole et disposer d'immenses réserves de gaz naturel, il n'est pas immunisé économiquement contre les soubresauts géopolitiques, dans un marché mondialisé. Chris Wright, secrétaire à l'énergie, invité en ouverture de la CERAAWeek,

**Une installation pétrolière après une attaque de drones, à Foujeyra, aux Emirats arabes unis, le 14 mars.** HANIBAL HAN SCHKE/EPA/NAOIPP

le 23 mars, le grand rendez-vous des énergéticiens à Houston (Texas), a bien tenté de minimiser. Il a parlé d'une « perturbation à court terme » et évoqué à l'avenir « un monde beaucoup plus pacifique, prospère, avec une meilleure sécurité d'approvisionnement ». Les marchés ne font manifestement pas le même constat. Depuis sa prise de parole, le baril de Brent est remonté de 10 dollars.

**24 mars : le « choc pétrolier » de Roland Lescure** mardi 24 mars. A l'Assemblée nationale, dans la petite salle de la commission des finances, Roland Lescure joue cartes sur table. « Je ne suis là ni pour vous rassurer ni pour vous inquiéter, mais pour vous rendre compte de cette situation inédite de manière transparente », dit le ministre de l'économie aux députés, qui l'interrogent sur les effets de la guerre. Très vite, il lâche des phrases un peu effrayantes. « L'hypothèse d'une crise passagère, dont les conséquences économiques s'ajouteraient avec la fin des bombardements, n'est désormais plus d'actualité, explique-t-il. Cette situation constitue un nouveau choc pétrolier. » Rien d'un lapsus. Dix fois, il répète le terme « choc ». Dans le texte sous ses yeux, l'expression « nouveau choc pétrolier » est même inscrite en gras et surlignée en jaune.

De quoi réveiller le souvenir traumatisant du double choc de 1973 et de 1979, qui a sonné la fin des années de forte croissance. « Malheureusement, ça va nous coûter », ajoute le ministre en évoquant les effets sur des finances publiques déjà très dégradées. A Matignon et à l'Élysée, on goûte peu l'utilisation d'une formule susceptible de semer la panique. Il est urgent de calmer le jeu, dit-on au ministère. Dès le lendemain, Roland Lescure profite donc du compte rendu du conseil des ministres pour rétro-pédaler : le « regrette » d'avoir parlé de « choc », déclare-t-il. Dans son esprit, le mot ne s'appliquait pas à la France, mais à la situation internationale. Pourtant, la question demeure : si le baril s'élève à plus de 100 dollars, comment pas parler de choc ? Et surtout, comment empêcher que l'économie tricolore ne soit percutée ?

**24 mars : la Corée du Sud se rationne, tout l'Asie otage de sa dépendance au pétrole et au gaz du Moyen-Orient** Prenez des douches plus courtes, utilisez moins votre voiture, chargez vos smartphones uniquement la journée et ne faites tourner vos machines à laver que le week-end. Mardi 24 mars, la Corée du Sud en appelle à ses citoyens pour tenter de réduire l'impact de la guerre au Moyen-Orient, une région dont Séoul est très dépendant pour ses achats de gaz et de pétrole. Le pays n'est pas une exception : l'approvisionnement en hydrocarbures de toute l'Asie est mis en péril par le verrouillage du détroit d'Ormuz.

En Inde, face à la menace de pénurie, la distribution de bouteilles de gaz est désormais réservée en priorité aux foyers. Au grand dam des petits restaurants, dont bon nombre se replient, faute de mieux, sur le charbon ou le bois. Au Laos, plus de 40 % des stations-services ont déjà fermé. Les conducteurs de scooters et d'automobiles doivent faire la queue pendant des heures aux pompes encore ouvertes pour un plein onctueux.

En Chine, premier importateur mondial de pétrole et de gaz naturel, le gouvernement est intervenu pour limiter la hausse des prix du carburant. Le pays dispose de réserves équivalentes à plus de cent jours d'importations de pétrole. Mais des chauffeurs de poids lourds affamés, sur les réseaux sociaux, qu'ils ont arrêté de travailler, ne pouvant faire face aux coûts. L'activité de certaines raffineries a été réduite et l'exportation de fioul interdite, affectant des pays comme l'Australie, qui en dépend pour ses avions.

La Chine dénonce une « guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu ». Plus de 80 % du pétrole de l'Iran, un ami diplomatique, lui est traditionnellement destiné. Pékin prend néanmoins garde à ménager sa relation avec Donald Trump, alors que l'année 2025 a déjà été marquée par une guerre des droits de douane douloureuse pour ses régions exportatrices. Le locataire de la Maison Blanche devait se rendre en Chine, fin mars, pour la première fois depuis son retour au pouvoir. Retenu à Washington par sa guerre au Moyen-Orient, il a finalement reporté sa visite à la mi-mai. ■

JULIE BOUÏSSOU, NICOLAS CHAUPUIS (NEW YORK, CORRESPONDANT), DENIS COSNARD, SACHA ICLÈRE, VIRGINIE MALINGRE (BRUXELLES, BUREAU EUROPEEN), BENJAMIN QUÉNELLE, HAROLD THIBAUT (PÉKIN, CORRESPONDANT) ET MARIE DE VERGES

## Prix du carburant : Bercy lance un plan d'aide aux métiers les plus touchés

Le gouvernement va alléger la facture pour les agriculteurs, les pêcheurs et certains transporteurs routiers

Des mesures « sectorielles », « ciblées » sur quelques entreprises, d'une durée limitée à un mois seulement pour le moment, et d'un coût total qui ne dépassera pas 70 millions d'euros en avril. C'est un plan d'une ampleur volontairement réduite qui a présenté le gouvernement de Sébastien Lecornu, vendredi 27 mars, pour atténuer l'impact de l'offensive américano-israélienne en Iran sur les acheteurs français de carburants. Quitte à décevoir les automobilistes, qui ne touchent rien, ainsi que les partis politiques qui réclamaient des actions beaucoup plus fortes.

Après quelques premiers gestes en début de semaine destinés à soulager la trésorerie des entreprises les plus concernées (report de cotisations sociales, étalement des échéances fiscales), le gouvernement a dévoilé vendredi trois mesures visant à alléger le coût des carburants pour certains professionnels particulièrement touchés par la hausse des prix.

La première concerne les petites et moyennes entreprises en grande difficulté du transport routier. Elles bénéficieront d'une aide de 20 centimes par litre de carburant, pour un coût évalué à 50 millions d'euros par mois. Les pêcheurs profiteront également d'une remise sur leur facture de 20 centimes par litre, pour un total de 5 millions d'euros. Enfin, le gouvernement renonce pour avril à la taxe (droit d'accise) sur le gazole agricole, ce qui représente un manque à gagner de 14 millions d'euros pour Bercy.

Coût global pour les finances publiques : 70 millions d'euros le premier mois, sachant que l'opération pourra être reconduite si les prix du pétrole ne retombent pas. Chacune de ces dépenses nouvelles sera compensée par l'annulation d'un crédit qui était prévu, « à l'échelle » de la loi de finances, a assuré le ministre des comptes publics, David Amiel.

### Entre deux feux

Depuis le déclenchement des opérations militaires en Iran, le 28 février, le gouvernement est pris entre deux feux. D'un côté, il voit grimper les cours de l'or noir, et avec eux le mécontentement des grands consommateurs de carburants. Les transporteurs routiers, les agriculteurs et les pêcheurs ont vite appelé à l'aide. Les partis politiques ont embrayé. Depuis des semaines, la France insoumise réclame un blocage des prix ou des marges des carburants, voire des taxes, « comme cela a été utilisé en Guadeloupe en 1989, pendant la guerre du Golfe en 1990, mais aussi pour le gel hydrocarboné en 2020 », avait proposé le député « insoumis » de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel.

De son côté, le Rassemblement national (RN) pousse l'exécutif à baisser les taxes sur l'essence et le gazole, qui représentent 50 % à 55 % du prix à la pompe, afin de réduire la note pour les clients.

**Le coût global est estimé à 70 millions d'euros le premier mois, sachant que l'opération pourra être reconduite**

**Sébastien Lecornu tient plus que tout à ne pas mettre en péril la baisse du déficit public, sa promesse politique numéro un**

Plusieurs pays, comme l'Espagne et le Portugal, ont pris des décisions de ce type. D'un autre côté, le premier ministre, Sébastien Lecornu, et ses ministres tiennent plus que tout à ne pas mettre en péril la baisse du déficit public, leur promesse politique numéro un. Pour 2025, ils ont réussi à ramener ce déficit de 5,8 % à 5,1 % du produit intérieur brut, selon les évaluations publiées, vendredi, par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Un résultat meilleur que prévu.

### «2026 ne sera pas 2022»

**« Cela rend l'objectif de 5 % en 2026 plus facile à atteindre », malgré le choc énergétique qui ne peut que freiner la croissance, donc les recettes fiscales, commente l'analyste Hadrien Camatte, de Natixis. Encore faut-il que la crise pétrolière n'amène pas le gouvernement à verser des milliards aux consommateurs énergétiques.**

Deux souvenirs traumatiques s'entrechoquent ainsi dans la tête des responsables politiques. Celui des « gilets jaunes », ce mouvement social de la fin 2018, né d'une hausse des carburants, qui a percuté avec violence le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Et celui de la poussée inflationniste de 2021-2022, que le gouvernement a tenté de calmer à coups de chèques et de « bouclier énergétique », mais dont la facture a largement contribué au dérapage du déficit.

Comment éviter une nouvelle colère populaire sans ruiner le pays ? David Amiel a répondu, vendredi, d'une formule : « 2026 ne sera pas 2022 ». Autrement dit, pas de dispositif global, coûteux pour les finances publiques et difficile à remettre en cause. Les mesures générales « sont inefficaces », « coûteuses » et « souvent contre-productives », juge le ministre de l'Économie, Roland Lescure.

Pas question, donc de diminuer la taxe sur la valeur ajoutée sur les énergies, de recréer une taxe flottante comme celle instaurée par le gouvernement lespin en 2000 pour lisser les tarifs des carburants, ni même de bloquer les prix, une mesure beaucoup trop dirigiste pour la droite et le centre droit au pouvoir. Sébastien Lecornu a évoqué un possible encadrement des marges des distributeurs de carburants, mais sans y recourir à ce stade.

Du côté mi-pan de vendredi, qui répond juste pour un mois au S06 de quelques professions. A Matignon et Bercy, les responsables espèrent surtout que le conflit va s'apaiser et les prix retomber. Le premier ministre croise les doigts. « Au fond, cette guerre peut s'arrêter vite, comme elle peut durer aussi longtemps », a-t-il reconnu. Le gouvernement n'aurait alors sans doute pas d'autres choix que de dégaîner des mesures plus onéreuses, même si les caisses publiques sont vides. ■

DENIS COSNARD

## Trump perd la confiance de Wall Street sur fond de guerre en Iran

L'incapacité du président américain à esquisser une issue préoccupe les investisseurs. La Bourse de New York a décroché vendredi

SAN FRANCISCO - correspondant

Cette fois-ci, cela ressemble un peu à de la panique. Vendredi 27 mars, Wall Street a terminé la séance en forte baisse (1,67 % pour l'indice des grandes entreprises S&P 500 et 2,15 % pour le Nasdaq, riche en technologies) sur une quintuple inquiétude : la poursuite de la guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz, qui provoquent l'envolée du prix du pétrole au Texas (100 dollars, environ 86 euros) ; les risques d'inflation, qui pourraient conduire la banque centrale américaine non pas à baisser, mais à remonter ses taux d'intérêt ; la capacité de géants de la tech à financer la révolution de l'intelligence artificielle (IA) ; et l'incapacité des grands fonds privés à rembourser leurs bailleurs de fonds.

Résultat, les investisseurs perdent patience avec la guerre provoquée par Donald Trump : le Nasdaq est en recul de 12,8 % par rapport à son plus haut d'octobre 2025, le S&P 500, qui connaît sa cinquième semaine consécutive de baisse, a perdu 9,5 %, tandis que l'indice Dow Jones est en retrait de 10,6 %. Au-delà de 10 %, les opérateurs parlent de correction : ce chiffre a de l'importance, car les traders le prennent en compte dans leurs opérations, se couvrant en général davantage, ce qui accentue les pertes.

Dans le même temps, les taux d'intérêt augmentent, le rendement des emprunts d'État à dix ans atteignant 4,44 %, contre 3,95 % le 27 février. Cette évolution peut paraître paradoxale : normalement, les investisseurs devraient se réfugier vers les obligations américaines, valeurs sûres, et faire baisser les rendements. Mais, dans ce monde où

rien n'est sûr, dans un pays endetté, les taux montent, ce qui fait mécaniquement baisser la valeur des obligations. Résultat, comme le titrait le *Financial Times*, vendredi, actions et obligations chuent de concert, le conflit iranien ne laissant aux investisseurs « nulle part pour se cacher ». Si l'or a rebondi vendredi, il a perdu 14 % depuis la déclaration des hostilités. Certes, c'est après avoir monté depuis des mois, il n'empêche, la situation est inédite. Seul le dollar obéit aux règles classiques de valeur refuge, l'euro valant 1,15 dollar, contre 1,18 fin février.

Le choc arrive dans un contexte compliqué : il peut rappeler les années 1970, lorsque le premier choc pétrolier provoqué par la guerre du Kippour, en octobre 1973, avait été déclenché sur fonds d'inflation, d'instabilité monétaire et de vieillissement de l'industrie des « trente glorieuses » face à la concurrence du Japon.

### Finance obscure

En raison de l'inflation, la grande panique du moment, les taux baissent pour remonter. Le marché estime que le probable futur président de la Réserve fédérale, Kevin Warsh, ne sera peut-être pas aussi inféodé à Donald Trump que ce dernier, qui l'a choisi, ne l'espère.

Côté économie réelle, la grande inquiétude porte sur l'IA, qui pourrait entraîner des gains de productivité, détruire des pans entiers de l'économie, mettre au chômage des centaines de milliers de personnes et se révéler bien délicate à rentabiliser. Sur les marchés, en revanche, le pire est peut-être passé. « La bulle a déjà éclaté », dirigeant Ramon de Oliveira, ancien dirigeant de J.P. Morgan. Des géants de la tech ont perdu de leur superbe - Microsoft, Meta, Amazon et Alphabet (Google) ont vu

**Côté économie réelle, la grande inquiétude porte sur l'IA, qui pourrait détruire des pans entiers de l'économie**

leurs actions chuter respectivement de 35 %, 34 % 23 % et 21 % depuis leurs plus hauts. Alphabet et Meta ont, de surcroît, souffert de la condamnation de leurs réseaux sociaux dans deux procès, l'un au Nouveau-Mexique, l'autre en Californie, pour mise en danger de leurs utilisateurs mineurs.

Les petites valeurs de l'IA sont massacrées, perdant parfois plus de la moitié de leur capitalisation, tout comme les industries susceptibles d'être remplacées par l'intelligence artificielle, notamment le secteur du logiciel et du conseil. Mais on a sans doute presque atteint le fond, les investisseurs particuliers ayant beaucoup de liquidités.

« Ce qui m'inquiète plus, c'est le risque macroéconomique et le risque de crédit », poursuit M. de Oliveira. Le risque de crédit, c'est ce nombre croissant de fonds fermés, qui devraient offrir régulièrement des fenêtres de liquidité à leurs clients, mais sont incapables de le faire. Apollo Debt Solutions a ainsi limité à 5 % de son fonds les remboursements, alors que la demande des investisseurs était de 115 %. Blue Owl Capital a également empêché des retraits de capitaux. Selon *The Wall Street Journal*, sur 7,9 milliards de dollars de demande de remboursement de ces fonds formulés au premier trimestre 2025, 2,1 milliards de

dollars n'ont pas été honorés. Comme avant la grande crise financière de 2007-2008, provoquée par le financement hasardeux et opaque de prêts immobiliers à risque, l'inquiétude est accrue par cette finance obscure, non cotée en Bourse et dont les risques sont difficiles à évaluer. Même les banques les plus solides reculent, comme la « patronne » de Wall Street, J.P. Morgan, en recul de 16 % par rapport au plus haut.

Le troisième risque évoqué par M. de Oliveira est politique : de nombreux Américains et investisseurs faisaient confiance à Donald Trump car, bon an mal an, les marchés et l'économie lui servaient de corde de rappel, comme l'a montré sa rapide reculade sur les droits de douane en avril 2025. Sauf que la situation pourrait avoir changé, avec une guerre non annoncée et non maîtrisée. « La vraie question est de savoir si on est à la fin du trumpisme », assure l'ancien dirigeant de J.P. Morgan. « Il y a quinze jours, Trump disait : "Tarète la guerre quand je veux". Maintenant, ce que nous les Italiens qui ont dit et disent qu'ils arrêtent quand ils veulent. Cela ressemble à Jimmy Carter », poursuit-il.

L'ancien président démocrate avait été humilié, en 1979, par la prise d'otages des diplomates américains à l'ambassade de Téhéran et l'échec de leur opération de sauvetage. Pour M. de Oliveira, « les marchés s'inquiètent d'un risque économique sévère de stagflation, avec une économie qui ne crée pas d'emplois avec l'IA, et une crise politique sérieuse, car Donald Trump va perdre la Chambre aux midterm (élections de mi-mandat en novembre), voire le Sénat ». Ainsi, la débâcle en Bourse ne serait pas celle du pétrole, mais celle du trumpisme lui-même. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

## Les routiers, en difficulté à cause du choc énergétique, se mobilisent

Peu convaincues par les mesures d'aide gouvernementales, certaines organisations professionnelles ont appelé à des actions dès le 28 mars et toute la semaine suivante

Face à la flambée du prix du gazole, l'Organisation des transporteurs routiers européens (OTRE), syndicat patronal représentant les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les très petites entreprises (TPE) françaises du secteur, a décidé de maintenir la mobilisation prévue dans plusieurs régions à partir du samedi 28 mars, malgré les annonces de Bercy, présentées vendredi, et visant à atténuer les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient.

« Aucune action ne sera levée », a expliqué Jean-Marc Rivera, délégué général de l'OTRE, vendredi sur BFM-TV commentant les mesures présentées, à savoir une aide à hauteur de 50 millions d'euros pour les TPE et PME en difficulté. Dès samedi, des actions devaient avoir lieu à Lyon et Clermont-Ferrand. En Ile-de-France, une opération escargot est prévue lundi sur le périphérique parisien dès 9 heures. D'autres manifestations sont annoncées les jours suivants, dans les Pays de la Loire, en Nouvelle-Aquitaine, en Occitanie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la Fédération nationale des transport routiers (FNTR), autre

organisation professionnelle dé, se joindra au mouvement.

Même s'ils admettent que l'existence de mesures financées est une avancée positive, M. Rivera et ses adhérents sont très sceptiques sur l'ampleur de l'aide. En comparant le montant annoncé avec l'enveloppe qui avait été dégaolée lors de la crise de 2022 - 400 millions d'euros -, ils craignent un plafonnement de ce soutien et surtout la mise en place d'une « usine à gaz » destinée à trier entre les sociétés de transport aidées et les autres.

### Dans le rouge

Or tous les acteurs du secteur souffrent. Depuis la flambée du prix du carburant, chacun des 50 camions de Michel Chalot, chef d'entreprise et coprésident de la FNTR Alsace, représente un surcoût de 60 euros par jour. A la fin du mois, la facture atteint 6500 euros supplémentaires. Depuis le début du conflit au Moyen-Orient, le prix du gazole a augmenté de près de 30 %, plongeant son entreprise dans le rouge, avec une perte estimée à 300 000 euros en mars. « Et je méritais ce que ça s'aggrave », dit-il à transporter. Le carburant occupe un des deux postes de

dépenses centraux du transport routier. Ces dernières semaines, le litre a atteint 240 euros, soit une hausse de 50 centimes en un mois.

En théorie, les transporteurs peuvent récupérer cette hausse sur leurs clients grâce à un mécanisme d'indexation du gazole. Mais ces ajustements sont mis en place avec un décalage d'au moins un mois. Surtout, ils sont difficilement applicables. « Le secteur est principalement composé de TPE et PME qui négocient avec des donneurs d'ordre qui sont souvent de grands industriels. Le rapport de force n'est pas en notre faveur », souligne M. Rivera.

D'autant que le secteur fonctionne déjà avec des marges très faibles, « les plus faibles de l'Europe, à 1 % à 2 % en moyenne », rappelle le délégué général de l'OTRE. Dans ces conditions, la hausse du carburant est difficilement absorbable. M. Chalot reconnaît qu'il ne pourra tenir que « trois mois de plus » dans cette situation déficitaire. Si les clients n'acceptent pas de renégocier les contrats et de payer plus, « il y aura des choix à faire et l'un d'eux sera d'arrêter », déplore le chef d'entreprise.

La conjoncture économique n'aide pas la situation. Avant la hausse des prix, l'activité était déjà « molle », liée à une consommation en berne. Les entreprises font face à un effet ciseau, avec des coûts en hausse et des revenus en baisse. Cette crise s'inscrit aussi dans une succession de chocs. « Certaines entreprises sont encore en train de rembourser des aides contractées pendant le Covid-19 », rappelle le délégué.

Les mesures gouvernementales laissent donc les transporteurs sceptiques. L'OTRE, la FNTR et l'Union des entreprises de transport et de logistique de France réclament une baisse immédiate de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques assise sur le prix du carburant. Elles évoquent ces dispositifs mis en place en 2022 : aides à la pompe jusqu'à 30 centimes d'euros par litre et des aides forfaitaires par véhicule, jusqu'à 1300 euros pour les poids lourds. D'autant que des mesures similaires existent aujourd'hui chez certains voisins européens. L'Italie et l'Espagne ont accordé respectivement 25 et 30 centimes d'aides à la pompe. ■

SACHA LECLERE

**Le Monde**  
en vente  
actuellement

En kiosque



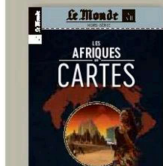
Hors-série



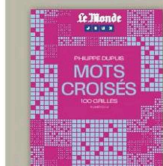
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine numéro 14

Collection  
MYTHES ET LÉGENDES  
DU JAPON



Actuellement en vente,  
le volume n°7  
LA YOKAI TAMAMO  
LE POUVOIR DE KITSUNE

Nos services  
Lecteurs

Abonnements  
Sur abo.lemonde.fr  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
(prix d'un appel local du lundi au  
vendredi, de 9 heures à 19 heures, et  
le samedi, de 9 heures à 17 heures.)

Le Carnet du Monde  
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS  
DOCUMENTS CONFIDENTIELS

**Le Monde**  
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir  
vos textes soit par e-mail :

carnet@mpublicite.fr  
(en précisant impérativement  
votre numéro de téléphone et  
votre éventuel numéro d'abonné  
ou de membre de la SDU.)

soit sur le site :  
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers  
vous dans les meilleurs délais  
pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr  
https://carnet.lemonde.fr

**AU CARNET DU «MONDE»**

Décès

Alger. Lyon. Paris. Ajaccio. Cauro.

Philippe et Aurélie Bastelica,  
Chantal Bastelica,  
Christophe et Keiko Bastelica,  
ses enfants,  
Chloé et Hugo,  
Antoine et Mathilde,  
Manami,  
ses petits-enfants,  
Janet Panglamin Lambino,  
son auxiliaire de vie,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Georges BASTELICA**,  
préfet honoraire,  
chevalier de l'Ordre d'honneur,  
chevalier  
de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Vincennes,  
le 21 mars 2026,  
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Conformément au souhait du  
défunt, une brève cérémonie a eu  
lieu au cimetière du Père-Lachaise,  
Paris 20<sup>e</sup>, ce 28 mars, à 10 h 30, dans  
l'intimité familiale.

Famille Bastelica,  
70, rue Bobillot,  
75013 Paris.

M<sup>me</sup> et M<sup>m</sup> Manuela, Sarah et  
Fabien de Ganay et Thierry, Thomas  
et Davina de Beaurepaire,  
ses nièces et neveux,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Caroline de BEAUREPAIRE**  
de LOUVAGNY,

survenu le 21 mars 2026, à Paris.

Une cérémonie aura lieu le 31 mars,  
à 10 h 30, au crématorium du cimetière  
du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Nous avons la tristesse de faire  
part du décès du

docteur **Martine BLACHON**,  
née FRANCOFT.

Les obsèques ont eu lieu le lundi  
16 mars 2026, dans l'intimité familiale  
et amicale.

**M. Marcel KERVELLA**,  
artiste peintre,

est décédé le 13 mars 2026, à Paris.

Requiescat in pace.

Société éditrice du « Monde » SA  
Président directeur, directeur de la publication  
Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,  
membre du directoire Jeanine Fougère  
Directeur de la rédaction Caroline Monnot  
Directeur adjoint de la rédaction  
Géorgine A.B., Maryline Baumard, Philippe Broussard,  
Nicolas Chagny, Géraldine Choudebonne, Alexis Sclabartine,  
Anne Denis, Marie Pierra Landrebourg, Francis Nouchi,  
Cédric Pétissier  
Directrice éditoriale Sylvie Guiffant  
Directeur adjoint de la rédaction  
Abderrahmane Fougère  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs  
Gilles van Kester  
Rédacteur en chef Laurent Garretin, Emmanuel Davidoff  
(Éditorial), Jérôme Guiffant, Michel Guerin, Nicolas  
Jouanolu (photographe), Sabine Ladoux (chef de diffusion),  
Jean-Sébastien (Directeur des ventes)  
Directrice administrative Emmanuel Lajoux  
Infographie Delphine Pinaud  
Directrice des ressources humaines du groupe Emille Corbe  
Secrétaire générale de la rédaction Sébastien Desgranges  
Conseil de surveillance Anne-Sylvie Wilmont, présidente,  
Gilles Paris, vice-président

Lorry-lès-Metz, Metz.  
Nous avons le regret de faire part  
du décès de

**M. Marc LECERRE**,  
professeur de mathématiques  
au lycée Fabert,  
fidèle adhérent à la Ligue  
de protection des oiseaux (LPO),

survenu le 25 mars 2026, à l'âge de  
quatre-vingt-treize ans.

La cérémonie civile aura lieu  
le lundi 30 mars, à 11 h 30, au  
crématorium de Metz.

De la part de sa famille et ses  
proches.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part et de remerciements.

PGF, Services funéraires, Metz,  
Tél. : 03 87 63 11 00.

Isabel, Françoise et Catherine,  
ses enfants,  
Jacques,  
son gendre,  
Rafael, Ilan et Zimrane,  
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**M. Paco LORENTE**,  
ancien directeur de recherches  
à l'Inserm,

survenu le 16 mars 2026,  
à Montpellier,  
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans  
l'intimité, le 21 mars, à Montpellier.

Florence Parly et Martin Vial,  
Jean-Gabriel Parly et Sarah Couetou,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Cyril et Laure Vial,  
ses petits-enfants,  
Michel et Nicaise Herland,  
son frère et sa belle-sœur,

ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Jeanne-Marie PARLY**,  
professeur agrégée honoraire  
des Universités,  
conseiller d'État  
en service extraordinaire  
honoraire,  
grand officier  
de la Légion d'honneur,  
grand-croix  
de l'Ordre national du Mérite,  
officier dans l'Ordre  
des Palmes académiques,

survenu le 21 mars 2026, à Paris,  
dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie des obsèques a eu  
lieu ce samedi 28 mars, à 11 heures,  
en l'église Notre-Dame-de-la-Nativité  
du Val-de-Grâce, 1, place Alphonse-  
Laveran, Paris 5<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Bruno Boutleux,  
son mari,  
Antoine Boutleux,  
son fils,  
Roger Soulié,  
son père,  
Jeanne Boutleux,  
sa belle-mère,  
Stéphanie Pittié,  
sa belle-fille,  
Renaud et Sylvie Boutleux,  
son beau-frère et sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès  
de

**Nicole SOULIÉ**,  
survenu dans sa soixante-treizième  
année, le 22 mars 2026, après un long  
et courageux combat contre la  
maladie.

La cérémonie des obsèques aura  
lieu le mercredi 1<sup>er</sup> avril, à 13 h 30,  
au crématorium du cimetière du Père-  
Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Alessandra Ponte,  
Anna et Carla Teyssot,  
Danielle Teyssot,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Georges TEYSSOT**,  
survenu le 17 mars 2026, à l'âge de  
quatre-vingt ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Antoine et Sylvie Weill,  
son frère et sa belle-sœur,  
ainsi que  
David Weill et Catherine Goetz  
et leurs enfants,  
Marc et Marylène Rousseau  
et leurs enfants,  
Laurent Rousseau et Véronique  
Ottelard  
et leurs enfants,  
ses neveux,

ont la tristesse de faire part à ses amis,  
notamment de GRAPHÉ, du CERFA,  
de l'Association France Design et de  
Lure, du décès, survenu le 12 mars  
2026, dans son appartement de la rue  
de Douai, à Paris, de

**François WEIL**,  
dans sa quatre-vingt-neuvième année  
et de son enterrement, célébré dans  
la plus stricte intimité comme il le  
souhaitait, auprès de sa femme

**Annie**,  
dans leur caveau de Nogent-sur-Eure.

**Cours**  
Professeure agrégée  
de l'éducation nationale  
donne cours d'anglais  
tous niveaux.  
Cours académiques (à l'oral  
et à l'écrit), conversations, tutorat,  
remise à niveau, examens.  
Tél. : 06 20 36 75 18  
ambonnerot75@gmail.com

**Le Monde**  
Abonnement  
**Quotidien**  
+ numérique  
pour 6 mois

637€ (prix de vente au numéro)  
**169€** pour 6 mois

En cadeau  
Le porte-claf Le Monde

→ Le journal et ses suppléments livrés chez vous  
→ Tous les contenus numériques sur le site et les applications

Abonnez vous en ligne : [abo.lemonde.fr/MQ6PC](http://abo.lemonde.fr/MQ6PC)

251EMQADMPCLF

**Bulletin d'abonnement**  
à compléter et à renvoyer à : **Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9.**

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde  
pendant **6 mois pour 169€** au lieu de 637 € (prix de vente au numéro).

► 6 quotidiens et les suppléments thématiques  
+ M le magazine du Monde  
+ Tous les contenus du Monde sur le site  
et les applications  
+ Les archives de Monde depuis 1944  
+ L'application La Matinale du Monde

Je règle par :  
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice  
du Monde  
 Carte bancaire (paiement sécurisé)  
en appelant le 03 28 25 71 71  
(taux d'un appel local. Du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures,  
et le samedi, de 9 heures à 17 heures.)

M.  M<sup>me</sup>  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Email : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Je souhaite être informé par voie numérique des offres du Monde  
 Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du Monde

Tel : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR** Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de savoir votre adresse

Maison individuelle  Badge Vigik :  oui  non  
 Immeuble  Boîte aux lettres : \_\_\_\_\_  
 DigiCode N° \_\_\_\_\_  Nominative  Collective \_\_\_\_\_

Dépôt chez le gardien/accueill  Dépôt  
spécifique  le week-end  
 Bât. N° \_\_\_\_\_  Escal. N° \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67860, AVENUE PIERRE-MÉNÉGES-FRANCE - 76707 PARIS CEDEX 19 - 433 891 850 RCS PARIS. Offres réservées aux résidents abonnés, valables en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2026. Les conditions applicables à l'abonnement sont consultables sur le site [www.lemonde.com/monde/abon](http://www.lemonde.com/monde/abon). En retournant ce formulaire, vous consentez à ce que la Société Éditrice du Monde, responsable de traitement, traite vos données personnelles en vue de l'activation de ses services pour les livraisons suivantes. (i) activation à l'adresse de votre compte, information sur les avantages de vos services associés, (ii) suivi de votre contrat, gestion de votre contrat, (iii) amélioration des services et de votre expérience utilisateur, (iv) actions marketing par voie numérique sur vos produits et services et/ou sous de ses partenaires, sous réserve de votre consentement (v) suivi de l'évolution de vos produits et services et/ou sous de ses partenaires et (vi) toute autre action marketing autorisée par la loi. Pour vous opposer aux actions marketing par voie postale du Monde, contactez notre service client de nos journaux, notre site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ou par courrier vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements) consultez notre Plateau de confidentialité ou contactez notre DPO ([dp@lemonde.com](mailto:dp@lemonde.com)) par courrier. En cas de réclamation : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr). Si vous effectuez un abonnement, assurez-vous que la personne concernée accepte que ses données soient collectées aux fins mentionnées ci-dessus.

MADRID, ORIHUELA, TORRE-PACHECO -  
envoyée spéciale

**L'**Espagne fait-elle figure d'exception? Alors que l'Union européenne prépare une refonte de sa directive « retour » visant à accélérer l'expulsion des étrangers sans papiers que les travaillistes britanniques empruntent un tournant anti-immigration, à l'image des sociaux-démocrates danois, que la France réduit à peu de chagrin les rares canaux de régularisation, que les Etats-Unis de Donald Trump multiplient les arrestations massives d'immigrés, l'Espagne choisit une tout autre trajectoire. Le 27 janvier, le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a annoncé l'ouverture d'une procédure de régularisation « exceptionnelle », prévue entre avril et juin, censée bénéficier à 500 000 personnes.

« Voici pourqu岸 l'Occident a besoin de migrants », a plaidé le premier ministre espagnol, dans une tribune au *New York Times*, parue le 4 février. Dans ce texte, il décrit les travailleurs sans papiers comme « essentiels à la vie quotidienne de chacun ». « Certains dirigeants ont choisi de les traquer et de les expulser par des opérations illégales et cruelles », dit-il. Son gouvernement, en revanche, a « opté pour une autre voie », pour des raisons d'« ordre moral », mais aussi « pragmatiques » : « L'Occident a besoin de population ». Face aux « dirigeants proches du mouvement MAGA » qui jugent la mesure « suicidaire », Pedro Sanchez lance un avertissement : « Ne vous laissez pas bernier. L'Espagne est en plein essor. »

En ce début de mars, dans le quartier cosmopolite de Vallecas, dans le sud-est de Madrid, le local du Distrito de Abogados (« quartier des avocats ») ne désemplit pas. Chaque jour, des personnes viennent se renseigner sur la procédure annoncée. Sur la vitrine, une grande affiche les invite : « Régularisation massive en Espagne. Viens t'informer sans engagement. » Pour le moment, il s'agit encore d'un projet de décret royal, en cours de consultation. Il doit être soumis pour avis au Conseil d'Etat, avant d'être approuvé en conseil des ministres. Selon ce texte, pour obtenir un titre de séjour d'un an, il faudra être arrivé en Espagne avant le 31 décembre 2025, y avoir résidé au moins cinq mois et ne pas avoir d'antécédent pénal.

Le pays comptait 840 000 personnes en situation irrégulière début 2025, contre 107 000 seulement en 2017, d'après la Funcas, un think tank qui s'appuie sur l'enregistrement des étrangers auprès des municipalités. Cette hausse s'explique surtout par l'afflux de ressortissants d'Amérique latine, fuyant les crises politiques et socio-économiques, bénéficiaires d'une dispense de visa.

#### UNE FORME D'ESCLAVAGE MODERNE

Raul Gamero, Salvadorien de 30 ans, espère que sa demande de régularisation aboutira avant la clôture de la procédure. Il a payé plusieurs centaines d'euros à un avocat pour que son dossier soit prêt. Arrivé en 2022, à Almería, en Andalousie, il a récolté des concombres et du chanvre, enchaîné les petits boulots de déménageur et de manoeuvre, payés 10 euros la journée. « J'ai vécu près de deux ans dans un appartement avec des Marocains, des Algériens, des Sénégalais, des Mauritaniens, des Maliens... », raconte-t-il. Le Salvadorien a connu la frustration de ne rien pouvoir entreprendre, lui qui a étudié l'informatique.

Une demande d'asile lui a ouvert le droit de travailler au bout de six mois d'instruction (la procédure peut prendre plusieurs années). Il s'inscrit alors à une formation de développeur à Madrid, signe un contrat d'agent de voyages pour Europ Assistance, car il maîtrise trois langues, puis réunit assez d'argent pour intégrer, à distance, un cursus d'ingénieur logiciel dans une université mexicaine. Mais, en mars 2025, le refus de sa demande d'asile le renvoie brutalement à l'irrégularité. Raul Gamero attend beaucoup du décret. « Je ne veux pas mendier, mais payer des impôts », lance-t-il.

« Quand tu es en situation irrégulière, tu es comme une ombre, mais avec les mêmes dépenses que les autres : tu comptes, mais tu ne comptes pas », dit Lorena Alvarez, 32 ans, originaire de Medellín, en Colombie. Pour elle, l'immigration irrégulière s'apparente à une forme d'esclavage moderne : faite d'horaires excessifs et de salaires déprimants. Elle en a fait l'expérience à son arrivée en Espagne, en février 2023. D'abord employée par un couple de Madrilènes pour garder leurs deux enfants, elle doit supporter que l'aîné, 3 ans, la traite de « pute ». A l'heure de la sieste, elle repasse du linge jusqu'à s'abimer le poignet. Malgré onze heures de travail par jour, son salaire mensuel ne dépasse pas 520 euros. « J'ai tenu trois mois avant de me fonder », confie-t-elle.

Ensuite, Lorena loue des costumes de personnages géants en peluche, dans l'espoir que des touristes prennent une photo à ses



# Immigration L'Espagne à contre-courant

Avançant des arguments économiques et moraux, le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez se prépare à régulariser au moins 500 000 travailleurs sans papiers. Le projet fait souffler un vent d'espoir parmi 840 000 étrangers vivant en situation irrégulière

côtés contre quelques pièces. Elle fait le ménage dans un restaurant mexicain pour 6 euros de l'heure, la plonge dans une cantine chinoise pour 10 euros, vend des empanadas dans la rue, s'occupe d'une femme presque centenaire pour 1000 euros par mois. Le tout non déclaré. Son premier dimanche chôme, elle se l'accorde en août 2024, lorsque sa fille de 12 ans parvient enfin à la rejoindre.

Trois mois plus tard, elle obtient une autorisation de travail, grâce à sa demande d'asile : pour accélérer la prise en compte, elle a dû payer 500 euros à un intermédiaire. Après un emploi en logistique chez Carrefour, puis des nuits passées à plier du linge pour Zara, elle

vient de se lancer dans du démarchage auprès de commerçants pour Amazon. Lorena n'a pas de regret : chaque euro qu'elle peut envoyer à sa famille en vaut quatre en Colombie. Peu optimiste quant à l'issue de sa demande de protection internationale, elle compte sur le décret de régularisation.

« Des milliers de demandeurs d'asile en Espagne sont déçus, ou attendent deux ou trois ans avant que leur situation soit examinée », constate Sidi Talebbaïta Hassan, avocat en droit des étrangers. Le décret royal est en grande partie destiné à ces personnes, qui n'ont pas dans le cadre classique de la régularisation. Depuis 2005, l'Espagne connaît de

fait une régularisation « au fil de l'eau », l'*arraigo* (« enrachement »), qui permet d'obtenir un titre de séjour lorsque l'on possède des attaches familiales ou si on réside depuis deux ans dans le pays et qu'on y suit certaines formations professionnelles.

Fin 2025, près de 380 000 personnes détenaient un titre de séjour *arraigo*. Un chiffre en forte hausse, mais qui n'a pas suivi le rythme des flux migratoires. Une « bulle » de sans-papiers s'est ainsi formée, alimentée par la réforme de 2025 : la période pendant laquelle une demande d'asile est examinée ne compte plus dans le calcul de l'ancienneté requise – une mesure visant à empêcher le



**Mouloud Boubakour, 56 ans, originaire d'Algérie, en situation irrégulière, espère bénéficier de la procédure de régularisation exceptionnelle mise en place par le gouvernement. A Orihuela (Espagne), le 5 mars.** (CESAR DEZFULI POUR LE MONDE)

détournement de la protection internationale à des fins de migration économique.

Directrice des études sociales à la Funcas, l'économiste Maria Miyar déplore l'absence d'une politique migratoire anticipée, au profit d'un modèle de «laissez faire» qui corrige ponctuellement des régularisations exceptionnelles. Entre les années 1980 et 2006, plus de 1,25 million de personnes en ont bénéficié à travers six opérations majeures : deux sous José María Aznar (Parti populaire, PP) en 2000 et 2001, et quatre sous Felipe Gonzalez et José Luis Rodriguez Zapatero (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE), en 1986, 1991, 1996 et 2005.

«Même si le nombre de programmes de régularisation en Europe a diminué à partir de 2008, sous l'effet de la crise et de l'élargissement de l'Union, ce que fait l'Espagne n'est pas exceptionnel», estime Laetitia Van der Venet, chargée de plaider au sein du réseau Platform for Undocumented Migrants. «L'Italie a voulu régulariser 200 000 personnes en 2020, la Grèce 30 000, entre 2023 et 2024, l'Irlande environ 10 000, en 2022, énumère-t-elle. C'est surtout l'échelle qui est différente dans l'histoire récente.»

#### SOUTIEN DU PATRONAT ET DE L'ÉGLISE

«Depuis la récession liée à la crise financière, aucun pays n'a procédé à une telle régularisation de masse», précise l'économiste Juan Monras, professeur à l'université Pompeu Fabra de Barcelone. Une étude qu'il a coécrite sur la procédure espagnole de 2005, concernant près de 580 000 étrangers, démontre un apport moyen de 4 000 euros par personne régularisée et par an, grâce à la hausse des recettes fiscales, sans qu'aucun «appel d'air» migratoire n'ait été signalé.

Des arguments répétés par les soutiens du projet de décret royal : la mesure bénéficiera à des personnes déjà présentes sur le territoire, mais reléguées à l'économie souterraine. La situation de ces personnes serait, selon eux, une perte pour les finances publiques d'un Etat parmi les plus dynamiques d'Europe.

Dont le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,8 %, en 2025, là où la croissance de la zone euro se situe à 1,5 % en moyenne. Selon une étude de la Funcas, l'immigration est à l'origine de près de la moitié de la hausse du PIB espagnol depuis 2022, tout en présumant le pays du déclin démographique. Cela explique le soutien du patronat, en particulier dans l'hôtellerie-restauration et le bâtiment. «Nous avons un besoin impérieux de logements – c'est la principale préoccupation des Espagnols – et de 700 000 travailleurs», justifie Pedro Fernandez Alen, président de la Confédération nationale de la construction. Sur le site de l'organisme de formation paritaire du secteur, dans la banlieue nord-est de Madrid, des personnes suivent chaque jour des modules d'électricité, de plomberie ou encore d'installation de panneaux solaires : plus du tiers d'entre elles sont étrangères.

Dans les allées, on croise José Carlos Vargas Hurtado, un Péruvien de 44 ans, qui apprend à conduire des engins de chantier aux côtés de Ziad Khalaf Al-Chatada, réfugié de 22 ans, originaire du sud du Liban. Dans un hangar, Juan Andres Vasquez Hidalgo, demandeur d'asile vénézuélien de 24 ans, s'initie à la maçonnerie. En 2025, plus d'un emploi sur quatre nouvellement créé était occupé par un étranger, dans un pays où le taux de chômage vient de passer sous la barre des 10 %.

Jorge Ricardo Guevara Polo ne doute pas que, s'il est régularisé, il trouvera un «emploi stable». Ce Péruvien de 66 ans, installé en Espagne depuis plus de trois ans, fait de la conciergerie et du ménage pour des logements loués sur Airbnb. Il en récolte environ 500 euros par mois, au noir. Il n'attend «pas grand chose de la vie», si ce n'est de pouvoir la poursuivre «tranquillement». Il est menacé d'expulsion du modeste appartement qu'il partage avec deux hommes, au dernier étage d'un vieil immeuble de Madrid. Le titulaire du bail, la Fondation 26 de Diciembre, qui vient en aide aux seniors de la communauté LGBT+, s'est désengagé. Jorge est aujourd'hui accompagné par La Merced

Migraciones, une structure qui intervient auprès des migrants, mais aussi par l'organisation catholique Caritas et par la paroisse de son quartier, où il participe aux activités liturgiques avec ferveur. L'Église s'est révélée être un soutien supplémentaire essentiel à la régularisation, dans un pays où plus de la moitié des habitants se déclarent catholiques. Le jour de l'annonce du décret, M<sup>re</sup> Luis Argüello, président de la Conférence des évêques d'Espagne, a salué une mesure «reconnaissant la dignité humaine», rappelant qu'elle bénéficie d'une assise populaire.

En 2020, au plus fort de la pandémie de Covid-19, alors que le rôle des travailleurs dits «essentiels», souvent immigrés, a été mis en lumière dans l'agriculture, les services à la personne ou la santé, la plateforme citoyenne Regularización.Ya (régularisation maintenant) voit le jour. L'objectif : soutenir une initiative législative populaire, un mécanisme permettant à 500 000 citoyens espagnols, grâce à une pétition, de saisir les députés afin qu'ils statuent sur une proposition de loi. En 2022, une collecte de signatures est lancée, soutenue par plus de 900 organisations, dont les partis de gauche Podemos et Sumar. «C'a été un travail de rue», se souvient l'un des porte-voix de Regularización.Ya, le militant canarien Redwan Badouh Bejjaj. «Chaque paroisse a participé : le sujet était abordé à la sortie des messes, après l'eucharistie», rapporte le prêtre Fernando Redondo, directeur du département des migrations à la Conférence épiscopale espagnole. À la fin de cette année-là, plus de 700 000 parafonts ont été réunis.

Dans ce pays en perpétuelle période électorale, il faudra attendre avril 2024 pour que le Parlement valide l'initiative législative populaire, par une majorité de 310 voix, contre 33 voix opposées, du parti d'extrême droite, Vox. Le projet est néanmoins bloqué faute de majorité législative : le PP, principal parti de droite, durci sa position sur l'immigration, tandis que Junts (anciennement Junts per Catalunya, «ensemble pour la Catalogne»), indépendantiste, s'y oppose.

La mobilisation se poursuit pourtant, jusqu'à coïncider avec l'agenda gouvernemental. Empêtré dans des scandales de corruption et de harcèlement sexuel, affaibli au point de ne pas avoir voté de budget depuis 2022, le PSOE, au pouvoir, note un pacte avec Podemos, pour éviter l'effondrement. «Le gouvernement offre la régularisation par décret à Podemos, en échange de quoi ce dernier accepte le transfert de compétences en matière d'immigration que réclame Junts per Catalunya, dans l'espoir que ces deux partis votent le budget, résume le politologue Pablo Simon. Sur le plan international, Pedro Sanchez a aussi choisi d'assumer des positions éloignées de celles de sa famille politique social-démocrate. Cela lui permet de projeter une image plus progressiste et de consolider, en interne, son soutien auprès du reste de la gauche espagnole.»

Cette posture ne dit pas tout de la politique migratoire de ce pays aux frontières extérieures de l'Europe. «La rhétorique de Sanchez est une chose, mais cela n'empêche pas l'Espagne de payer le Maroc pour tenir sa frontière», souligne M. Simon. Son mandat aura été marqué par l'épisode de plus meurtrier jamais survenu à la frontière du Maroc et des deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, lorsque, le 24 juin 2021, au moins 23 migrants africains ont péri en tentant de forcer le passage pour entrer à Melilla.

#### «NOUS VALORISONS LA DIVERSITÉ»

Avec la régularisation, les socialistes jouent une autre partition. Le père Redondo voit l'Espagne comme un «contre-courant éthique en Europe», fidèle à l'Évangile, garant de «cohésion et de justice sociales». Les Espagnols seraient-ils plus ouverts que leurs voisins européens ? «Il existe un consensus global, y compris parmi les électeurs de droite, autour d'une vision pragmatique de l'immigration», lit-on dans une étude publiée, en août 2025, par le think tank de gauche Terra Nova, qui s'appuie sur l'Eurobaromètre standard de 2024. Dans celui-ci, 66 % des Espagnols affirment que les immigrés contribuent positivement à leur pays, dans une Europe beaucoup plus partagée (53 %). L'ancien ministre du travail socialiste et frontiste de la régularisation de 2005, Jesus Caldera voit ce «consensus» comme le fruit de plusieurs facteurs : «L'économie, mais aussi un facteur social et culturel. Nous valorisons la diversité, et notre discours publie favorise l'intégration.» A plus forte raison lorsqu'il s'adresse à des populations majoritairement hispanophones, catholiques et blanches. Si les Marocains constituent la première communauté extra-européenne en Espagne, «71 % des personnes en situation irrégulière sont des Latins», relève M<sup>re</sup> Miyar. Or, selon le rapport 2005 sur l'impact du racisme en Espagne, la population latino-américaine

blanche est celle qui subit le moins de discrimination ethnique.

L'Espagne est aussi un pays où l'extrême droite s'est développée plus tardivement qu'ailleurs en Europe. Dans une note de 2019, le think tank Fondapol lie ce retard à l'«incapacité [de la droite radicale] à générer un discours séduisant, à sa nostalgie du passé phalangiste, à ses flirts avec la violence et à l'absence de leadership». «Le pays a longtemps été une terre d'émigration, ce qui peut favoriser l'acceptation d'une société évoluant dans sa composition démographique», avance Benjamin Biard, politiste au Centre de recherche et d'information socio-politiques de Bruxelles. L'Espagne n'est devenue un pays d'immigration qu'à partir des années 1990-2000, en corrélation avec sa croissance économique.

Aujourd'hui, avec 18,6 % d'immigrés (9,1 millions de personnes), elle se situe au 9<sup>e</sup> rang européen, derrière l'Allemagne et la Belgique, mais devant la France et le Danemark. «L'Espagne a aussi une histoire autoritaire, avec une idéologie d'extrême droite au pouvoir, sous Franco [1939-1975]», poursuit M. Biard. Le parti Vox – troisième force électorale du pays – a été fondé fin 2013 et n'a intégré des exécutifs régionaux qu'en 2018, en se présentant comme principal opposant au processus d'indépendance de la Catalogne, sans rapport avec la question migratoire.

#### HAUSSE DES INCIDENTS RACISTES EN 2025

«Aucun pays n'est immunisé contre la montée de l'extrême droite», rappelle cependant M. Biard, et certains redoutent que la régularisation n'exacerbe la polarisation de la société. Comme partout, la question migratoire suscite de la crispation. Travailler social pour l'association d'aide aux migrants Colombres, basée dans le sud-est de l'Espagne, Kader Boughaffour constate une hausse des incidents racistes en 2025. En dehors de Madrid, la façade méditerranéenne accueille la part la plus élevée d'immigrés. «La tension politique réajuste à travers des problèmes du quotidien, entre voisins», rapporte M. Boughaffour, dans son bureau d'Orihuela (province d'Almería, en Andalousie), aux portes du «potager de l'Europe», où la récolte est assurée par une main-d'œuvre étrangère.

Mouloud Boubakour, Algérien de 56 ans, est arrivé en bateau («bateau») en 2024. Sans papiers, il accepte des journées d'ouvrier agricole pour 40 euros, dans les champs de choux-fleurs ou les plantations d'agrumes. Le soir, il rejoint son fils de 9 ans dans un appartement humide où logent 10 autres immigrés, maliens et marocains. L'eau chaude est rare et la cuisine si exigüe que des frigos sont installés sur la terrasse. Pour ce logement, M. Boubakour paie 350 euros par mois aux «Marcos Brothers», trois frères qui se présentent comme un Instagram comme des millionnaires adeptes de CrossFit. Ils sont accusés d'avoir agressé un locataire marocain pour un retard de loyer – une affaire qui fait l'objet d'une enquête. Récemment, ils ont menacé M. Boubakour par message : «Tu dois beaucoup d'argent et tu es toujours en retard ; je viens te mettre à la porte.» Ce dernier vit dans la peur.

Cinquante kilomètres plus au sud, à Torrechaco (Murcie), le souvenir reste vivace de l'attaque des migrants de juillet et août 2024. L'violente agression d'un retraité, attribuée à des jeunes Nord-Africains, avait déclenché des expéditions punitives, pilotées par des groupes d'extrême droite. Un rapport de l'Observatoire contre la haine et la xénophobie a recensé environ 33 000 messages haineux sur les réseaux sociaux en une seule journée, dont 91 % visaient les personnes originaires d'Afrique du Nord, qualifiées de «vermines» et «tenues responsables de la criminalité». «Cet événement s'inscrit dans un contexte plus large de tensions sociales et d'hostilité accrue envers les étrangers», est-il rappelé dans le document.

A Torre-Pacheco, la peur s'est dissipée, mais l'enjeu demeure. «On doit travailler au vivre-ensemble, met en garde Juan Antonio Segura Lucas, directeur général de la Fondation Cepaim, qui vient en aide aux migrants. La coexistence ne suffit pas : il faut démonter les frontières intérieures qui séparent dans nos quartiers.» Dans un café de la ville, les vies se croisent sans vraiment se rencontrer. La patronne, qui se fait appeler Lily, assure ne pas être raciste, mais juge qu'il y a trop d'immigrés et – s'appuyant sur la tentative de vol de la voiture de sa fille – qu'ils amèneraient de la délinquance. Cependant, sa clientèle est largement composée. Il y a, ce matin-là, un jeune Marocain qui tue le temps, et des clients subsahariens habitués de ses machines à jeu. Derrière le comptoir s'active Roxine Navarro Alba, la serveuse cubaine âgée de 25 ans. Si son cas est régularisé grâce au décret royal, elle reprendra ses études de médecine : elle sent comme un vent d'éprouve. ■

# Iran Le quotidien des habitants de Téhéran pris dans la guerre

Ces images d'un photographe iranien qui a souhaité garder l'anonymat, que publie « Le Monde », offrent une fenêtre unique sur la capitale de 14 millions d'habitants, maintenue dans l'obscurité médiatique depuis le 28 février

**E**n Iran, les tragédies se succèdent sans répit. Chaque nouvelle crise chasse la précédente, laissant la société épuisée, empêchée de panser ses blessures. Sous le joug d'un régime autoritaire aux abois, et coupés du reste du monde, les Iraniens semblent avoir perdu leur voix et leur visage. Ce reportage, réalisé à Téhéran, ouvre une rare fenêtre sur cette mégapole de 14 millions d'habitants, maintenue dans l'obscurité médiatique. Ces images témoignent de la vie quotidienne et des secousses d'une guerre qui bouleverse jusqu'aux gestes les plus ordinaires.

Depuis le début des frappes israéliennes, le 28 février, les échanges entre les Iraniens restés au pays et leurs proches à l'étranger se sont encore taris. Le régime a instauré un huis clos numérique : 99 % des utilisateurs sont désormais privés d'accès à Internet. Quelques visas, délivrés au compte-gouttes, sont encore accordés à la presse internationale. Les photographes iraniens, eux, travaillent sous étroite surveillance.

D'autres, dépourvus d'accréditation, choisissent la clandestinité – au risque de leur liberté, parfois de leur vie. Le photographe dont nous publions aujourd'hui les images appartient à cette dernière catégorie. Pour sa sécurité, il a souhaité garder l'anonymat.

Pour transmettre ses photos, il doit se faufiler à travers les mailles de la censure, en contournant Internet par des VPN devenus hors de prix. Un gigaoctet – l'équivalent d'une cinquantaine de vidéos sur Instagram – coûte près de 1 million de tomans (environ 6 euros), soit presque un vingtième du salaire minimum. Pour la majorité des Iraniens, cette somme rend toute connexion impossible.

Ses images révèlent une société iranienne plus fracturée que jamais. D'un côté, les soutiens du régime, confortés dans leurs certitudes après l'assassinat du Guide suprême, Ali Khamenei, tué dans les frappes du 28 février, bientôt suivi par celui d'autres figures du pouvoir. Face à ce qu'ils perçoivent comme une menace existentielle contre la République islamique, leur loyauté envers le pouvoir s'en est retrouvée renforcée.

De l'autre, les opposants, qui veulent la chute du régime à tout prix, surtout après la répression sanglante des manifestations des 8 et 9 janvier, qui aurait fait des dizaines de milliers de victimes civiles – un bilan encore impossible à établir avec précision.

Entre ces deux camps irréconciliables, une grande partie de la population iranienne demeure prise au

piège : celle qui rejette le régime, mais refuse tout autant la destruction de son pays.

« Mes amis et moi sommes traversés par des sentiments contradictoires, confie le photographe. Après les massacres de janvier, je pensais qu'une intervention extérieure, comme au Venezuela, pourrait nous libérer de la République islamique. Aujourd'hui, je ressens tout autre chose : je suis opposé à la guerre. Elle ne nous offrira ni liberté ni pays rêvé. Elle détruit toute initiative et anéantit nos acquis civils. Pour ce régime totalitaire, la guerre est une aubaine : elle lui permet de resserrer davantage son emprise sur la population. »

Les effets de la guerre se font déjà sentir : la présence policière s'est accrue dans l'espace public, le régime durcit la répression. Sur le plan économique, beaucoup ont perdu leurs moyens de subsistance. Même les boutiques en ligne, qui espéraient reprendre souffle à l'occasion de Nowrouz, le Nouvel An iranien, vacillent, au bord de la faillite.

## « Déconnecté de notre vécu »

Le photographe ne se fait guère d'illusions et doute qu'Israël et les États-Unis se soucient de la liberté des Iraniens. « Sous couvert de "libérer le peuple", ils cherchent avant tout à légitimer leurs propres actions », dit-il. Le plus douloureux pour lui est de voir ses compatriotes pris entre plusieurs forces destructrices : le régime iranien, Israël et les États-Unis. « Nous, le peuple, sommes les plus vulnérables. »

S'informer est devenu presque impossible. « Ni les médias d'État [qui diffusent le discours officiel, exagérant les pertes israéliennes et américaines et minimisant celles qu'a subies l'Iran] ni certaines chaînes étrangères, comme Iran International [diffusée à partir de Londres, proche du discours américano-israélien], ne reflètent fidèlement la réalité, déplore-t-il. Iran International parle de "soutien" ou d'"aide" au peuple iranien plutôt que de guerre : un langage déconnecté de notre vécu. Vers qui, alors, les Iraniens peuvent-ils se tourner ? »

Malgré les risques, le photographe a choisi de rester à Téhéran. « Ces jours doivent être documentés. Toutes les dimensions de cette guerre doivent l'être. Il ne faut pas laisser s'imposer une version unique – notamment celle du pouvoir. Tous les groupes doivent être visibles, au-delà des frontières et des idéologies. » Photographe, pour lui, c'est retrouver une voix, « un peu de dignité », et affirmer une volonté que la guerre et le régime cherchent à lui confisquer. ■

GHAZAL GOISHIRI



Un mémorial consacré aux enfants tués par des bombardements, le 28 février, dans une école primaire de Minab, dans le sud du pays.

On y lit : « Enfants tués à ce jour dans la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran : 237. » A Téhéran, le 20 mars.

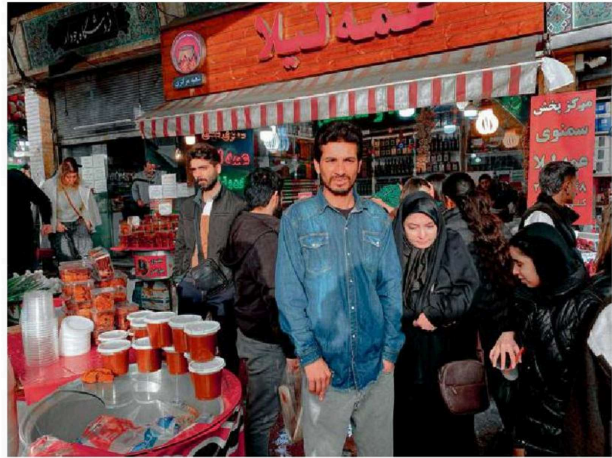


Devant les panaches de fumée liés aux bombardements, un panneau, installé après l'assassinat d'Ali Khamenei, proclame que l'héritage du Guide suprême survivra à sa mort. A Téhéran, le 3 mars.





A Téhéran, le jour de Norouz, le Nouvel An du calendrier persan, le 20 mars.



Le bazar de Tajrish, dans le nord de Téhéran, le 20 mars, jour du Nouvel An iranien.

Ci-dessous : une femme s'effondre après l'annonce officielle de la mort du Guide suprême Ali Khameneï, le 1<sup>er</sup> mars.



Ci-dessous : une fête underground dans la banlieue de Téhéran, la nuit du 20 au 21 mars.

Deux humanitaires du Croissant-Rouge iranien, lors de recherches des survivants dans les décombres d'un immeuble de la capitale, le 11 mars.



La fumée provoquée par les bombardements israéliens et américains recouvre Téhéran, le 1<sup>er</sup> mars. Dans le ciel, deux stries rouges : le système de défense anti-aérien iranien en action.





**Thierry Meignen, à l'hôtel de Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), le 22 mars.**  
(CAMILLE MILLERARD) / DIVERGEANCE POUR LE MONDE

# Le Blanc-Mesnil dans la tourmente Meignen

Après l'élection de Demba Traoré, le 22 mars, le sénateur et candidat LR battu dans cette ville de Seine-Saint-Denis a dénoncé des « irrégularités majeures ». Des habitants témoignent, eux, de la dérive clientéliste de l'ancien édile

Des huées contre un ancien maire battu, un élu issu des quartiers porté en triomphe, une instrumentalisation décriée par des leaders politiques, des accusations de fraude électorale, des menaces rapportées dans un article du *Monde* contre un journaliste pour ses investigations – qui choquent au point de pousser le président du Sénat, Gérard Larcher, à réagir. Voilà tout ce que concentre Le Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, au lendemain des élections municipales. Le *Monde* était le seul média présent dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville, à l'issue du second tour, dimanche 22 mars.

Tout commence par la scène, filmée à la mairie, ce soir-là : les images tournées par *Le Monde* sont d'emblée relayées par les réseaux identitaires, assorties de commentaires racistes. Elles sont ensuite diffusées dans les journaux télévisés, et reprises dans le talk-show de Pascal Praud, sur CNews, comme le symbole d'une humiliation et de violences à l'égard d'un maire sortant. Voici les faits. Vers 21 h 50, la foule des soutiens du vainqueur, Demba Traoré, s'est rassemblée à la mairie.

À 22 h 40, Thierry Meignen arrive dans la salle des fêtes, entouré de policiers municipaux. C'est lui, le candidat des Républicains (LR) défait, sénateur et maire du Blanc-Mesnil jusqu'en 2021 – il revendique rester depuis le maire officieux de la ville –, qui vient proclamer les résultats, et non, comme de coutume, l'édile en poste, Jean-Philippe Ranquet. Sans jamais saluer la victoire de Demba Traoré, Thierry Meignen énonce les résultats, parle d'un scrutin entaché d'« irrégularités majeures » et annonce un recours pour annulation.

La foule le hue bruyamment ; le sénateur repart – il n'y a pas de violence physique à son égard –, accompagné par les policiers municipaux et filmé par des centaines de smartphones. L'assistance laisse alors éclater sa joie, scandant : « Demba! Demba! ». Les habitants font sauter sur leurs épaules le maire élu, Demba Traoré, 40 ans, candidat sans carte ni parti, qui a pris la tête d'une coalition de gauche au second tour. Plusieurs vidéos de participants, récupérées par *Le Monde*, montrent la scène sous différents angles. « Il n'y a pas eu de heurts, mais de la liesse et du mécontentement contre la politique de M. Meignen », résume Demba Traoré, qui a plusieurs fois appelé ses partisans à la retenue. Deux jours plus tard, le

24 mars, la maison d'édition Stock et le journaliste Nassira El Moaddem déposent une plainte contre Thierry Meignen. Publié en février, le livre-enquête de cette dernière, *Main basse sur la ville. Enquête au Blanc-Mesnil* (Stock, 504 pages, 23,90 euros), a dévoilé les dessous du système Meignen dans cette ville de 60 000 habitants.

Au cours d'un entretien avec *Le Monde* – enregistré, vendredi 20 mars, avec son accord dans le bureau qu'il occupe à la mairie, soit deux jours avant le second tour des municipales –, Thierry Meignen a laissé éclater sa colère contre le journaliste : « Je vais la fouetter, j'irai au bout, elle va mourir, le tué ». Au sujet de l'expression « fouetter », réitérée six fois au cours de l'échange, le sénateur assume : « C'est la mienne. Je vais vous la ressortir parce que c'est ce qu'elle mérite ».

L'ancien maire a dit son intention de déposer une plainte pour diffamation, persuadé que le livre a été financé par le Parti communiste pour lui nuire. Il n'avait pas souhaité répondre aux sollicitations de la journaliste, ni faire saisir l'ouvrage à sa sortie, pour éviter, disait-il, de lui faire de la publicité. Au Sénat, le président du Groupe socialiste, Patrick Kanner, a dénoncé des mots « contraires à l'obligation de dignité et de probité », et réclamé « des décisions qui s'imposent », rejoint par les autres groupes de gauche. Le lendemain, Gérard Larcher a saisi le comité de déontologie du Sénat.

## PAS UNE PREMIÈRE

Des cris et des huées au soir d'un basculement électoral ne sont pas une première. Le 30 mars 2014, quand Thierry Meignen conquiert – à 209 voix près – ce fief historique de gauche, après quatre-vingts ans de règne communiste, les « cocos » partent tête baissée. « Le maire sortant, Didier Migron, a eu bien du mal à se faire entendre, interrompu constamment par les partisans déchaînés de Thierry Meignen. « Rends les clés », « Rends l'écharpe », « Vous n'êtes plus chez vous », « Du balai! », lui lançaient-ils, pleins de véhémence, retrace Nassira El Moaddem dans son livre. Au lieu de calmer les esprits qui s'échauffaient, le candidat de droite [Thierry Meignen] a hué à son tour Didier Migron ». L'ancien maire communiste quittait la salle « sous les sifflets et les whistlers ».

Après la victoire de Demba Traoré, Thierry Meignen déclare dans *Le Figaro* que « le département est foutu », car « levote communautaire et le clientélisme qui ont à l'œuvre en Seine-Saint-Denis sont la preuve qu'on ne peut pas

grentifier le 93 ». Pourtant, neuf mois avant son élection de 2014, il avait utilisé le calendrier du ramadan d'une association musulmane en y accolant sa photo : « Thierry Meignen vous souhaite un ramadan mubarak », pouvait-on y lire. Il en avait tiré 2 000 exemplaires, que son équipe distribuait à la sortie d'une mosquée située dans le nord de la ville, et dans les boîtes aux lettres aux noms à consonance arabe, précise Nassira El Moaddem dans son enquête. Il avait aussi rencontré des membres d'une association musulmane : « L'idée était simple, c'étaient les voix des musulmans contre l'obtention d'une mosquée et d'une école musulmane privée », raconte un participant à la réunion.

Mais, une fois élu, Thierry Meignen fait traîner ces projets. À l'approche des élections municipales de 2020, il fait campagne à l'intérieur d'une autre mosquée de la ville, aux côtés de l'imam, en brandissant un permis de construire. Pour la campagne de 2026, il se déplace devant cette mosquée, vendredi 20 mars, jour de l'Aïd. De son côté, Demba Traoré s'abstient de prendre la parole dans ce lieu de culte.

D'après l'enquête de Nassira El Moaddem, ce clientélisme s'est perpétué, dons de matériel médical aux Comores contre des voix de la diaspora franco-comorienne de Seine-Saint-Denis pour faire élire sa femme, Christine Cerigone, aux législatives de 2017, ou encore la construction d'un mausolée pour la communauté tamoule – payé par la ville pour 120 000 à 200 000 euros – pour sa réélection en 2020.

D'autres méthodes clientélistes ont pu avoir cours lors du scrutin de 2026. Selon nos informations, des dizaines d'habitants du Blanc-Mesnil, logés en HLM, ont été incités à voter par procuration pour Thierry Meignen en échange d'une promesse d'étude de leur dossier de demande de logement.

Dans la cité des Tilleuls, quartier populaire de 10 000 habitants, une expression est même passée dans le langage courant : « avoir son appartement par procuration ». L'un des habitants – qui ne souhaite pas voir son identité publiée dans la presse – vivait au sous-sol du pavillon de ses parents, avec sa compagne enceinte, avant d'obtenir un trois-pièces en HLM. Il raconte : « La dame de la mairie m'a conseillé de faire une procuration pour Thierry Meignen, pour que ça passe plus facilement en commission. Je l'ai fait au commissariat, juste avant l'élection. Ma femme aussi. Après, j'ai appris que c'était un ami à Zemmour. J'ai regretté, ma voix est partie à M. Meignen ». Un autre habitant a

été appelé dans l'entre-deux-tours par un élu de la majorité de Thierry Meignen. Mercredi 17 mars, il reçoit un coup de téléphone : « Bonjour, c'est M. Viltart, élu adjoint au logement. J'ai votre dossier sous les yeux, on vous a donné un appartement en 2023. C'est moi qui ai validé votre dossier. » Puis il lui a demandé : « Est-ce que la famille s'est agrandie? », se rappelle le père de famille. J'ai dit, oui, j'ai trois enfants. Ah! Il faut penser à prendre plus grand! ». Cet habitant avait justement renouvelé sa demande pour un quatre-pièces. « Il m'a dit : Vous êtes au courant qu'il y a un deuxième tour? Vous allez voter pour qui? Je réponds que je vais voter pareil qu'au premier tour. Il m'a dit : Vous avez voté pour Thierry Meignen? Faut pas laisser l'extragauche prendre la ville. Je n'ai pas répondu, il a compris que je n'étais pas celui qu'il fallait appeler... » D'après cet électeur, l'élu aurait conclu ainsi : « Ecoutez, si votre vote est pour Meignen, prenez mon numéro, enregistrez-le, si je suis encore là lundi, n'hésitez pas à m'appeler, on fera avancer votre dossier pour vous trouver plus grand. » Le numéro est bien celui de l'adjoint au logement, Jacky Viltart. Contacté, il n'a pas répondu au *Monde*.

Vendredi 20 mars, dans le bureau du maire, Thierry Meignen, confiant, s'attendait à un « raz de marée » en sa faveur, car avec « les racailles qui tourment en ville, les gens sont affolés ». En cas de victoire, il imaginait un recours de ses adversaires, « parce que les communistes sont toujours mauvais perdants ». Et si le scrutin ne tombait pas en sa faveur? « Si je suis battu, je partirai. Je ne ferai pas de recours », assurait alors l'édile. Et tout en résumant ses éléments pour contester le résultat des urnes.

En cause, le bureau de vote numéro 17, dans la cité des Tilleuls, où il dénonçait « un blocus » et des pressions de « toutes ces racailles ». Des policiers ont patrouillé – à cheval, à moto, à pied – devant le bureau de vote, dimanche 22 mars. Sur place, *Le Monde* n'a assisté à aucun incident ni intimidation. Ce bureau a comptabilisé 555 voix pour Demba Traoré, contre 142 pour Thierry Meignen. Dans ce quartier populaire, la confiance envers l'ancien maire est rompue. La plupart des habitants partent de ses promesses trahies – comme celle de rendre la cantine scolaire gratuite pour les enfants de la ville –, mais aussi de la privatisation calamiteuse des centres sociaux, d'insultes à caractère raciste ou des représailles contre des associations perçues comme des opposants politiques.

## « BÉTON-MESNIL »

Thierry Meignen n'hésitait pas, à l'inverse, à attribuer de généreuses subventions à des associations dans plusieurs quartiers. Devant nous, il ne nie pas avoir décidé de verser, en décembre 2020, 20 000 euros à une association fondée et dirigée par Sarah Knafo : « Je dis à Sarah : Je prends ton truc, je t'aide. » Créée deux mois plus tôt, l'association Alexandre & Aristote, domiciliée dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sans salariés, promeut la lecture mais n'a aucun lien avec le Blanc-Mesnil.

En plus de la subvention allouée à l'association, il a versé diathèque du Blanc-Mesnil, notamment le pour 18 000 euros de livres. Dans la liste des ouvrages à acheter, les bibliothécaires découvrent six livres d'Eric Zemmour, parmi d'autres titres d'auteurs d'extrême droite, révèle Nassira El Moaddem. Thierry Meignen assure que Sarah Knafo a remboursé ces 18 000 euros à la ville en décembre 2025.

Vijay Monany, ancien directeur de cabinet à la mairie du Blanc-Mesnil et visage du parti d'Eric Zemmour (Reconquête!), reste proche de Thierry Meignen – il se trouvait à la mairie du Blanc-Mesnil vendredi 20 mars. Vijay Monany a été élu conseiller départemental en 2021, en binôme avec Angela Segura, l'ex-compagne de Demba Traoré – qui a publié une vidéo à quarante-huit heures du second tour des municipales, relayée par les réseaux identitaires, pour discréditer le candidat de gauche.

Dans l'entre-deux-tours, nombre d'habitants, employés par la mairie, évoquaient leur peur d'aller au travail et des évictions brutales. « Il faut marquer votre territoire quand vous arrivez, vous êtes obligés de dire : C'est moi le patron! », justifie Thierry Meignen, en évoquant des problèmes d'« incompétence » des agents évincés.

Dans son livre, Nassira El Moaddem révèle comment le maire demandait à ses services d'attribuer des marchés publics, à hauteur de centaines de milliers d'euros par an, à ses soutiens. « C'est totalement illégal », témoigne Bertrand Delecluse, ex-directeur des services techniques de la ville. Les habitants, qu'ils soient pour ou contre l'ancien maire, dénoncent l'ère Meignen comme celle de « Béton-Mesnil », un électorat pour les promoteurs immobiliers. Après du *Monde*, Thierry Meignen ne timait malversation.

Depuis dimanche 22 mars, son équipe s'emploie à détruire des documents des services techniques de la ville à la broyeuruse, transporter par sacs entiers à la déchetterie avec des véhicules appartenant à la mairie du Blanc-Mesnil. « S'il y a eu des magouilles avec les promoteurs, on va tout vérifier », prévient Mustapha Chirif, élu sur la liste de Demba Traoré. La nouvelle équipe municipale annonce un audit complet des comptes de la mairie. ■

IVANNE TRIPPENBACH

# Jean-Pierre Faye

## Ecrivain

L'écrit Jean-Pierre Faye, né le 19 juillet 1925 à Paris, est mort le 26 mars à Toulouse, à l'âge de 100 ans, a annoncé sa famille au Monde. Avec lui disparaît une figure éminente de la vie littéraire et intellectuelle française de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Silhouette singulière, difficile à situer, car Jean-Pierre Faye s'est délibérément placé au carrefour de disciplines multiples et de genres littéraires divers. Philosophe de formation puis de profession, il fut en même temps poète, romancier, dramaturge. Il se fit aussi historien, linguiste, théoricien de la narration et de ses métamorphoses, n'acceptant jamais d'être enfermé dans une expertise close. Par ses engagements successifs, ses querelles, ruptures et polémiques, ce créateur polyphonique a souvent défié la chronique parisienne. Il demeure l'auteur d'une œuvre considérable, qui compte plus de 70 volumes.

Il semble que cette multiplicité de talents et de centres d'intérêt lui ait été naturelle. Après l'exode face à l'armée allemande et une jeunesse cachée à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), où il vit à l'affût des bruits du monde et des mots qui font l'histoire, il publie, à 20 ans, ses premiers poèmes. Dans l'immédiat après-guerre, revenu à Paris, il décroche une licence de droit et de sciences économiques et une licence de philosophie, puis un diplôme de philosophie sous la direction de Gaston Bachelard, avant de passer une année au Musée de l'Homme, en suivant les cours d'anthropologie de Claude Lévi-Strauss.

Reçu deuxième à l'agrégation de philosophie en 1950, il est professeur au lycée de Reims, puis passe une année à l'université de Chicago. Ensuite viennent l'université de Lille et celle de la Sorbonne, avant son entrée au CNRS en 1960. Il y deviendra directeur de recherche en 1983. Cette carrière universitaire n'est toutefois qu'une des facettes d'une biographie multiple où se combinent, dans un parcours exceptionnel, parfois malaisé à saisir, création romanesque, théorie de la littérature, recherches sur l'histoire du nazisme, mais aussi engagements militants et batailles d'idées.

Un inventaire de ce foisonnement évoquera d'abord ses créations littéraires, qui s'ouvrent avec *Entre les rues* (1958). Imaginé dans le bateau qui le conduit vers Chicago en 1954, ce périple d'un narrateur lobotomisé, qui perd de vue les angles du monde, des récits et des corps, se prolongera dans une série de six fictions, con-

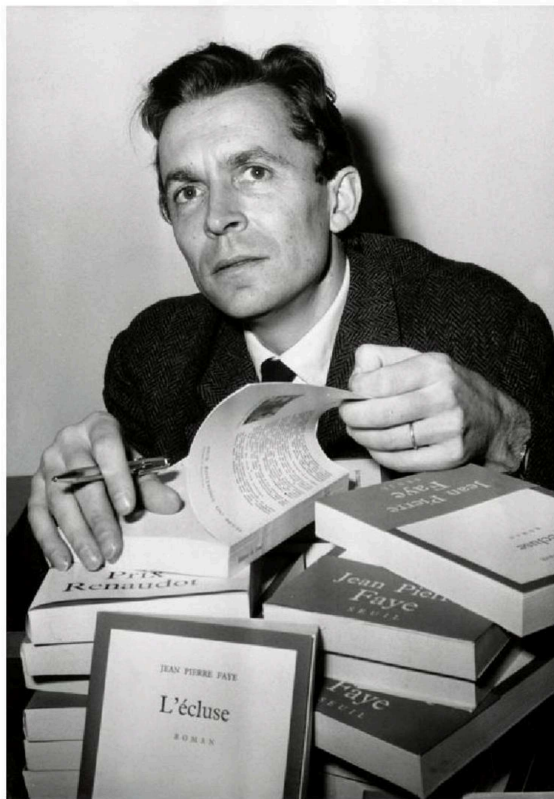
sacrées aux lieux et à l'espace, intitulée *Hexagrammes*. La cinquième d'entre elles, *L'Écluse* (Seuil, 1964, réédition Hermann en 2009), évoque sans la nommer la ville de Berlin au temps du Mur. Le prix Renaudot récompense ce récit inquiet à l'atmosphère étouffante. Sept autres fictions s'ajouteront à cette première série, depuis *Inferno, versions* (Seignères-Lafont, 1973) jusqu'à *La Bataille de Leda* (Hermann, 2008), sans oublier 13 volumes de poésie, échelonnés entre 1959 et 2011, certains illustrés par des dessins et des peintures d'artistes, notamment Titus-Carmel, Arman et Anne Slack.

Cette activité littéraire et poétique n'est pas séparée des élaborations théoriques que construit Jean-Pierre Faye. Sa conviction centrale, déclinée sur des registres distincts, est que changements de langue et changements sociaux sont liés. Transformer les récits, ce serait donc contribuer à transformer l'histoire. Cette thèse constitue l'axe de toutes ses activités. Elle conduit l'écrivain-philosophe à intégrer à la recherche historique une attention aiguë au langage. Les mots agissent. Ils participent au mouvement du monde. Études et transformations sociales ont des perspectives neuves sur la politique et l'économie. Cette vision constitue le cadre où se développent ses travaux, qui vont marquer l'histoire des sciences humaines.

### Mystifications de Heidegger

Fruit d'une dizaine d'années de recherches, l'immense enquête intitulée *Langages totalitaires* et son annexe, *Théorie du récit*, forment un seul ouvrage en deux volumes. Cette publication majeure est prolongée par d'autres ouvrages. Car, en suivant méticuleusement les tribulations du rêve d'un « nouveau Reich » à travers la vie intellectuelle et politique allemande, l'historien-philosophe effectue plusieurs découvertes.

C'est immense ce qui lui fait notamment constater la profonde intrication de la pensée de Martin Heidegger et de son adhésion au nazisme. Jean-Pierre Faye est le premier à étudier de près les discours politiques du penseur de Fribourg, en montrant comment il utilisait les notions centrales de sa propre démarche pour faire l'éloge du Führer et de la grandeur du Reich, contre la version officielle des disciples français de Heidegger, en particulier Jean Beaufret, qui parlait d'une compromission de façade de quelques mois. Jean-Pierre Faye commence à établir les interac-



Lors d'une séance de dédicaces, le 23 novembre 1964. BRIDGEMAN IMAGES

tions nombreuses, organiques et durables, entre « pensée de l'être » et idéologie nazie.

Sa démonstration se poursuit au fil de plusieurs ouvrages, notamment *Le Piège, la philosophie heideggerienne et le nazisme* (Baland, 1994) ou *L'histoire cachée du nihilisme*, co-signé avec Michèle Cohen-Halimi (La Fabrique, 2008). Dénonçant les trucages et les mystifications de Heidegger, Jean-Pierre Faye est aussi le premier à mettre en lumière l'antisémitisme habitant cette œuvre, bien avant la confirmation four-

nie par la publication des *Cahiers noirs* à partir de 2014. Ce combat pour faire voir le véritable visage de Heidegger se poursuit à sa vie, tout comme la lutte contre l'antisémitisme sous ses formes les plus diverses.

### Constance et ténacité

Avec *Migrations du récit sur le peuple juif* (Belfond, 1974), Faye montre, en effet, comment, de l'Antiquité aux temps modernes, de mêmes propos hostiles aux juifs se transmettent et se transforment. En les croyant aussi bien

**19 JUILLET 1925** Naissance à Paris  
**1950** Agrégation de philosophie  
**1964** Prix Renaudot pour son roman « L'Écluse »  
**1968** Premier numéro de la revue « Change », création de l'Union des écrivains  
**1972** Publie « Théorie du récit » et « Langages totalitaires »  
**1985** Fonde l'Université européenne de la recherche  
**2020** Publie « Le Corps miroir »  
**26 MARS 2026** Mort à Toulouse

banquiers que bolcheviques, on leur attribue tous les maux et leurs contraires : le juif est l'autre détesté, dont il faut se débarrasser. Cette analyse est reprise et développée dans *La Déraison antisémite et son langage*, signé avec Anne-Marie de Vilaine (Actes Sud, 1993). Ses combats, Jean-Pierre Faye les a menés sans faillir, avec constance et ténacité. Il a aussi multiplié les engagements, notamment avec l'Union des écrivains, fondée en mai 1968 comme « centre permanent de contestation de l'ordre littéraire établi », auprès des dissidents du « printemps de Prague » ou des écrivains maliens. Cette ténacité militante n'allait pas sans ruptures, ni parfois sans entêtements.

Dans le microcosme électrifié de la vie intellectuelle parisienne des années 1960 à 1980, l'avant-garde littéraire finit par se convaincre que l'écriture gouverne le monde. Si les textes commandaient l'histoire, les écrivains pouvaient la bouleverser... Dans cet épisode de dilettantisme élitiste hanté de fantasmes révolutionnaires, le nom de Jean-Pierre Faye demeure attaché à des fâcheries fameuses, dont les rebondissement ont alimenté quelques guerres littéraires. L'une l'opposa à Philippe Sollers, qui régnait alors sur la revue *Tel Quel*. Entré à la rédaction en 1964, Faye rompt avec ses anciens amis en 1967, dénonçant la « dictature structuraliste » et fondant la revue *Change*, qui perdura jusqu'en 1985. Comme il se doit, chaque groupe accuse l'autre de toutes les trahisons possibles, esthétiques et politiques.

Une autre querelle de longue durée l'opposa à Jacques Derrida, que Faye juge trop soumis à l'influence funeste de Heidegger. Ayant participé avec Derrida à l'élaboration du futur Collège international de philosophie, créé officiellement en 1983, il en démissionne en 1985 pour fonder l'Université européenne de la recherche, dont il est ensuite président. En 2013, à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire du Collège international de philosophie, il publie une très sévère *Lettre sur Derrida* (Germina) qui provoque des remous. Avec ses travers et ses excès, cet écrivain prolifique, intellectuel engagé et chercheur innovant, demeure une silhouette marquante de l'intelligentsia française du XX<sup>e</sup> siècle. ■

R.-P. D.

ROGER-POL DROIT

## « Langages totalitaires » : comprendre comment les mots tuent

**D'OU A SURGÉ LE NAZISME ?** Comment s'est constitué, de phrase en phrase, de livre en livre, avant de s'imposer, dans les actes, avec une soudaineté mortifère ? Partant de ces questions, Jean-Pierre Faye, mort le 26 mars à 100 ans, a accompli un stupéfiant et instructif voyage. Pour rédiger *Langages totalitaires*, paru chez Hermann en 1972, réédité en 2004, il a lu, analysé et confronté des centaines de livres rédigés en allemand, des milliers de documents émanant d'une kyrielle de chapelles et de groupuscules, de l'extrême gauche à l'extrême droite, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Il a restitué ainsi les processus qui rendent les mots agissants. La leçon de ce travail colossal – huit cents grandes pages, imprimées serrées, qui se lisent presque comme un roman – est que le récit qui d'une époque fait d'elle-même, la manière dont elle parle de ses problèmes et de ses objectifs, de ses alliés et de ses adversaires, constitue en fait une manière d'agir dont les conséquences ne sont jamais neutres. Certains mots fi-

nissent par leur. Reste à comprendre comment et pourquoi.

Travail d'historien – mais aussi d'écrivain, de poète, de philosophe et de linguiste – ce ouvrage incalçable est devenu un classique. François Mitterrand n'hésitait pas à y voir « un des livres majeurs du XX<sup>e</sup> siècle », tandis que Michel Foucault soulignait comment Faye fait saillir de l'archive le mélange des discours et du mouvement. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après sa parution, le flot des éloges s'est tari, les effets de surprise ont disparu, les effets de mode intellectuelle se sont évanouis. Il reste juste un chef-d'œuvre.

### L'histoire est d'abord un récit

La principale originalité tient dans sa thèse fondatrice : l'histoire est d'abord un récit. Cette narration ne concerne pas seulement le passé, le recueil des faits et la recherche de leur sens. L'histoire se fait en se racontant elle-même et ses narrateurs sont aussi ses acteurs. Au lieu de se représenter un flot de paroles et d'écrits qui ne déboucherait qu'en

suite sur des actes, il faut concevoir d'emblée l'interaction permanente des mots et des décisions politiques, économiques, raciales. Voilà, très schématiquement, ce que développe un petit volume d'élaboration conceptuelle publié en même temps que *Langages totalitaires*. Cet exposé, très dense et très ambitieux, intitulé *Théorie du récit. Introduction aux langages totalitaires, critique de la raison, Économie narrative* (Hermann, 1972), se veut le cadre philosophique dans lequel l'inscrit, comme illustration exemplaire, l'enquête sur les transformations du langage fabriquant le nazisme.

Cette investigation suit pas à pas, dans leurs moindres détails, les tribulations du terme « total » appliqué à l'État. Il apparaît d'abord en italien, durant les années 1920, dans les discours de Mussolini, se retrouve ensuite chez le juriste allemand Carl Schmitt, qui forge la notion de « Total Staat », et rencontre enfin les théories racistes des courants « völkisch ». Jean-Pierre Faye restitue les changements des formules, les variations de

sens, les tensions diverses qui habitent cette séquence. De proche en proche, il compose une cartographie méticuleuse du « fer à cheval » que dessinent à l'époque, en Allemagne, les nuances idéologiques opposant et reliant une multitude de mouvements, allant des bolcheviques aux SS.

Ce classique demeure indispensable à connaître pour comprendre le monde d'aujourd'hui. Pour saisir comment se situent, en leur temps, des penseurs encore très influents aujourd'hui, tels Carl Schmitt et Martin Heidegger. Mais aussi pour discerner ce que notre actualité a de commun et de différent avec les années 1930 en Allemagne. Relire *Langages totalitaires*, c'est en apprendre beaucoup sur des thèmes qui hantent de nouveaux récits de l'histoire se faisant. Par exemple : l'antisémitisme, le projet d'éradication des juifs, l'identité des peuples, le désir d'autorité, mais aussi la « déconstruction », le « systémisme », les passerelles entre chapelles, la fragmentation du paysage intellectuel et politique. ■

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



SOLÈNE REVENÉY POUR - LE MONDE -

# L'IA, un défi pour les « vrais » musiciens

L'intelligence artificielle gagne du terrain de plus en plus vite dans les studios d'enregistrement

## ENQUÊTE

L'intelligence artificielle (IA) s'immisce dans toutes les industries créatives, du cinéma à la photographie, et la musique ne fait pas exception. En octobre 2025, Landr, une plateforme de création musicale canadienne, annonçait que 87 % des musiciens (sur les 1241 qu'elle avait interrogés) utilisaient désormais l'IA dans leur processus créatif ou promotionnel. Et de façon très variée : depuis l'élaboration des stratégies marketing jusqu'à la fabrication des pochettes de disques, l'IA intervient dans une cinquantaine d'étapes de la production musicale.

Et dans les studios d'enregistrement, l'IA gagne de plus en plus de terrain. Sondés par *Le Monde*, les artistes se montrent intéressés, mais restent encore prudents. Certes, depuis des décennies, les beatmakers hip-hop, les DJ de la musique électronique, les ingénieurs du son utilisent des effets numériques pour traiter les voix et des logiciels pour composer des morceaux.

De la fameuse pédale de distorsion des guitares électriques aux samplers en passant par les boîtes à rythmes, toutes ces machines ont connu leur lot de polémiques à leur apparition. Finalement, ces avancées technologiques ont servi les musiciens, qui utilisent leur ordinateur comme un instrument. Mais ce que propose l'IA, notamment avec les programmes tels que Suno ou Udio, est radicalement différent : ils peuvent désormais générer de la musique à partir d'instructions écrites (le prompt) et en imitant d'autres musiciens.

## CHORALE GÉNÉRÉE EN QUELQUES MINUTES

Dans son studio Purple à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le producteur JP Manova en a fait l'expérience il y a un an. C'est en travaillant sur le refrain d'un morceau pour son prochain album qu'il a découvert un nouvel outil IA. Dans une petite pièce sans fenêtre, éclairée de néons violets, il fait écouter au *Monde* sa première version du morceau : « Le refrain que je fredonne est approximatif et pas toujours très juste, fait-il remarquer. J'ai donc appelé un ami choriste, comme je peux parfois faire intervenir un guitariste ou un batteur. Je n'avais pas envie de recréer la voix

grâce à un synthétiseur ou à une banque de données. Je voulais une vraie personne. »

Ce dernier lui demande : « Mais tu ne connais pas Suno ? » Ce chanteur, dont il veut garder l'anonymat, l'incite à prendre un abonnement à la plateforme IA pour 10 euros par mois. JP Manova y encode sa maquette. Le choriste transcrit alors ce que JP Manova lui a demandé pour le refrain. « Il met beaucoup de détails : il faut une chorale gospel afro-américaine, avec un ténor en solo. Il précise à Suno qu'il faut qu'il fasse des montées de chromatique, qu'il reste dans une gamme de fa mineur, mais, de temps en temps, peut moduler en si. »

Alors qu'il était persuadé que le logiciel allait générer une proposition de musique très synthétique à l'oreille, JP Manova n'en revient pas du résultat. Après seulement quelques minutes de « travail » pour l'IA, le refrain est chanté par une chorale de 30 personnes qui suivent exactement les arrangements vocaux écrits par le choriste. Mais le logiciel propose aussi d'autres variantes, toutes conformes à la requête initiale... « Suno m'a donné, en à peine dix minutes, explicitement, plusieurs versions de mon morceau, avec des propositions que je n'aurais pas forcément imaginées. Il m'a donné l'équivalent d'un travail qui aurait pu durer une journée, si j'avais la place et le budget pour accueillir dans mon studio une chorale d'une trentaine de chanteurs. »

Finalement, JP Manova n'utilisera pas le refrain chanté par la chorale générée par Suno, trop éloigné de son idée première et pas assez représentatif de l'émotion qu'il voulait faire passer. Cependant, quelques jours plus tard, il utilisera à nouveau le logiciel, mais cette fois-ci juste pour combler ses lacunes au clavier et créer des accords de synthétiseur, qu'il a finalement utilisés. « Mais il ne faut pas croire qu'on a créé quelque chose en faisant cela, conclut-il. On a juste créé un prompt qui a généré une musique. » Le rappeur, beatmaker et ingénieur du son de formation, qui aide souvent ses collègues comme le vétéran Roco ou la jeune rappeuse Juste Shani à terminer leurs projets dans son studio, a déjà posé ses limites : « L'IA est un très bon outil pour accompagner la création, mais pas pour créer à notre place. C'est vraiment un choix moral et philosophique. Qu'est-ce que j'ai envie de vivre ? Jouer ou com-

mander à une IA de jouer à ma place, et me faire croire que je l'ai joué ? »

Pour l'ingénieur du son Fanny Pisonero (SCH, SDM, Soso Maness...), qui dirige un studio d'enregistrement à Aubagne (Bouches-du-Rhône), les artistes avec qui elle travaille partagent entre ceux qui sont réticents à utiliser l'IA en studio et ceux qui en abusent. « Il y a deux écoles, dit-elle. Certains ont les moyens financiers de pouvoir travailler avec des beatmakers. Refuser de travailler avec l'IA, c'est alors un moyen de protéger leur équipe et leur avenir. Ils ont peur que l'IA les remplace, un jour. À l'inverse, il y a beaucoup de jeunes artistes qui s'auto-produisent ; eux ont moins de scrupules à prendre le travail de quelqu'un. »

## UN GAIN DE TEMPS

Fanny Pisonero se veut tout de même rassurante : « L'IA, il ne faut pas en avoir peur, il faut travailler avec. » Elle est d'autant plus à l'aise avec cette nouvelle technologie qu'elle utilise depuis 2013 un outil numérique qui a été considérablement amélioré grâce à l'IA, le Vocalign, qui permet de caler plusieurs voix ensemble : « Pour avoir plus d'impulsion dans un refrain rap, explique-t-elle, on aime bien enregistrer une voix au centre et puis une à gauche et une à droite. Forcément, quand l'artiste va chanter les trois, il y a parfois des petits décalages et le Vocalign va nous permettre de se calquer sur la voix principale. Je pourrais le faire à la main, mais, avec l'IA, c'est un gain de temps. »

L'ingénieur du son a déjà aussi vu beaucoup d'artistes utiliser ChatGPT pour améliorer un texte « un peu bancal » ou pour chercher des rimes d'un mot plutôt que d'utiliser un dictionnaire. Même la chanteuse soul Salah Se utilise l'IA pour améliorer ses textes : « Avant, pour trouver le bon mot, confiait-elle récemment au *Monde*, j'appelais une amie agréée en littérature anglo-saxonne, mais elle était parfois en cours. ChatGPT, en revanche, il est disponible tout le temps, et toujours super sympa ! »

JP Manova a, lui, déjà été confronté à une chanteuse qui avait écrit une chanson avec l'aide de ChatGPT à la suite d'une rupture amoureuse. « L'IA, raconte-t-il, lui a simulé à la perfection une fille qui a le cœur brisé et qui chante avec beaucoup d'intensité. Mais elle a voulu l'interpréter elle-même. » Devant le micro, la jeune femme a reproduit ce que l'IA a

général, mais a trouvé sa propre version fade. JP Manova l'a mise alors devant l'évidence : « Tu cherches à imiter un robot qui imite les humains ! Reste toi-même et chante avec ton énergie ! »

Comme si l'authenticité des sentiments restait difficile à répliquer, Fanny Pisonero acquiesce : « L'IA va nous aider sur tout ce qui est aspect technique, mais elle ne choisit pas l'émotion qu'on veut transmettre dans une chanson. Elle ne peut pas. » Pour elle, l'IA ne mettra pas plus au chômage les artistes que les techniciens du son : « On a toujours besoin de notre oreille. Pour l'instant, l'IA facilite notre travail, mais ça ne le mêche pas non plus. »

L'IA pourrait même encourager les artistes à se surpasser. C'est ce qu'expliquait à l'antenne de Skyrock en avril 2025 le rappeur Damso, qui sur son dernier album, *Bayah* (2025), a généré une voix féminine pour chanter avec lui sur le morceau *Magie*. En s'appuyant sur Suno ou Udio, il a essayé plusieurs voix pour expérimenter ces nouveaux outils. Après utilisation, il conclut : « Ça va nous challenger. Si l'IA fait mieux que moi, c'est que c'est à moi de faire mieux. »

Le chanteur jamaïcain Shaggy, auteur des premiers tubes planétaires du dancehall, *Oh Carolina* (1993) et *Mr Boomastic* (1995), est même persuadé que l'IA va permettre de faire le ménage dans l'industrie musicale : « Les gens pensent que l'IA va remplacer les humains. Je pense, au contraire, qu'elle va permettre aux artistes de s'améliorer. Pour surpasser l'IA, il faudra être un maître dans son domaine. Donc, à mon avis, cela éliminera tout médiocrité. »

JP Manova reste, lui, persuadé que la création artistique va revenir au centre des discussions : « C'est un peu le défi que nous lance l'IA : sublimer-vous et réappropriez-vous réellement la création. Il ne faut pas entrer en compétition avec la machine, c'est un outil tout comme un couteau ou un marteau ! Ce n'est pas l'objet qui est en cause, c'est celle ou celui qui le tient et ce qu'il en fera pour construire ou au contraire détruire. » Comme dans l'air du temps, le rappeur Booba a annoncé le 23 mars, dans son émission « Carré d'as » sur YouTube, que son prochain album, *Blanco Nemesi*, serait produit avec l'IA, affirmant qu'elle était l'« assistance respiratoire » dont il avait besoin pour retourner en studio. ■

STÉPHANIE BINET

« L'IA EST UN TRÈS BON OUTIL POUR ACCOMPAGNER LA CRÉATION, MAIS PAS POUR CRÉER À NOTRE PLACE. C'EST VRAIMENT UN CHOIX MORAL ET PHILOSOPHIQUE. »

JP MANOVA  
producteur

# L'industrie musicale en ordre dispersé face aux contenus artificiels

Souvent difficiles à détecter, les titres créés à l'aide d'outils comme Suno ou Udio sont de plus en plus nombreux. Les plateformes de streaming choisissent ou non de les signaler comme tels aux auditeurs

Qui connaît Scary2 et son tube *Banc de touche* ? Ou encore la country larmoyante d'Aventhis et de son titre *Mercy on My Grave* ? Ces morceaux ont deux points communs : ils ont été entièrement générés par une intelligence artificielle (IA), et ont réussi à « percer » sur les plateformes de streaming sans que la plupart des auditeurs se doutent qu'il ne s'agissait pas de véritables artistes. Ces deux exemples, parmi tant d'autres, ont réussi à totaliser plusieurs millions d'écoutes.

La musique créée par IA à l'aide d'outils comme Suno ou Udio ne se contente plus de prendre une place croissante sur les plateformes. Elle veut être écoutée, se fonde dans le paysage, et même se glisser dans les charts, à l'insu de l'auditeur.

Il y a encore peu de temps, les titres générés par IA restaient faciles à identifier : faible résolution audio, durée très courte et sensiblement similaire. Mais ces deux dernières années, des programmes tels que Suno, qui permettent de créer en quelques secondes une chanson de A à Z sur la

base d'une simple consigne, ont fait un bon considérable en matière de crédibilité.

## Les plateformes identifient-elles les contenus générés par IA ?

Même chez les plateformes, l'identification de titres générés par IA est une gageure. La principale difficulté pour les auditeurs, c'est que rien n'oblige les géants du streaming à étiqueter. C'est-à-dire à identifier comme tels ces morceaux artificiels. Première plateforme de streaming musical dans le monde, Spotify balaise le problème, estimant que l'IA est un outil de création comme un autre. « *L'usage de l'IA en soi n'est pas un problème, assure au Monde Romain Taeko Bouyer, responsable de l'analyse de contenu chez Spotify. Ce qu'on sanctionne, ce sont les abus comme l'usurpation d'identité, le donag non autorisé et la fraude.* »

En face, Deezer a choisi la stratégie inverse, affichant sa proactivité sur le sujet. Face à cet océan de contenus, Deezer informe clairement ses abonnés et en a même fait un argument commercial. La plateforme française affirme être la seule « à détecter et à étiqueter

**PLUS DE 39 %  
DES MORCEAUX  
MIS EN LIGNE CHAQUE  
JOUR SUR DEEZER  
SONT GÉNÉRÉS  
PAR UNE IA**

clairement les contenus 100 % générés par l'intelligence artificielle ».

Chercheur au sein de la plateforme française, Darius Alchar a développé avec son équipe un outil de détection, mis en place depuis le début de l'année 2025. « *On a découvert que les programmes d'IA les plus utilisés pour générer de la musique laissent une sorte d'empreinte dans la représentation des fréquences de chaque chanson.* », explique-t-il dans ses bureaux du 9<sup>e</sup> arrondissement, à Paris. Sur son écran, il nous montre un spectrogramme représentant les fréquences en fonction de chaque seconde d'un morceau. « *On a pu démontrer que, sans qu'ils aient de fonction musicale, des pics de fréquences apparaissent tout du long sur*

certaines chansons, et qu'il s'agit juste d'artefacts laissés par l'IA », assure-t-il.

Du côté de Qobuz, on utilise également un outil de détection en interne, sans pour autant étiqueter la musique. Mais sur cette plateforme, les morceaux générés par IA sont « *totalemment exclus [des recommandations éditoriales et des recommandations algorithmiques]* », souligne Pierre Largeas, directeur général de la société pour l'Europe du Sud et l'Amérique latine.

Les experts de Deezer reconnaissent eux-mêmes que ces méthodes ne sont pas des sciences exactes. Il est en effet très facile pour qui le souhaiterait de modifier le fichier audio afin de faire disparaître les traces laissées par les IA génératives. De quoi laisser passer des petits malins entre les mailles du filet. « *On a voulu éviter à tout prix les faux positifs* », indique Darius Alchar. Ça nous a paru moins grave de rater des morceaux IA que d'assigner une étiquette IA à tort à des artistes réels. »

L'industrie pourrait-elle finir par accorder ses violons ? L'une des normes utilisées pour distribuer de la musique en ligne a récemment été mise à jour dans ce but. Cette norme, qui liste les informations (métadonnées) associées à chaque morceau distribué sur les plateformes de streaming, permet désormais de signaler l'utilisation d'IA générative, que ce soit partiellement ou dans la totalité du processus de création. Ce système a été adopté par des acteurs comme Spotify et Apple Music. Mais cette transparence a des limites puisqu'elle est laissée à la discrétion de l'artiste et du distributeur.

**Pourquoi c'est un enjeu dans l'industrie musicale** Si l'IA représente aujourd'hui environ 1 % des écoutes des utilisateurs de Spotify ou de Deezer, elle prend en revanche une place démesu-

rée dans les nouvelles musiques réceptionnées par les plateformes. Plus de 39 % des morceaux mis en ligne chaque jour sur Deezer sont générés par une IA. Une proportion probablement similaire sur les autres services, qui disposent généralement des mêmes catalogues.

Ces chiffres, tout le monde a un intérêt à les mesurer aujourd'hui. D'abord parce que tous s'accordent à dire que la musique générée par IA est plus souvent associée à de la fraude, comme l'achat de fausses écoutes générées par des milliers voire des millions de « robots » afin de gonfler son audience. « *La capacité de détourner de la musique est devenue énorme et a été simplifiée* », analyse Alexis Metauou, directeur du numérique au sein du label Because. Certains producteurs de la musique créée par des bots [programmes automatisés], la font écouter par des bots, et tout ça devient une part de marché dans un système de rémunération des artistes qui est déjà compliqué. »

Cette production massive est aussi une potentielle bombe à retardement. Suno a été entraîné sur une montagne de contenus protégés par le droit d'auteur, et l'entreprise américaine est toujours prise dans une bataille judiciaire avec les maisons de disques. Pendant ce temps-là, les auteurs de morceaux générés par IA sont, comme les autres, rémunérés par les plateformes et les distributeurs. Si la réglementation venait à changer à la suite des procès, tous les acteurs de l'industrie musicale devraient s'adapter, et donc être capables de discerner le vrai du faux dans leur catalogue. En attendant, le milieu semble jouer à un gigantesque jeu de « chat perché », dans lequel chacun attend de savoir qui imposera ses règles en premier.

Dans tous les cas, il est un secteur crucial de l'industrie qui

**L'ENTREPRISE AMÉRICAINE SUNO EST TOUJOURS PRISE DANS UNE BATAILLE JUDICIAIRE AVEC LES MAISONS DE DISQUES**

garde le silence sur ce sujet : celui des distributeurs. Car la quasi-totalité des millions de morceaux générés par IA arrivés sur le marché depuis un an passe par un petit groupe de distributeurs dits « Do It Yourself », avec en première ligne Distrokid. Ils permettent à n'importe quel musicien de publier sa production sur les grandes plateformes sans passer par un label ou une maison de disques. Quitte à ouvrir grand les portes à des acteurs inondant le marché de musique Suno.

Pourquoi ce silence ? Tout le monde se renvoie la balle. « *Enfin de compte, on s'adapte juste aux politiques dictées par les plateformes, elles autorisent la musique générée par IA alors nous aussi* », explique l'employé d'un distributeur sous le couvert de l'anonymat. L'entreprise en question utilise elle aussi une solution commerciale pour traquer les morceaux générés par IA dans son catalogue. Résultat : près de la moitié des morceaux qu'elle envoie aux grandes plateformes sont présentés comme tels. Un fin connaisseur de l'industrie pointe du doigt l'intérêt économique direct de ces distributeurs à fermer les yeux : « *Ils se rémunèrent au volume de titres livrés chaque jour. Plus ils distribuent, plus ils gagnent. S'ils mettent des filtres, ils perdent de l'argent.* »

ROMAIN COFFROY ET FLORIAN REYNAUD

# Les illustrateurs sonores, une branche menacée

Des professionnels demandent la création d'un label d'authenticité pour les musiques de films ou de programmes audiovisuels

Selon une étude publiée en janvier 2024 par la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) et la GEMA, son équivalent allemand, 71 % des créateurs de musique considéreraient que l'intelligence artificielle (IA) constituait une menace pour leur avenir en privant de leurs revenus, les deux organismes estimant que ceux-ci pourraient diminuer de 27 % à l'horizon 2028. Dans ce contexte inquiétant, il est un secteur méconnu de la production musicale qui semble, a priori, plus exposé que d'autres à l'irruption de l'IA : l'illustration sonore de films ou de programmes audiovisuels, désignée en anglais sous les vocables de *music library* ou de *production music*.

Le compositeur Julien Jaouen en a fait l'amère expérience quand un producteur de documentaires belge lui a proposé une somme dérisoire pour ce travail. Faute de quoi, ce serait l'IA. Le musicien a décliné l'offre mais l'épisode ne l'a pas incité à l'optimisme. « *Ce n'est pas une concurrence déloyale, c'est une atomisation* », constate-t-il. Un titre de musique à l'image coûtera facilement dix fois moins cher en utilisant l'IA. Selon lui, ce n'est en effet

pas seulement le compositeur, mais toute une chaîne qui est menacée. « *Mon métier consiste aussi à embaucher du monde* », explique-t-il en prenant l'exemple d'un orchestre de cordes. Celui-ci aussi peut désormais « être remplacé par de l'IA, dont l'arrivée est comparable à celle des banques orchestrales qui proposaient de vrais sons de violons ; sauf qu'il fallait du temps pour en maîtriser la technique et connaître l'orchestration ».

Julien Jaouen a, en revanche, accepté de travailler sur une publicité pour une marque de chocolat. Avec une modification substantielle de son travail : « *La base de la*

*création musicale a été faite en IA au sein de l'agence et on m'a demandé de l'arranger. Je suis bien crédité comme compositeur mais le tarif a été divisé par quatre.* » L'évolution de son rôle est comparable à celle que connaissent aujourd'hui les traducteurs quand il leur est demandé de passer derrière une transposition automatisée.

**Activité souvent dénié** Codifiée en Grande-Bretagne avec le développement de la radio et de la télévision, la production musicale obéit à une économie particulière autour d'éditeurs qui mettent à disposition de leurs clients des catalogues de musiques. Un tarif, partagé avec le compositeur, peut être fixé pour l'utilisation, la diffusion générant à son tour des droits, en France ceux collectés par la Sacem.

L'activité a été souvent déniée pour sa fonction d'usage et sa proposition supposée à produire au kilomètre. Surtout, explique l'éditeur Frédéric Leibovitz, fondateur des labels Koka-Media et Cézame Music Agency, sa spécificité est de concevoir une musique dans un genre ou « à la manière de », fonction que l'IA remplit avec une efficacité maximale. Les titres sont re-

groupés par albums, identifiés par des thèmes (style, sujet ou ambiance, période historique...) qui anonymisent les auteurs, même si des musiciens célèbres ont œuvré dans ce domaine. « *On trouve chez Extreme Music des titres de Quincy Jones, George Martin, le producteur des Beatles, Hans Zimmer ou Snoop Dogg* », rappelle Frédéric Leibovitz, en ajoutant les maîtres italiens Ennio Morricone et Bruno Nicolai, qui publièrent en 1972 les dix volumes de *Dimension sonore : Musique per l'Immaginazione*.

Tout change au milieu des années 2000. Le marché de la musique enregistrée s'effondre sous le choc du piratage, auquel échappe l'illustration sonore, ignorée du grand public. Les majors du disque réinvestissent ce secteur avec leurs départements attitrés (Universal Production Music, Warner-Chappell Music, Sony Music Publishing, BMG Rights Management). La numérisation permet de faire baisser les coûts de production et de distribution de leurs catalogues. Ceux d'enregistrement se démocratisent parallèlement pour les musiciens avec l'essor du home studio. En conséquence, l'offre enfle démesurément. Une plateforme de distri-

**L'OFFRE ENFLE DÉMESURÉMENT. UNE PLATFORME DE DISTRIBUTION DE « MUSIC LIBRARY » PEUT PROPOSER JUSQU'À 500 000 TITRES**

bution de *music library* peut ainsi proposer aujourd'hui jusqu'à 500 000 titres.

C'est à cette époque que David Ohana choisit de se consacrer exclusivement à la musique à l'image. Pour le moment, celui dont on peut entendre actuellement le travail dans la série de docu-réalité *Incrochables mariages gitanes* affirme ne pas trop subir la pression de l'IA : « *Dans le meilleur des cas, un morceau sera payé 300 euros, alors que je fais à la fois un travail de compositeur, d'ingénieur du son et de mixeur. Ce n'est donc pas une musique qui coûte cher.* »

Ses confrères ne sont pas tous aussi sereins. « *Beaucoup ont peur de l'IA* », constate Frédéric Leibovitz, qui ajoute que d'aucuns s'en

servent « *comme instrument pour la préconisation de mélodies ; il peut être intéressant pour eux d'être challengés par l'IA et de devoir monter en gamme* ». « *C'est à nous de nous reconstruire dans le prompt [les instructions guidant l'IA], abonde David Ohana. Pour les séries, les réalisateurs nous orientent déjà avec des « thèmes tracks », des morceaux témoins. Le compositeur entend ainsi ce qui est souhaité. Pour nous, c'est rarement carte blanche.* »

David Ohana confie avoir déjà réalisé « *par curiosité deux morceaux entièrement avec l'IA* : « *C'était déprimant, il y a du déphasage et le son n'est pas bon. Mais je suis certain qu'elle est utilisée quand j'en vois déclarer 5 000 titres. Un tel volume n'est pas humain.* » Il voit surtout pointer un danger au moment de la synchronisation son et image : « *Sur la station Avid, le matériel que nous utilisons, de la musique peut désormais être créée automatiquement en fonction des plans.* » Autant de raisons qui conduisent Julien Jaouen à plaider pour la création d'un label d'authenticité « comparable au bio » : « *Cette musique n'a pas été générée par de l'IA.* »

BRUNO LESPIRT

# Flea s'offre un retour revigorant à ses racines jazz avec « Honora »

Le bassiste des Red Hot Chili Peppers publie un premier album solo réussi, accompagné de peintures de l'avant-garde rock et jazz

## MUSIQUE

Bien longtemps avant de devenir l'un des rockeurs les plus loufoques et adulés au sein des Red Hot Chili Peppers, Michael Peter Balzary, alias Flea, se rêvait jazzman. Son premier instrument est la trompette, qu'il a pratiquée dès l'âge de 10 ans. Aujourd'hui, à 63 ans, le sautillant bassiste publie son premier album solo, le très soigné *Honora*, où il assouvit sa passion pour son premier amour musical.

Les puristes adeptes de son funk « épique » et des ballades californiennes populaires (*California, Under the Bridge*) seront désarçonnés par le contenu turbulent, le jeune Michael entretient une relation conflictuelle avec son beau-père, Urban Walter Jr, bassiste de jazz. L'homme est alcoolique et violent, mais l'initie néanmoins au bebop grâce à sa collection de vinyles. « J'étais en boucle le quintet Clifford Brown et Max Roach. Le son joyeux de la trompette de Clifford me traversait de part en part », se souvient celui qui était alors préadolescent et apprenti trompettiste.

Il dit également dans ses Mémoires son admiration pour Louis Armstrong et Dizzy Gillespie. Sa rencontre avec ce dernier, dans les coulisses d'un concert

débuts, avant qu'il forme les Red Hot Chili Peppers avec le chanteur Anthony Kiedis, « La trompette, extraordinaire invention de cuivre, est la reine des instruments, confiée-t-il dans ses mémoires. Une machinerie folle, avec ses tuyaux courbés, ses valves, son pavillon épanoui. »

### Un savoureux dialogue

Né, en 1962, à Melbourne (Australie), Michael Peter Balzary, est issu d'une famille aux origines hongroise et irlandaise. Lorsqu'il a 8 ans, ses parents se séparent, le garçon et sa sœur suivent leur mère, qui décide de partir vivre aux États-Unis, d'abord à New York, puis à Los Angeles. Adolescent turbulent, le jeune Michael entretient une relation conflictuelle avec son beau-père, Urban Walter Jr, bassiste de jazz. L'homme est alcoolique et violent, mais l'initie néanmoins au bebop grâce à sa collection de vinyles. « J'étais en boucle le quintet Clifford Brown et Max Roach. Le son joyeux de la trompette de Clifford me traversait de part en part », se souvient celui qui était alors préadolescent et apprenti trompettiste.

Il dit également dans ses Mémoires son admiration pour Louis Armstrong et Dizzy Gillespie. Sa rencontre avec ce dernier, dans les coulisses d'un concert

## Le musicien au tempérament de feu se révèle un sage meneur de troupe, à l'écoute de son collectif

donné à Los Angeles en 1973, fut hautement déterminante dans sa vocation future.

Sur *Honora*, le bassiste au tempérament de feu se révèle à contrario un sage meneur de troupe, extrêmement à l'écoute de son collectif. À ses côtés, de fins limiers de l'avant-garde rock et jazz contemporain, le guitariste Jeff Parker, le producteur des post-rockeurs Tortoise, le membre et saxophoniste Josh Johnson et la bassiste Anna Butters, tous deux membres du super quintet expérimental SML, ainsi que le batteur tout-terrain Deantoni Parks (ex-Mars Volta, croisé aussi chez André 3000 et Bill Laswell...). Ses vieux complices des Red Hot, le batteur Chad Smith et le guitariste John Fruisante (à la... trompette sur *Frailed*), apportent fermement leur contribution, ainsi que le touche-à-tout Warren Ellis

(Nick Cave), le percussionniste brésilien Mauro Refosco (Atoms for Peace) et l'arrangeur Nate Walcott (Bright Eyes).

Une longue liste d'invités qui ne perturbe ni rien la cohésion d'ensemble du disque. On reconnaît sur *A Flea* le groove nerveux de Flea à la quatre-cordes électrique, doublé par la contrebasse d'Anna Butters, dans un savoureux dialogue instrumental qui s'étire sur sept minutes. Flea se révèle un trompettiste aguerri, notamment sur *Morning Cry*, porté par un swing infini, ou le moderne *Frailed*, imprégné de pulsations électro. L'un des morceaux les plus attendus du disque, *Yorke Lights*, avec au chant Thom Yorke de Radiohead, n'est pas le plus surprenant et s'inscrit dans la continuité pop expérimentale de leur projet commun, Atoms for Peace.

### Une fine section de cordes

Outre six compositions originales, *Honora* dévoile aussi quatre reprises finement ciselées. En premier lieu, *Wichita Lineman*, de Jimmy Webb, standard country pop de 1968 où le précheur rock Nick Cave apporte son timbre de crooner ténébreux. Plus récent, la version de *Thinkin' Bout You*, de Frank Ocean, propose un traitement instrumental classique, avec une fine section de cordes. *Willow Weep for Me* souligne la mélodie intemporelle jadis popularisée par Ella Fitzgerald et Louis Armstrong. Sur le déchirant *Maggot Brain* (1971) des pionniers funk Funkadelic, Flea s'offre un solo courbé qui fait honneur à la légendaire partition du guitariste Eddie Hazel.

Le meilleur reste peut-être pour la fin avec *Free As I Want to Be*, sur une ligne de basse « suprêmement » coltranienne, un chœur vif ripéte *façon mantra* « *I'm free to be what I wanna be* ». Un soufflé de liberté qui immerse l'intégralité de l'album. Jusqu'à sa pochette, une photo de la belle-mère de Flea, Shain Baiyan, prise en Iran à la fin des années 1960, comme un triste écho à l'actualité. ■

FRANCK COLOMBANI

*Honora*, de Flea, Nonesuch/Warner.

Concerts : les 28 et 29 mai à l'Alhambra, Paris 10<sup>e</sup> (complets).

Le Monde | Ateliers

COURS DU SOIR

## Regarder un tableau quand...

avec

**Françoise Barbe-Gall,**

historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux.

Nous voici dans un musée, dans une exposition, heureux de regarder un tableau... Ou presque. Quelle chose nous gêne, nous encombre, comme si la simplicité du plaisir nous était subtilement refusée. Une sensation, quelques idées en désordre, viennent s'interposer entre nous et l'image, on croit en savoir trop peu pour apprécier une œuvre, on se heurte à une image qui semble vide de sens, on hésite à s'avouer que la « beauté » d'un tableau célèbre nous échappe... Les obstacles sont nombreux. Mais heureusement, tout aussi aisés à renverser. Et cela ne demande que quelques clés de lecture...

À partir du 5 mai, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans l'auditorium du *Monde* ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ateliers.lemonde.fr

À PARTIR DU 5 MAI 2026

## SELECTION ALBUMS



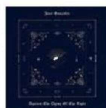
ANNE-SOPHIE MUTTER  
**East Meets West**  
Anne-Sophie Mutter (violon), Nancy Zhou (violin), Muriel Ravazi (alto), Pablo Fernandez (violoncelle), London Symphony Orchestra, Thomas Adès (direction). Comme son nom l'indique, ASM Forte Forward, la collection de disques qu'Anne-

Sophie Mutter a conçue pour le label Alpha Classics aspire à aller de l'avant avec un engagement total. La violoniste allemande, qui fête ses 50 ans de carrière, se livre, dans le premier volume, à un condensé de son activité multilatérale. En solo, en duo, au sein d'un quatuor à cordes puis face à un orchestre, elle explore une rencontre entre l'Est et l'Ouest qui s'ouvre avec une superbe pièce, Likoo, d'Aftab Darvishi, compositrice d'origine iranienne. Tour à tour mordant et solvant, l'archet d'Anne-Sophie Mutter sert à merveille une expression qui se joue des contours, du son ou de l'esthétique. Une semblable aptitude au mirage se fait jour dans la *Gran Cadenza*, duo très contrasté, d'Unskich Chin, et dans l'*Air*, prismatique, de Thomas Adès, pour violon et orchestre. Quant au tempéteux *Quatuor à cordes n° 6*, de Jörg Widmann, il est constitué d'une série d'études qui tentent de balayer, voire d'écraser, des barbes de Beethoven dans une démarche postmoderne qui perd parfois le nord. ■ PIERRE GERVAISONI  
Alpha Classics/Outhere Music.



NICKY SPENCE ET DYLAN PEREZ  
**Sparks from Ashes**  
Antonin Dvorak: *Cyprès*, Vitezslava Kalpralova: *Adieu petit foulard*, Etincelles de cendres, Bela Bartok: *Scènes de village*, Jaroslav Kricka: *Trois fables*, Avec Nicky Spence (ténor), Dylan Perez (piano).

Entre Moravie et Bohême, ce récent nous propose un étonnant voyage en Europe centrale à travers des pièces rares, défendues avec brio par les virtuoses Nicky Spence et le pianiste américain Dylan Perez. La voix souple et ronde du chanteur et le clavier complexe du musicien développent un duo en parfaite osmose, d'une éblouissante musicalité. Bien qu'ému de Bohuslav Martinu et familier du milieu musical parisien, la compositrice et cheffe d'orchestre Vitezslava Kalpralova est la moins connue des quatre. L'œuvre s'ouvre avec *Adieu petit foulard*, écrit dans un style proche de Janacek, nappé d'orientalisme. Plus loin, *Etincelles de cendres* aborde un ton nettement plus dramatique dans un langage flirtant avec celui de Stravinski. Les 18 pièces des *Cyprès*, de Dvorak, constituent le point fort du récital. Les musiciens s'y révèlent merveilleux, entre délicatesse et nostalgie. Les pittoresques *Scènes de village*, de Bartok, apportent un dynamisme et une ardeur plus terribles, avant les *Trois fables*, de Jaroslav Kricka, savoureux contes animaliers. ■ MARIE-AUDE ROUX  
Chandos Records.



JOSÉ GONZÁLEZ  
**Against the Dying of the Light**  
Né en Suède de parents argentins ayant fui la dictature, le guitariste et chanteur José González possède naturellement une forte identité. Sa voix latine doucement et sa subtile économie de moyens à la six-cordes nylon ont constitué sa signature

dès son premier album, *Vener* (2003), propulsé par le succès international de sa reprise *Heartbeats*, du duo synthpop The Knif. Si son style s'est brillamment émancipé au sein du trio psyché-folk Junip, le Scandinave revient toujours à ses premières amours en solitaire. Il en va ainsi de ce cinquième opus, *Against the Dying of the Light* (« contre la disparition de la lumière »), plus engagé qu'à l'accoutumée et appelé à résister à l'exploitation des systèmes déshumanisants et chimios (IA en tête). Cette conscience immerse l'envoie dans *A Perfect Storm* et *Against the Dying of the Light*, à la mélodie néo-radiance. Sa poésie épurée se décline aussi sur les respirations chantées en suédois (U/*Rawls Slöja*) et en espagnol (*Pujarito*), ou d'inspiration blues touareg (*Losing Game*). ■ FR. C.  
City Square/PIAS.



RAYE  
**This Music May Contain Hope**  
Le premier album de Raye, *My 21st Century Blues* (2023), a remporté six récompenses aux ARIA Awards, l'équivalent anglais des Victoires de la musique, dont celle de l'album de l'année. Attendant dire que son second opus est très attendu. La chanteuse anglaise l'a voulu comme une grande comédie musicale : le récit d'une jeune femme, à Paris sous la pluie, puis arrivée dans un Londres gris, qui quitte son petit ami, canaille de South London, et se retrouve célibataire, joyeuse et apaisée. L'électro dance *Life Boat* fait un peu tache au milieu de ses chansons, comme la cinématographique *Click Click Symphony* ou le jazz *I Hate the Way I Look Today*. Dans le tendre *R'n'B Goodbye Honey*, avec Al Green, la diva Raye se montre particulièrement attachante. Elle finit de nous faire fondre avec ses envolées lyriques sur *Nightingale Lane*. Malgré une faute de goût, cet album, enregistré avec l'orchestre symphonique de Londres, est enthousiasmant, à l'instar de *Joy*, avec, aux chœurs, ses deux sœurs, Amma et Absolutely. ■ STÉPHANIE BINET  
Human Re Sources/Warner.



NUEVOS RÍOS  
**Nuevos Ríos**  
Les nouveaux cours d'eau qu'il annonce le titre de cet album sont nés de la rencontre du río Timbiquí, fleuve colombien, et de la Garonne. De l'association de Canalon de Timbiquí, radieux groupe de la côte pacifique avec ses cinq chanteuses emmenées

par Nidia Gongora, et de Reco Reco, trio toulousain amoureux des sons sud-américains – il tire son nom d'une percussion brésilienne – qu'il agrémente allègrement de claviers et de basse électronique. Aussi rythmé (l'impétueux *Malvada*, le programmatique *La vida es un baile*, « la vie est une danse ») que mélodique, le résultat agit comme un charme pour vififier des traditions afro-latines invoquant les éléments naturels (l'inextinguible *La Luna*) autour du doux chant du marimba, xylophone d'origine bantoue, ici en majesté. Une confluence idéale pour égarer le printemps et l'été. ■ BRUNO LESPIRT  
Klaxson/ZK Records.

# « Privilèges » mêle réalisme et romanesque

Marie Monge et Vladimir de Fontenay, créateurs de la série de HBO, retracent sa genèse

## RENCONTRE LILLE

**C**inéastes, Marie Monge ( *Joueurs*, 2018) et Vladimir de Fontenay ( *Mobile Homes*, 2017) se sont rencontrés sur le tournage de la série  *Vampires* (2020, disponible sur Netflix), dont ils se sont partagé la réalisation. Dans le cadre de la compétition française de Séries Mania, ils ont présenté à Lille les deux premiers épisodes de  *Privilèges*, dont la diffusion a commencé sur HBO Max le vendredi 27 mars. Créateurs, scénaristes et réalisateurs de cette histoire survoltée, située dans un palace parisien, ils en retracent la genèse. « Le producteur Hugo Gelin nous a fait part de son envie de faire une série dans un palace parisien, se souvient Marie Monge. Avec Vladimir, nous avons essayé de nous emparer de cette idée. Nous sommes pas familiers des grands hôtels, pour nous, c'est le

lieu du pouvoir absolu, où l'on peut tout demander en tant que client. Nous avons eu envie de partir d'un personnage qui, à l'inverse, n'a aucun pouvoir. »

Ce personnage, c'est celui d'Adèle, incarnée par Manon Bresch, une détenue qui espère obtenir sa libération en réussissant un stage de réinsertion dans un palace. Pour donner une réalité à ce décor, « nous avons glané des informations », raconte Vladimir de Fontenay, nous avons rencontré d'anciens directeurs de palace, des concierges, des responsables de la sécurité, avec qui nous avons parlé du braquage qu'il y a eu au Ritz. Bien sûr, nous avons voulu pousser les curseurs du romanesque, mais toutes les anecdotes sont parties de choses qu'on nous a racontées. »

Lors de la projection d'équipe, deux professionnels de la grande hôtellerie, qui, tiennent à le préciser les créateurs, n'avaient pas contribué au scénario, se sont re-

tournés vers Marie Monge : « Ils nous ont dit, c'est vraiment ça, sauf que tu ne se passe pas la même journée. »

### « Un trésor national »

Le projet a été proposé à HBO, qui à l'époque n'avait pas de bureau en France, Marie Monge et Vladimir de Fontenay étaient en contact avec la structure londonienne. « Dans notre travail de développement, nous avons commencé avec des Anglo-Saxons, bénéficiant d'une grande liberté de ton, ra-

conte ce dernier. La question de l'usage dans la réalité était moins mise en avant, nous n'étions pas inhibés quant à l'aspect ultra-romanesque que nous désirions. » A l'ouverture de HBO Max France, en 2024, le duo est entré dans les questions de fond, « sociales, psychologiques », tout en gardant, ils le jurent, une grande liberté.

Ce qui n'a pas empêché la plateforme de contribuer à l'élaboration, à bon escient, estimant les créateurs : « Ils nous ont dit de ne

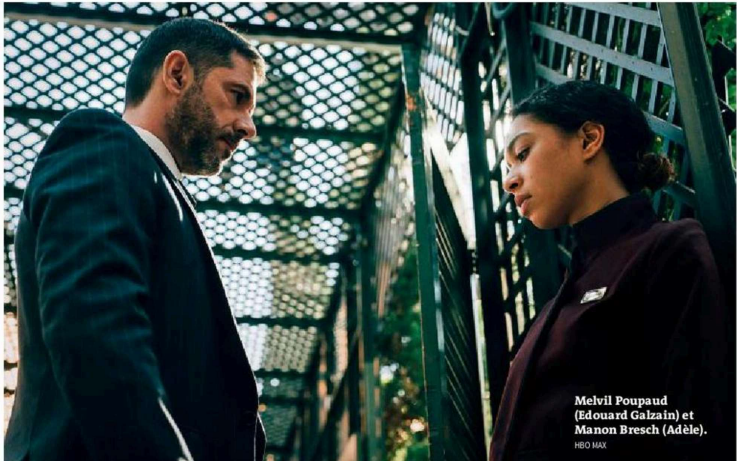
pas passer trop de temps en prison, au début, parce qu'on a besoin de savoir où on met les pieds, plus rapidement qu'au cinéma. » Le scénario définitif a été écrit, pour le pilote, avec Dominique Baumard, coauteur de la série  *Camarades*, qui concourt aussi à Lille, puis avec une petite équipe, composée de Benjamin Adam, Judith Havas et – pour le dernier épisode – Thibault Valetoux.

Une fois arrivé le moment de la distribution des rôles, « avec notre directeur de casting, Michaël

Laugiers, nous avons eu l'intuition qu'il fallait un très national, une figure de l'établissement du cinéma français pour le rôle de Galzain [le directeur du palace], et ça été Melvil Poupaud. Il a été attaché au projet très tôt, mais nous avons cherché Adèle longtemps. On ne voulait pas qu'il y ait trop de côté deuxième chance, celui d'une trentenaire, mais en même temps on ne voulait pas d'une page blanche, si elle était trop adolescente, ça ne marcherait pas avec les clients. »

Restait à trouver le bon palace, mais aucun des grands établissements parisiens n'était en mesure d'accueillir un tournage long (75 jours), surtout pour donner une image aussi sulfureuse. « On a eu la possibilité de le créer, raconte Vladimir de Fontenay. [La cheffe décoratrice] Emmanuelle Duplay, qui sortait du film de Jacques Audiard  *Emilia Pérez*, a créé le lobby et les chambres en studio. Nous avons tourné dans les cuisines d'une école de cuisine, dans les sous-sols d'un hôpital. Mais, avec Marie, on s'est dit : même si 200 personnes ont travaillé nuit et jour pendant deux mois sur ce magnifique décor, quand Adèle y entre pour la première fois, puisque c'est un monde auquel elle n'a pas accès, on va être en longue focale [ce qui rend le décor flou] et on ne va pas le voir, ce décor. Il y a eu des discussions avec le producteur. »

THOMAS SOTINEL



Melvil Poupaud (Edouard Galzain) et Manon Bresch (Adèle). HBO MAX

## Au palace parisien Citadel, stupre et luxure à tous les étages

**IL Y A PRESQUE UN SIÈCLE**, la séquence d'ouverture de  *Grand Hotel*, d'Edmund Goulding (1932), se terminait par cette observation désabusée d'un client : « Grand Hotel, les gens vont, les gens viennent. Il ne se passe jamais rien. » Que dirait le gentleman qui proférerait cette réplique au bout de dix minutes au Citadel, le palace parisien qui abrite les péripéties de  *Privilèges* ? En plus des services que l'on attend d'un cinq-étoiles, le Citadel offre à sa clientèle le lieu idéal pour toutes leurs transgressions, de la plus vénielle (le footballeur d'élite qui déroge à son régime) à la plus mortelle – tous les personnages ne sortent pas vivants de cette première saison. Adhérer au programme de fidélité de l'établissement (regarder ces six épisodes, c'est s'exposer à des variations de rythme cardiaque

toujours épuisantes, souvent réjouissantes. À l'image de son protagoniste, le très toxique directeur, Edouard Galzain (Melvil Poupaud), qui tient le coup en renaissant de la poudre blanche.  *Privilèges* est mu par une énergie aussi artificielle qu'irrésistible.

### Un affrontement

Il faut à peine deux épisodes pour se faire une idée de l'organisation, architecturale, sociale et managériale, du Citadel. On la découvre en suivant les premiers pas d'Adèle (Manon Bresch) dans l'industrie hôtelière. Devenue dans une prison, elle a décroché un contrat à l'essai dans le cadre d'un programme de réinsertion imaginé par Galzain. Celui-ci est un manipulateur, et tout l'enjeu des six épisodes tiendra dans l'apprentis-

sage par Adèle des règles qui régissent la mosaïque de castes coexistant entre les murs du Citadel. Une fois les premières leçons passées, il lui faudra mentir, dénoncer des innocents et plus encore.

Au fossé qui sépare les clients fortunés du personnel s'ajoute la hiérarchie compliquée qui ordonne (un peu) et oppose (souvent) concierges et personnel de sécurité, bagagistes et femmes de chambre... Le scénario et la mise en scène mettent en scène l'injustice et la violence de cette organisation, pour mieux se focaliser sur l'opposition entre l'apprentie et le patron. Dès lors, la série prend la forme d'un affrontement, au cours duquel le directeur – menacé par les querelles qui déchirent les propriétaires de l'hôtel – et la stagiaire font assaut de duplicité et d'ingéniosité. C'est à

Manon Bresch qu'incombe le plus difficile, puisqu'il s'agit de transformer son personnage en quelques semaines. Passer d'une figure mal dégrossie au statut de génie du crime est un exercice périlleux dont l'actrice se tire avec brio. Face à elle, Melvil Poupaud se délecte des turpitudes de Galzain qui se donne des airs de condottiere des cinq-étoiles mais est constamment ramené à sa condition d'employé. Le duo – et la galerie de seconds rôles qui les entoure – est suffisamment attachant pour que l'on attende avec intérêt leurs retrouvailles. ■

T.S.

*Privilèges*, série créée et réalisée par Marie Monge et Vladimir de Fontenay, avec Manon Bresch, Melvil Poupaud, (Fr., 2026, 6 x 52 min). Sur HBO Max.

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 075  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

**SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 074**  
**HORIZONTALEMENT** 1. Persona grata. II. Epaulière. As. III. Rôtie. Ravins. IV. Sues. Vées. V. Pissèrent. DS. VI. El. Eoa. Eudes. VII. Clé. Niât. Ire. VIII. Adèle. Pipeau. IX. Ceintures. Ir. X. Estampions.  
**VERTICALEMENT** 1. Perspicace. 2. Epouillées. 3. Rates. Ed. 4. Suisse. ENA. 5. Olé. Fon. Tm. 6. Ni. Vrai. Up. 7. Aérée. Aprè. 8. Grainetier. 9. Révêtu. Psi. 10. Is. Die. 11. Tan. Derain. 12. Asseseurs.

### HORIZONTALEMENT

**I.** Pour se mettre à l'abri des coups de foudre. **II.** Accueille gens lettrés et joueurs de billard. En fin de compte. **III.** Fin et flexible au bout de la canne. Vaut de l'or. **IV.** Fait la peau. Région des Balkans. **V.** Renvoie dans l'ouvrage. Rebelle en tête. **VI.** Reine de Macédoine, de Syrie et d'Égypte. Dans les règles. **VII.** En savaient beaucoup plus après ouverture. **VIII.** Préposition. Regroupements sociaux. Le diable est toujours prêt à l'acquiescer. **IX.** Chez les suiveurs de Joseph Smith. Bouclé à chaque tour. Son coup assure une bonne finition. **X.** Permet de s'élever

### VERTICALEMENT

**1.** Essai de refaire avec plus ou moins de talent. **2.** Particulièrement lourde. **3.** Sommet américain et plusieurs fois au sommet du Rocher. Interjection. **4.** Jeune. Passa un savon. **5.** Tira de toutes ses forces. Grecque. **6.** Restent dans l'ombre. Mises en harmonie. **7.** S'est illustré en Crimée et à Solferino. As prise. **8.** Négation. Regardés de près par les amateurs de café-fédonisme. **9.** Cours du Nord. Fin de dictée. Banale très suivie. **10.** A vu de prendre la bonne idée le départ. Du pochon pour les offrandes. **11.** Se franchit d'un pas. Essence d'Amérique. Personnel. **12.** Embarrassent avec chaleur.

## SUDOKU N°26-075


Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)


**Expert**  
 Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



### UN HORS-SÈME MOUVANT

Un hors-série « Le Monde » 100 pages, 13,50 euros  
 Chez votre marchand de journaux et sur [Lemonde.fr/boutique](http://Lemonde.fr/boutique)

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du Monde SA, 67-69, avenue Pierre-Mendes-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00.  
 Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).  
 Rédaction : 67-69, avenue Pierre-Mendes-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00.  
 Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (hors d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 28 25 71 71.  
 Par courrier électronique : [abonnements@lemonde.fr](mailto:abonnements@lemonde.fr), [lemonde@lemonde.fr](mailto:lemonde@lemonde.fr).  
 Tarif à l'étranger : 00 33 28 25 71 71.  
**Courrier des lecteurs**  
 Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)  
 Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ; E-mail : [www.bletis.fr](mailto:www.bletis.fr)  
**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SN 01-44-82-86-40. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.  
 La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-5207

**ACPM** PARTENARIAT  
 67-69, avenue Pierre-Mendes-France 75013 PARIS  
 Directeur générale Elisabeth Gualandri  
 Tél. : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-01  
 L'impression : 79, rue de Rieky, 93200 Tremblay-en-France  
 M&P, G&L, G&L, G&L, G&L  
 Origine du papier : 100% France.  
 Tous les fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources certifiées. Autographie : P101 - 0,003 kg/tourne de papier

# Manon Fleury « J'avais la cuisine dans la tête parce que j'étais anorexique »

ENTRETIEN

Championne de France de sabre junior, membre de l'équipe de France d'escrime, la jeune cheffe est adepte d'une cuisine végétale et écoresponsable. A 34 ans, elle est à la tête de son propre restaurant, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle nous accueille sous les boiseries de Datil, une étoile au guide Michelin, à l'heure où son équipe s'affaire en cuisine et dressent les tables nappées. Le 16 mars, le restaurant a aussi obtenu l'étoile verte Michelin pour sa « nouvelle approche de la gastronomie » dans le choix des produits, le respect des saisons et la valorisation des producteurs.

## Je ne serais pas arrivée là si...

... Si je n'avais pas pris la décision folle d'arrêter mes études littéraires pour faire une école de cuisine. Lorsque j'étais en hypokhâgne, au lycée Victor-Duruy, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, j'essayais d'entrer dans le moule. Je me sentais en décalage avec l'univers parisien. Tout le monde semblait conditionné pour franchir facilement toutes les étapes, alors que, pour moi, c'était dur. A l'inverse, en cours de géographie, j'étais la seule à savoir que le gui était un parasite qui recouvre les arbres, car j'ai vécu à la campagne. J'ai eu l'impression de briller...

## De quel milieu venez-vous ?

Je suis née à Dijon, puis j'ai vécu jusqu'à mes 6 ans dans un petit village de Bourgogne, Pontallier-sur-Saône [Côte-d'Or]. Mon père était le percepteur du village. Nous vivions dans un logement de fonction au-dessus de la trésorerie, je descendais au rez-de-chaussée pour jouer dans les bureaux des agents. Puis on a déménagé dans une petite commune près d'Auxerre. C'était une vie de loisement, j'étais tout le temps dehors, à vélo. Ma mère me disait : « Tu es un sirop de la rue », comme dans la chanson de Renaud. Il y avait aussi un club d'escrime excellent, où j'ai voulu entrer à l'âge de 10 ans.

## Est-ce par ce hasard que vous découvrez l'escrime au sabre ?

Pour ma famille, le sport est une religion. Mes parents font du tennis de compétition le week-end, l'un de mes frères aussi. Ils participent à des rencontres entre clubs de village, donc j'ai toujours entraîné sur les bords d'un terrain. J'ai décidé de partir en internat à Orléans pour suivre la filière sport-études, je m'entraînais dix heures par semaine, avec un super maître d'armes hongrois. Les compétitions, la coupe d'Europe, c'était une adolescence à part, très structurante.

Je suis devenue championne de France à 18 ans. Et puis je suis arrivée au bout de la vie de sportive de haut niveau : tous ces compromis sur les amitiés ou les études, ce n'était pas pour moi. Je me révais étudiante à Paris, avec du temps entre les cours pour aller au cinéma.

## Et vous vous retrouvez en hypokhâgne...

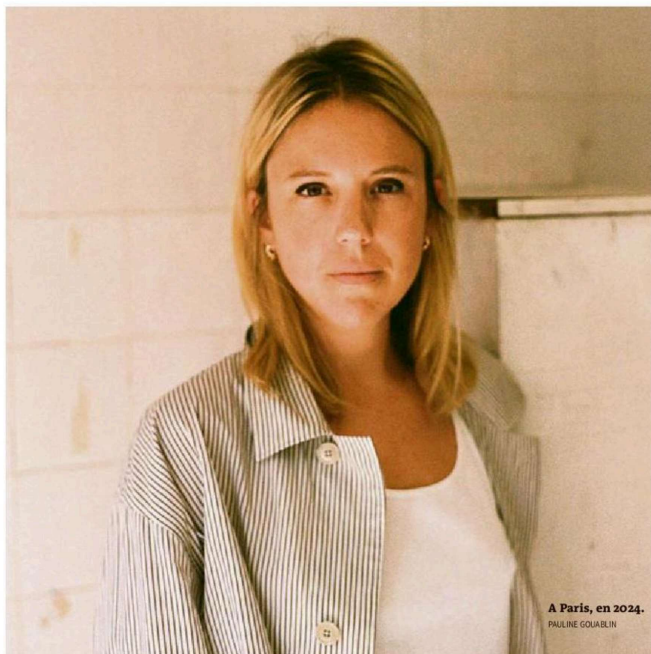
Assise pendant dix heures par jour à lire des livres, *Tristes tropiques*, de Lévi-Strauss, *Les Réveries du promeneur solitaire*, de Rousseau... Ces lectures me font rêver, mais j'étais malheureuse, pas à ma place. Alors je me suis dit : « Il faut que je change totalement de voie. » Je me voyais dans une cuisine, ce que je ne m'étais jamais autorisée à envisager. A cette époque, mes parents se séparent. C'est un décalic : « Il n'y a plus de règles : moi aussi, je peux faire ma révolution. »

## Pourquoi la cuisine ?

A cause d'un trouble alimentaire. J'avais la cuisine dans la tête parce que j'étais anorexique. C'était un cercle infernal ; j'étais athlétique, mais je voulais perdre du poids. A 16 ans, je pesais 46 kilos, alors que je m'entraînais un sabre, une arme qui exige d'avoir de la puissance. Cela inquiétait les médecins, j'ai été suivie pendant un an.

## Comment cette anorexie est-elle arrivée ?

Ma mère faisait attention au contrôle de son corps, aux régimes alimentaires. Elle mangeait déjà bio il y a quinze ans. Moi, j'étais une petite fille gourmande, mais elle me disait : « Attention, ne reprends pas de la tarte, tu es bien en chair. » Adolescente, je cuisinais, mais davantage pour partager que pour me nourrir moi-même. Pour mes fêtes, je préparais des risottos à la courge ou aux fruits de mer. Je faisais des scones le week-end, que j'apportais à mes copines. J'avais des blogs de pâtisserie, les chroniques du



A Paris, en 2024.  
PAULINE COUBAÏN

**JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. La cheffe étoilée raconte comment son trouble alimentaire l'a poussée vers la gastronomie**

*Monde* sur les restaurants, les critiques culinaires. Toutes ces années, je me suis nourrie en fantasmant la cuisine.

## Comment passez-vous du fantasme à la réalité ?

Mes parents m'ont financé l'école de gastronomie Ferrandi, dans laquelle je suis entrée après un an de mise à niveau à l'école hôtelière Médéric, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement. J'ai débuté à Ze Kitchen Galerie [Paris 6<sup>e</sup>], un restaurant une étoile à la cuisine d'auteur. Le premier jour, je me coupe le doigt. À la vue du sang, je tombe dans les pommes. Le chef me réveille, je me dis : « S'il me garde, c'est qu'il est vraiment sympa ! » On commençait à 9 heures, on finissait à 23 heures, avec une pause de trente minutes l'après-midi. J'étais dans l'action, il fallait goûter, s'exercer, bien maîtriser les bases. La cuisine a soigné ma relation compliquée à la nourriture.

## Quel a été votre premier vrai poste en cuisine ?

C'était aux Elats-Unis, au Blue Hill at Stone Barns, au nord de New York. Je suis partie avec mon copain de l'époque, qui était aussi chef, pour cuisiner en parlant anglais. Il y avait une ferme de légumes à côté, on a développé une complicité avec les fermiers. Le chef avait une philosophie politique : il parlait d'écologie, de préservation des sols, de changement climatique, des messages que l'on passe par l'assiette. Il servait un œuf dont le jaune était rouge, parce que la poule avait été nourrie avec un piment. Après coup, je pense que ça a eu un impact sur ce que je fais aujourd'hui.

La France a le souci de la technique, du goût, du produit ; pas de la philosophie politique. Le rythme était intense, à l'américaine, avec

un service qui dure cinq heures, de 17 heures à 22 heures. Il fallait de l'endurance.

## Au quotidien, quel est votre rapport au temps ?

La restauration, c'est une vie un peu en marge. Nos week-ends, c'est le mardi et le mercredi. Je dors, je mange un peu plus longuement que sur un bout de table en dix minutes, je me cuisine des choses très simples, des pâtes avec une sauce tomate bio que j'achète. Les années sont passées avec ce rythme en décalé. Je commençais à être usée à 25 ans. J'ai ralenti, j'ai été cheffe privée sur une île en Grèce, où j'allais chercher mes produits avec le pêcheur du coin. Puis je suis devenue sous-chef dans le restaurant d'un Meilleur Ouvrier de France, une cuisine de bistro, avant d'en partir pour ralentir... Sauf que, quinze jours après mon départ, on m'a contactée pour ouvrir un restaurant gastronomique.

## A 27 ans, vous prenez alors les rênes en cuisine du Mermoz, à Paris...

C'était une petite cantine du 8<sup>e</sup> arrondissement, mais, deux semaines après l'ouverture, le restaurant était déjà plein à craquer. Très vite, l'esprit de compétition de l'ancienne sportive est revenu. Au bout de deux ans, je rêvais d'ouvrir mon propre restaurant, pour faire les choses à ma manière. Je pars du Mermoz, et la crise du Covid-19 arrive...

## Vous travaillez à Monaco, au restaurant étoilé de l'Hôtel Monte-Carlo Beach.

Comment vous êtes-vous adaptée à ces lieux très privilégiés ?

Cela n'a duré que le temps d'une saison, mais assez pour former mon duo avec la cheffe Laurence Barlhoux, avec qui, plus tard, j'ai ouvert Datil. Monaco, cela m'a permis de mettre de l'argent de côté pour monter mon restaurant, et d'avoir une légitimité de cheffe de restaurant étoilé dans un hôtel cinq étoiles. Il y avait une superbe terrasse qui donnait sur la mer, paradisiaque, avec une clientèle bling-bling. Il faut s'adapter aux gens, mais aussi savoir avec quelle liberté on a envie de faire ce métier. Ce que j'essaie de transmettre, c'est le fait de cuisiner un produit dans son intégralité, ne pas gaspiller, valoriser un ingrédient qui ne paraît pas noble, comme le maquereau ou la sardine grillée...

En 2021, vous fondez, avec une vingtaine d'autres chefs, une association pour

sensibiliser à la question des violences en cuisine. Ya-t-il un événement qui vous y a conduites ?

J'ai assisté à des choses violentes dans tous les restaurants où je suis passée. Le milieu favorise cette brutalité, la proximité physique, la pression, le lien hiérarchique. Cette élation me rappelle les ambiances sportives. Les garçons se donnaient des coups de torchon, je prenais ça pour de la camaraderie masculine.

Quand j'avais 19 ans, un supérieur hiérarchique m'a froissé le sein en cuisine, je l'ai recadré tout de suite : « Tu ne recommences plus jamais ça. » Plus tard, ce supérieur a agressé sexuellement une cheffe que je connais. Créer l'association Bondire, c'était une manière de la soutenir. La parole se libère. Dans la restauration, les minorités de genre, de couleur de peau, d'orientation sexuelle sont plus souvent ciblées, chez les garçons comme chez les filles. Aujourd'hui, dans mon restaurant, l'équipe est à 80 % féminine ; pas par choix, mais parce qu'il attire de nombreuses femmes.

## Comment avez-vous monté votre propre restaurant ?

C'était important pour moi d'avoir mon propre restaurant, de ne pas l'ouvrir en couple, par exemple. L'indépendance et l'accomplissement personnel, posséder son outil de travail, cela comptait à mes yeux. J'ai acheté un local qui n'était pas aux normes. Heureusement, mon amie m'a aidée à aller voir les banques, à faire mon business plan, à lever des fonds auprès d'investisseurs. J'ai recruté l'équipe, supervisé les travaux, acheté le matériel, et on a conçu le menu dix jours avant d'ouvrir. Je suis passée de cheffe cuisinière à cheffe d'entreprise, ça demande de la confiance en soi.

## Comment avez-vous trouvé le nom de votre restaurant ?

Je passais du temps dans les champs pour être au contact des maraîchers, puiser de l'inspiration. Comme j'avais des fournisseurs à la barbe, je suis allée dans un village du Lot-et-Garonne, Moncreabeu. Il y avait un four à bois d'un paysan boulanger. C'est dans ces fours qu'on laissait cuire la prune pour qu'elle devienne le moelleux pruneau d'Agen. Ce goût m'a rappelé la tarte aux mirabelles confites de ma grand-mère Jacqueline, institutrice et prof de catéchisme, qui avait des vergers en Franche-Comté. Été, en vacances avec mes cousins et cousines, je jouais sous un préau qui faisait face à la cuisine et je la voyais préparer sa tarte fêchée, avec le jus sur la pâte, qu'elle mélangeait au shaker. C'est ma madeleine de Proust, le souvenir d'une sensation rassurante. La mirabelle est une cousine de la prune noire, et Datil est le nom d'une variété ancienne de prune.

## Quelle histoire racontez-vous dans vos assiettes ?

Comme je suis une cuisinière au végétal, tout dépend de la saison. C'est la contrainte pour créer un plat. On peut aussi partir d'une sensation. Quand on mange un radis avec une pointe de sel et un morceau de beurre, on a la sensation du frais, du piquant, équilibrée avec le gras du beurre. Donc on a composé un plat avec le croquant d'un radis, la fraîcheur de la poire, un blini au sarrasin très beurré, et la texture charme de la saint-jacques. Parfois, on part de ce qu'on trouve dans les champs. Un millefeuille avec différents choux au yuzu confit sert à montrer la diversité des variétés de choux. La création est galvanisante, c'est un ping-pong intellectuel à plusieurs.

## Six mois après l'ouverture de votre restaurant, vous recevez une étoile Michelin...

Un matin, je réponds au téléphone et j'entends : « Bonjour, c'est le Michelin, vous êtes invitée à la cérémonie dans une semaine, à Tours. » J'avais pensé le lieu pour qu'il puisse correspondre au standing d'un restaurant étoilé, avec des valeurs progressistes, mais ça nous a surpris que ça arrive si vite. On n'a pas vraiment réfléchi. L'étoile est une validation dans le monde de la gastronomie, une reconnaissance des pairs, même en voulant casser certains codes. Evidemment, c'est une épée de Damoclès, car on peut la perdre, mais je n'y pense pas tous les matins. Je reste une compétitrice dans l'âme. Je n'ai pas soif de reconnaissance, mais j'ai ce drive interne qui fait que je veux toujours faire mieux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
IVANNE TRIPPENBACH



# Alexandre Péraud

## « Littérature et économie prétendent toutes deux proposer une représentation du monde »

Le professeur de littérature explique comment l'essor du roman a accompagné celui du capitalisme financier

### ENTRETIEN

Dans un livre très savant, *Le Récit économique* (Le Bord de l'eau, 288 pages, 25 euros), Alexandre Péraud, professeur de littérature et président de l'université de Bordeaux-Montaigne, explore les liens de génémité et de rivalité entre la littérature et l'économie. Tout commence avec l'écrivain Honoré de Balzac (1799-1850), dont il est un des meilleurs spécialistes.

**A priori, rien de plus éloigné que la littérature et l'économie. Qu'est-ce qui vous a amené à soutenir la thèse qu'elles sont faites du même bois ?**

On les oppose, en effet, le discours économique est associé à l'idée de rigueur scientifique ; la littérature, à celle de liberté et de sensibilité. Mais un thème est omniprésent dans la littérature, depuis l'Antiquité : celui de la dette. J'en ai pris conscience alors que je travaillais sur *Le Marchand de Venise*, de Shakespeare. Car la pièce ne parle pas seulement d'argent, de crédit, de dette ou d'abus usuriers, elle est entièrement organisée autour du mouvement d'une lettre de change.

**Dans cette pièce, le crédit est garanti par un livre de chair prélevée sur le propre corps de l'emprunteur, en cas de défaut de paiement...**

Exactement, un contrat on ne peut plus arbitraire et inacceptable. Je me suis ensuite rendu compte que ce schéma se répétait en réalité dans de très nombreux romans au XIX<sup>e</sup> siècle. Quasiement tous les romans de Balzac sont construits sur une histoire de prêt ! L'intrigue s'ouvre avec un crédit contracté par un héros en manque d'argent, puis se déploie. Mais pour qu'elle puisse se clore, il faut que la dette soit remboursée.

La clôture de la dette permet celle du récit : c'est valable dans presque tous les romans de Balzac, mais aussi chez Zola, chez Maupassant, et même chez Flaubert, qui n'aimait pourtant pas l'argent. Eugène de Rastignac, Aristide Saccard, César Birotteau, Emma Bovary... tous ces protagonistes sont soumis à cette même contrainte débritrice, qui façonne le déroulement des intrigues et détermine les relations entre les personnages.

Le schéma balzacien s'est exporté. Déjà omniprésent chez Dickens, il se retrouve par exemple dans la littérature russe. Chez Dostoïevski, bien sûr, mais aussi dans *Le Foux Coupon* [1911], de Tolstoï, avec cette farandole effrénée de rebondissements d'un quel que passe de main en main. *La Cersaie* [1904], de Tchekhov, s'ouvre avec une dette qu'il faut solder, ce

qui pousse la famille de Lioubov à vendre la propriété, etc. Il y a donc une obsession du XIX<sup>e</sup> siècle pour la dette. Elle correspond à une réalité historique : à cause d'une masse monétaire insuffisante, les outils de crédit (lettres de change, billets à ordre, etc.) deviennent une « monnaie bis ». Pour la première fois, les êtres humains expérimentent les dérèglements de la monnaie virtuelle.

**L'essor du roman comme genre dominant de la littérature accompagne l'essor du capitalisme financier...**

Oui, mais le lien entre littérature et économie se noue bien en amont. Il existe une relation très profonde et ancienne entre les mots et la monnaie. Ils ont en commun d'être des signes arbitraires qui ne reposent que sur la confiance. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les discours qui traitaient des échanges – qu'on appellera plus tard « économie » – voisinaient avec les sciences du langage, sans doute parce qu'ils considéraient l'homme comme un être de l'échange dont les mots comme la monnaie sont les instruments privilégiés. Il n'est dès lors pas surprenant que l'économie et les récits littéraires se répondent.

Ce jeu de miroirs se retrouve chez tous les grands penseurs de l'économie. Smith, Turgot, Condorcet, Marx... tous ont développé cette approche comparatiste où la monnaie se pense à travers le langage, et le langage à travers la monnaie. Les économistes mobilisent des formes littéraires. Parmi les contes à visée économique, l'un des tout premiers est la célèbre *Fable des abeilles* [1705], de Mandeville, une ode au libéralisme dans tout ce qu'il a de plus cynique (*Mandeville y raconte que, si c'est le vice qui pousse au gain, il produit finalement de la vertu puisque la richesse ruisselle vers le bas*).

Les mots et la monnaie sont deux concepts jumeaux. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les économistes étaient d'ailleurs des philosophes, des moralistes... Mais une scission va s'opérer au XIX<sup>e</sup> siècle, au mo-

IL EXISTE  
UNE RELATION  
TRÈS PROFONDE  
ET ANCIENNE  
ENTRE LES MOTS  
ET LA MONNAIE

## LES ÉCONOMISTES FANS DE BALZAC, DE MARX À PIKETTY

**LORSQUE L'ÉCONOMISTE THOMAS PIKETTY a publié *Le Capital au XIX<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013), des commentateurs avaient été surpris qu'il ait consacré de nombreuses pages à évoquer les œuvres de Balzac ou de Jane Austen. Il s'agissait pour lui d'illustrer ce qu'était une société dans laquelle la richesse ne pouvait qu'être héritée. Pour Piketty, rien n'était pourtant plus naturel, comme il l'explique aujourd'hui : « Ce qui est frappant, à la lecture de ces deux auteurs, c'est leur connaissance intime, très précise, presque charnelle, des inégalités de patrimoine. Pour eux, ce ne sont pas que des chiffres, c'est leur univers, ce sont les rapports de pouvoir dans lesquels ils vivent. »**

Il raconte que c'est la lecture d'un passage du *Père Goriot* (1835) qui l'a aiguillé sur le sujet des inégalités de patrimoine : lorsque Vautrin, chiffres à l'appui, explique à Rastignac que s'il veut être riche dans la société, la seule voie possible est un riche mariage. « *Rastignac comprend qu'il ne peut pas parvenir dans la société par son seul travail, même avec une carrière juridique fulgurante. J'ai voulu vérifier* », explique l'économiste. Ce dernier écrit en 2009 son important article « On the Long-Run Evolution of Inheritance: France 1820-2050 » (dans lequel il ne mentionne pas Balzac), puis le best-seller qui le rendra mondialement célèbre.

Piketty n'est pas le premier à puiser des enseignements chez Balzac pour analyser les inégalités. L'auteur d'un autre *Capital* (1867), Karl Marx, était lui aussi un grand lecteur de l'auteur de *La Comédie humaine*, de même que son compère Friedrich Engels. Selon ce dernier, Honoré de Balzac a beau être un légitimiste – et donc un fleffe réactionnaire –, il a compris et chroniqué le mouvement historique qui était en train d'emporter l'ancien monde. Il est un « maître du réalisme infiniment plus grand que tous les Zola passés, présents et à venir », tranche-t-il dans une lettre à Margaret Harkness en 1888. Dans les analyses marxistes du XX<sup>e</sup> siècle, Zola sera donc dédaigné, Balzac adulé. L'œuvre de l'écrivain sera analysée sous toutes les coutures par des penseurs marxistes comme Georg Lukacs, Pierre Barbéris ou Pierre Machery.

### Comblent les ignorances

Trois ans avant la parution du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, un collègue de Piketty, autre spécialiste des inégalités, Branko Milanovic, avait ouvert son livre *The Haves and the Have-Not* (Basic Books, 2010) par deux coups de projecteurs, l'un sur *Orgueil et Préjugés* (1813), de Jane Austen (évalué l'avantage financier pour Elizabeth dépeuser le richissime M. Darcy ?), l'autre sur *Anna Karénine* (1877),

ment même où s'invente le grand roman réaliste, lorsque l'économie essaie de s'autonomiser en tant que science.

**Vous expliquez que la littérature et la science économique vont alors devenir rivales. Pourquoi ?**

L'institutionnalisation de l'économie dans le champ des disciplines va se traduire par une concurrence vis-à-vis des autres discours, ce que Michel Foucault décrit bien dans *Les Mots et les Choses* [1966]. Or littérature et économie prétendent toutes deux proposer une représentation du monde et des scénarios possibles. Elles ont toutes deux une fonction modélisatrice. Le roman, fidèle à la définition qu'Aristote donne de la mimésis, propose un modèle de la réalité. Il ne dit pas ce qui est, mais ce qui pourrait être. C'est d'ailleurs ce qui fait le sel de la fable ou du récit. S'il se bornait à décrire ce qui est, le résultat serait assez pauvre. Toute la fonction créatrice de la

littérature réaliste réside dans cette capacité à imaginer des mondes possibles. L'économie partage elle aussi cette volonté de représenter non pas ce qui est, mais ce qui pourrait être. Mais elle va plus loin quand s'affirme, au XX<sup>e</sup> siècle, l'économie mathématique où le modèle, loin de représenter le réel, tente de définir ce qui « devrait » être en postulant un individu idéal.

C'est là que l'opposition entre les deux se cristallise : car la littérature réaliste ne cherche jamais à présenter un monde-modèle. Elle essaie de comprendre la réalité par le truchement de l'individu, de son expérience, alors que l'économie classique entend représenter un monde mécanique où des individus rationnels, parfaitement informés, évolueraient dans un univers de concurrence parfaite.

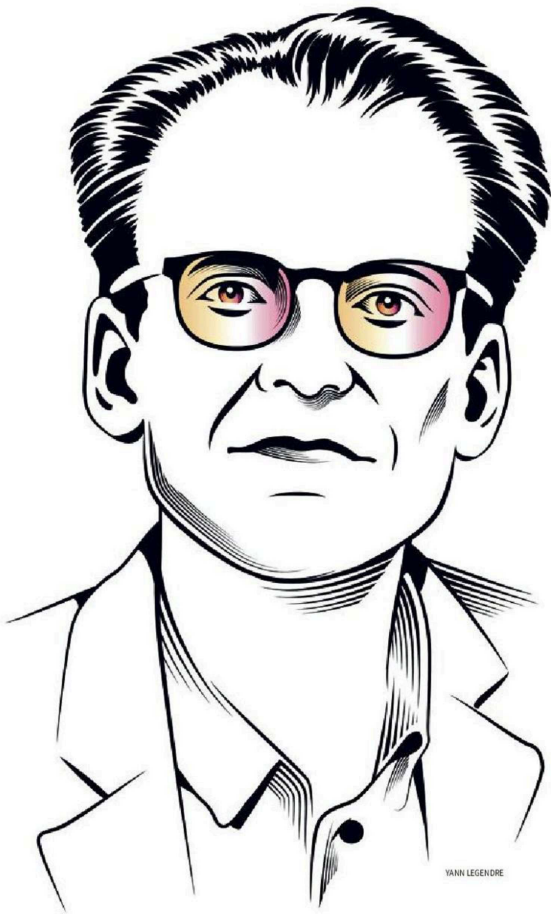
**Comment la littérature parvient-elle à trouver une puissance narrative à partir du thème de l'économie ?**

de Léon Tolstoï (qu'a donc gagné l'héroïne à épouser Alexis Alexandrovitch Karénine, qui faisait alors partie du 1 % le plus riche du pays, puis à tomber amoureuse du comte Vronski, qui faisait partie du 0,1 % ?).

En 2020, le spécialiste de la fiscalité Dan Shaviro a poursuivi dans cette veine éco-littéraire avec *Literature and Inequality* (Anthem Press), où il analyse les structures sociales de l'Angleterre, de la France et des États-Unis à travers les œuvres de neuf auteurs : Jane Austen, Honoré de Balzac, Stendhal, Charles Dickens, Anthony Trollope, E. M. Foster, Mark Twain, Charles Dudley Warner, Edith Wharton et Theodore Dreiser.

En France, l'économiste Claire Pignol, maîtresse de conférences à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, s'est faite une spécialité d'extraire des enseignements des œuvres de Balzac, de Jean-Jacques Rousseau ou de Daniel Defoe. Selon elle, la littérature permet de combler les ignorances de la science économique. « Elle aide à ressentir des phénomènes qui échappent au raisonnement. Par exemple, pourquoi l'argent est-il accepté ? Pourquoi l'avarice ? Elle explore nos contradictions, l'opacité qui entoure nos comportements. » Claire Pignol prépare un livre sur le désir de richesse, qui sera irrigué de littérature. ■

PASCAL RICHER





LA CHRONIQUE  
DE JEAN PISANI-FERRY

## L'économie verte, un gage de sécurité

Depuis qu'Israël et les Etats-Unis ont, fin février, commencé à bombardier l'Iran, la guerre fait rage au Moyen-Orient. La Maison Blanche n'a pas cessé de se contredire quant aux buts de cette guerre et à la durée des opérations militaires, mais le fait est là et l'économie doit y faire. Les questions qui se posent sont celles de l'ampleur, de la durée et, partant, des conséquences de ce choc énergétique.

En parlant de « plus grande perturbation dans l'histoire du marché pétrolier mondial », l'Agence internationale de l'énergie n'y est pas allée par quatre chemins. Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite un tiers du pétrole brut échangé dans le monde, est effectivement un événement de grande ampleur. Il en va de même pour le gaz naturel, qui contrairement au pétrole se transporte exclusivement par bateau, et dont la production a, au surplus, été atteinte par les attaques iraniennes sur les installations de Ras Laffan, au Qatar.

L'impact de ce choc sur les prix reste cependant limité au regard des expériences du passé. Le prix du pétrole est repassé en dessous des 100 dollars par baril, contre 70 à la veille de l'offensive sur l'Iran. En termes réels (corrigés de l'inflation), il demeure nettement en deçà de ses maxima historiques, y compris par exemple en dessous du niveau atteint entre 2012 et 2015. Quant au prix du gaz naturel, il a fait moins que doubler, alors qu'il avait triplé en 2022, lorsque la Russie avait interrompu ses livraisons de gaz à l'Europe. Même si les ménages sont plus sensibles aux variations des prix qu'à leur niveau, ces faits méritent d'être rappelés.

### Le conflit en Iran laissera des traces durables

Les marchés s'attendent à ce que la guerre s'achève bientôt : ils anticipent un prix du baril aux alentours de 90 dollars et été de 80 dollars en fin d'année. Il y a deux raisons possibles pour cet optimisme : soit que les Etats-Unis vont prendre le dessus dans leur conflit avec l'Iran, soit, plus probablement, que Donald Trump va en rabattre sur sa volonté de puissance et trouver un accommodement avec Téhéran. Même si la guerre reste encore soutenue par la majorité de ses soutiens républicains, les conséquences qu'aurait un conflit prolongé sur l'inflation et donc les taux d'intérêt le seraient beaucoup moins. Plus le conflit dure, et plus son coût politique va s'accroître, alors qu'approchent des élections de mi-mandat qui devraient se traduire par une victoire des démocrates à la Chambre des représentants. L'intérêt politique de Trump lui commande de déclarer victoire et de quitter le champ de bataille.

Une telle évolution aurait au moins un effet collatéral positif : elle mettrait fin à une augmentation du prix du baril qui a, depuis un mois, bénéficié à la Russie et lui a permis de reconstituer un trésor de guerre, diminué par les sanctions occidentales. La décision américaine d'adoucir ces sanctions, notamment en permettant à l'Inde d'acheter du pétrole russe, a, elle aussi, servi les intérêts du Kremlin. La prolongation de la guerre renforcerait encore la Russie et affaiblirait l'Ukraine, aujourd'hui victime de l'attrition des munitions utilisées dans la guerre contre l'Iran.

Même si le conflit se termine vite, cependant, il laissera des traces durables : les pays du Golfe ne retrouveront pas le statut de havre de paix et de prospérité qu'il était le leur ; les passagers hésiteront avant de voyager sur leurs compagnies aériennes ; le détroit d'Ormuz restera sous la menace d'un blocage du trafic par l'Iran, et en conséquence le coût des assurances, qui a quadruplé en l'espace de quelques jours, ne reviendra pas au niveau d'avant le début du conflit. De tous ces points de vue, il y aura inévitablement un avant – et un après-guerre.

C'est particulièrement vrai pour l'Europe, qui, dépourvue de ressources en combustibles fossiles, est très dépendante de l'accès au pétrole et au gaz du Golfe. Vouloir, au nom de la compétitivité, ralentir la transition vers l'économie verte en remettant en cause le système ETS d'échange de quotas d'émission, comme l'a fait le chancelier allemand, Friedrich Merz, est dans ces conditions une politique de gribouille. Ce qu'il illustre la crise énergétique actuelle, c'est au contraire la nécessité de pousser les feux de la transition afin de libérer au plus vite l'Europe de sa dépendance aux combustibles fossiles. L'adoption d'un pacte vert en 2021 visait un objectif de préservation du climat. L'agression russe contre l'Ukraine, en 2022, l'élection de Donald Trump, en 2024, et maintenant la guerre au Moyen-Orient ont montré que le verdissement de l'économie servait aussi un objectif de sécurité.

Le problème est qu'au lieu d'accélérer la transition, l'Europe a pris prétexte de cette série d'événements pour la ralentir, jusqu'à en arriver au point où les constructeurs automobiles font pression pour que l'UE revienne sur l'engagement pris d'interdire la mise sur le marché de véhicules thermiques à partir de 2035. On connaît leurs arguments : les consommateurs ne sont pas prêts à basculer vers l'électrique. C'est vrai, mais largement pour des raisons de coût et de manque d'infrastructures de recharge. Traiter ces problèmes impose d'admettre que la transition appelle un soutien budgétaire, que ce soit pour permettre aux ménages et aux entreprises de passer à l'électrique, pour créer un réseau d'infrastructures de recharge, ou pour aider l'industrie à se décarboner. Ce coût est au minimum de l'ordre d'un demi-point de PIB par an, ce qui est substantiel mais pas prohibitif au regard des engagements pris pour la défense. Faut-il de le reconnaître, l'Union européenne est en train de tourner le dos à son avenir. ■

Jean Pisani-Ferry est professeur d'économie à Sciences Po (Paris), à l'Institut Bruegel (Bruxelles) et au Peterson Institute for International Economics (Washington).



## LE ROMAN DÉNONCE LA VIOLENCE DE LA CONCURRENCE, TOUT EN AFFIRMANT QUE C'EST DE CETTE DESTRUCTION DE L'AUTRE QUE VA NAÎTRE LE NOUVEAU MONDE

A partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle s'impose le constat que la santé de la société réside dans la circulation des biens, des hommes et des idées. Le roman ne peut plus éluder cette réalité-là alors que, jusque-là, l'argent était interdit en littérature. On ne le trouvait que dans les genres non nobles, la comédie par exemple, mais jamais dans les tragédies classiques de Racine ou de Corneille. Au XIX<sup>e</sup> siècle, un nouveau contrat implicite se met en place. La littérature se saisit de l'argent, et cela lui permet de renouveler des modèles plus ou moins usés : le merveilleux, l'épopée ou le fantastique. Chacun de ces genres permet de révéler une facette de l'argent et de son pouvoir.

Avec le merveilleux, le roman recycle tout un imaginaire magique profondément inscrit dans l'économie, à commencer par la capacité du marché à s'autéquilibrer. On reconnaît la fameuse « main invisible » d'Adam Smith, qui illustre la manière dont les hommes concourent à une société harmonieuse en poursuivant leur intérêt propre ; c'est encore la création monétaire ex nihilo que semble autoriser le crédit en créant de la valeur à partir de rien, une hypothèse qui a fait l'objet de grands débats dans l'église médiévale... et continue d'agiter l'économie contemporaine.

L'épopée, fidèle aux modèles antiques, exprime la fascination devant l'énergie. Doué sa capacité à mettre en scène le « conquérant » économique, notamment l'entrepreneur. En vantant les aventures de l'*Homo economicus*, elle met en valeur la modernité triomphante. On trouve déjà ce souffle épique chez Balzac, mais il éclate surtout chez Zola ou dans *Les Buddenbrook* [1901], de Thomas Mann, mais aussi, plus tard, sur grand écran, avec, par exemple, *Wall Street* [1987], d'Oliver Stone, ou *Le Loup de Wall Street* [2013], de Martin Scorsese.

Troisième forme de représentation de l'économie au XIX<sup>e</sup> siècle, le fantastique : c'est l'incertitude, le fait de ne pas savoir si ce qu'on lit relève de la réalité ou du magique. Le fantastique est donc idéal pour parler de la puissance de l'argent qui s'affirme alors, mi-effrayante, mi-fascinante. Nous sommes au lendemain de la Révolution : les grandes croyances religieuses ont reculé, le libéralisme est en train d'imposer sa représentation du monde. La place est libre pour cultiver l'ambiguïté entre la dure réalité de l'économie et son pouvoir de transformation.

### Quel est le meilleur exemple de récit fantastique ? « Le Peau de chagrin » [1831], de Balzac ?

La *Peau de chagrin* joue explicitement cette carte, avec ce parchemin que possède un jeune homme appauvri et dont la taille rétrécit à chaque fois qu'il est exécuté un vœu. Ce qui est intéressant, c'est que dans une toute première version du texte, la peau de chagrin était une lettre de change ! Mais on retrouve des touches de fantastique dans bien d'autres romans, comme *Zola* [1890], de Zola, *Le Comte de Monte-Cristo* [1844], de Dumas (où l'argent devient une arme pour tuer), ou encore *L'Or* [1925], de Cendrars, un récit d'une force extraordinaire. Dans tous ces romans, l'argent ou l'or sont peints comme des puissances quasi divines et maléfiques.

### Diriez-vous que cette littérature a solidifié la matrice du capitalisme naissant ?

Elle a joué, à son corps défendant, un rôle majeur dans l'appropriation des grands schémas idéologiques du libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle. Il faut ici faire la distinction entre les auteurs et leurs œuvres. Certes, les auteurs étaient critiques : le réactionnaire Balzac refusait le libéralisme, le républicain Zola condamnant la manière dont l'argent corrompait les individus. Mais leurs romans montrent une machine économique qui finit toujours par l'emporter. Leur narration rejoint en cela la fable dominante de la science économique libérale. Dans *La Maison Nucingen* [1838], de Balzac, le

banquier, véritable conquérant, domine Paris. Dans *L'argent*, de Zola, Aristide Saccard est certes défait, mais la machine capitaliste, incarnée par Gundermann, l'emporte. Partout, s'expriment la fatalité triomphante de l'argent et la puissance de la machine économique.

### En dehors de la puissance de la « machine », l'autre obsession commune aux romanciers et aux économistes est, dites-vous, l'acte de « bâtir ».

Cette obsession-là est au cœur de la modernité. Beaucoup de héros des romans sont des entrepreneurs, capables de se projeter et de créer. Ils tentent de fabriquer des mondes. Cela renvoie au geste bâtisseur du romancier qui, comme l'économiste, essaie de mettre le monde en ordre. Nous sommes au lendemain de la rupture révolutionnaire : on cherche à substituer à l'ordre divin, dont le sujet était prisonnier, un nouvel ordre où l'individu peut affirmer son indépendance et son énergie créatrice.

Dans le nouveau monde, Dieu n'est plus accepté comme unique principe explicatif et l'individu devient libre et responsable de ses actes. On a besoin de théories pour expliquer le réel, mais aussi d'actes et de figures pour incarner ce renouvellement. Les deux postures, littéraire et économique, se rejoignent dans cette volonté de représenter ce monde bouleversé. Non sans en souligner les dégâts, les inégalités et la violence... Ce qui est une autre manière de condamner le principe de la concurrence !

Celle-ci fait d'ailleurs aussi partie des fascinations ambivalentes des romanciers : elle renvoie à la posture épique, elle est le nouvel avatar du combat. Le roman dénonce la violence concurrentielle... tout en affirmant que c'est de ce combat, de cette destruction de l'autre, que va naître le nouveau monde.

### Au XIX<sup>e</sup> siècle, la littérature romanesque se désintéresse de l'économie. Pourquoi ?

Cette évolution est nette dans la littérature européenne, au sortir de la première guerre mondiale ; elle l'est moins dans celle des Etats-Unis. A partir des années 1920, et plus encore après la seconde guerre mondiale, raconter le monde sous le prisme de l'argent est considéré comme un procédé désuet, voire bourgeois. La confiance dans la parole du narrateur s'écroule. Paul Valéry avait déjà porté le coup de grâce en condamnant la « fiduciaire littéraire » : le fait de s'en remettre à la parole de l'auteur. Il refuse les conventions littéraires réalistes et ne se fie plus à un auteur qui veut nous faire croire que « la marquise sortit à 5 heures ».

### Le sens de l'absurde, que les horreurs de la guerre de 1914-1918 ont révéillé, ne peut-il pas également expliquer que les romanciers cessent de tenir l'économie pour centrale ?

C'est certain : la croyance qui fondait la modernité sur la promesse d'un monde régulier, harmonieux, tourné vers le progrès, vers des lendemains meilleurs, s'écroule avec la boucherie de 14-18 et par la suite avec la Shoah. L'économie sort des romans dans les années 1920, et la paren-

thèse va durer jusqu'aux années 1990. Mais elle continue d'intéresser le cinéma, le roman policier et le « roman d'affaires » rédigés par des auteurs populaires comme Paul-Loup Sulitzer.

C'est né qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, alors qu'éclate la bulle Internet, qu'on constate un retour du récit économique dans la littérature. Dans de nombreuses œuvres, la question financière revient au cœur de la narration. Prenez *Cosmopolis* [2003], de l'Américain Don DeLillo, *Les Corrections* [2001], de Jonathan Franzen, *Cendrilion* [2007], d'Eric Reinhardt, ou encore *Les Frères Lehman* [2016], de Stefano Massini. Mais là réside la grande différence, tous ces auteurs prennent le contre-pied du dogme balzacien de la « cité de la dette » : ce sont des récits où l'on ne rembourse plus.

Ces dettes pendantes sont un symptôme intéressant. Elles signifient que le principe même de l'équilibre, ce principe fondateur de l'économie libérale et néolibérale, est remis en cause. On entre dans une représentation du chaos comme le montre *Cosmopolis*, de DeLillo. S'y déroule la journée d'un trader qui, depuis sa voiture, traverse des manifestations monstrueuses, violentes. Le monde y est chaotique, l'écriture aussi, tout comme dans *Les Effondrés* [2010], de Mathieu Larnaudie. Dans cette peinture très fouillée des conséquences de la crise des subprimes, le lecteur est plongé dans les méandres de la finance au gré de structures syntaxiques si complexes qu'il s'y perd. C'est une manière de nous faire éprouver le vertige économique. En submergeant le lecteur de chiffres et de combinaisons, le récit fait disparaître le sens.

### Que cela traduit-il ?

Par rapport à la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agit d'une critique beaucoup plus profonde d'un système économique et financier dont les principes organisateurs sont mis en cause. L'économie est présentée comme un perpétuel déséquilibre, qui engendre un monde sauvage, disharmonieux et incertain. D'ailleurs, dans ces romans, le lecteur est laissé à la fin du récit, sur un suspense. Il ne sait pas ce qui va advenir.

### La littérature a-t-elle toujours un coup d'avance sur l'économie ?

Oui. Parce qu'elle procède de manière intuitive, elle identifie certains phénomènes bien avant la science économique. L'entrepreneur, par exemple, est une invention littéraire. Les analyses sur la destruction créatrice entrepreneuriale de Joseph Schumpeter [économiste autrichien, *nationalisé américain, 1883-1950*] sont venues bien après *L'argent* ou *Un Bonheur des Dames* [1883], de Zola. Plus en amont, le « capital humain » est « inventé » par Balzac dans *Illustres Gaudisards* [1833], cent cinquante ans avant que Gary Becker [économiste américain, 1930-2014] ne le théorise ! Aujourd'hui, les sciences humaines et sociales et les arts du récit sont fréquemment convoqués pour nourrir la prospective. Un sociologue allemand, Jens Beckert, a même proposé de substituer aux « anticipations rationnelles » des économistes néoclassiques le concept d'« anticipations fictionnelles » pour imaginer le comportement économique des individus.

### Le point commun des auteurs de littérature et des économistes, n'est-ce pas la recherche de ce qu'est la valeur ? Qu'est-ce qui « vaut » pour nous autres, les êtres humains ?

C'est la question fondamentale. « Qu'est-ce qui vaut ? », mais aussi « comment produit-on de la valeur ? ». Historiquement, on a avancé la thèse de la nature comme productrice de valeur, puis cela a été le travail, l'utilité, et maintenant le temps. L'économiste, le romancier, le poète, le dramaturge, le cinéaste... tous sont habités par cette question. Peut-être parce qu'eux-mêmes sont en situation de produire de la valeur, mais aussi parce qu'ils l'ont vue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHEL



**HUMANITÉS** | CHRONIQUE  
PAR PHILIPPE BERNARD

## Nouvelle France, vieille France

**N**on résolue, la question est fondamentale pour la société française, et pour la gauche en particulier. Comment faciliter la cohabitation de populations d'origines de plus en plus variées et attachées à la revendication de leur histoire et qui supportent de moins en moins des discriminations persistantes ? Le chemin à construire doit éviter deux écueils : d'un côté, l'invocation rituelle, sans avancée concrète, des idéaux égalitaires républicains, de l'autre la division communautaire, ferment de conflits.

La question n'est pas nouvelle. Dans les années 1980-2000, un semblant de consensus politique avait été trouvé autour de l'idée d'"intégration", à mi-chemin entre une "assimilation" oubliée des origines et un enfermement dans des "communautés" hermétiques. Cette perspective s'est trouvée prise en étau. D'un côté, la droite et l'extrême droite arc-boutées sur le mythe d'une identité nationale immuable, trouvent « l'intégration » bien trop généreuse, car elle reconnaît à la fois l'égalité et l'attachement aux origines. Dans un contexte exacerbé par la montée des revendications identitaires et aussi par le souvenir des multiples attentats terroristes, on veut, de Bruno Retailleau à Marine Le Pen, ne laisser le choix qu'entre assimilation et exclusion de la communauté nationale. Un diptyque ségrégatif, irréaliste et appauvrissant.

Chez une partie de la gauche, on a rejeté l'idée d'"intégration" comme héritière de la domination coloniale, sans vraiment la remplacer. Pourtant, dans un pays qui ne cesse, depuis plus d'un siècle et demi, de s'enrichir des apports étrangers et dont près d'un citoyen adulte sur trois a au moins un parent ou un grand-parent immigré, un discours politique porteur d'avenir sur la question est nécessaire.

### « Chânon manquant »

Avec l'idée de « *créolisation* », Jean-Luc Mélenchon a eu le mérite, en 2020, d'esquisser une perspective. Cette manière « *de se transformer de façon continue sans se perdre* » inspirée par le penseur martiniquais Edouard Glissant n'était « *pas un programme mais un fait* », assurait alors le chef de file de La France insoumise (LFI). Il expliquait alors vouloir construire « *le chaînon manquant entre l'universalisme et la réalité vécue qui le dément* » et présentait la *créolisation* comme un moyen de s'opposer à « *la division de notre peuple sur des bases religieuses ou ethniques* ».

Hélas, le « programme » et la stratégie politique ont repris le dessus. La « *nouvelle France* », le mot d'ordre que Jean-Luc Mélenchon a récemment substitué à celui de « *créolisation* », est conçue pour nourrir la ligne conflictuelle de LFI. Symétrique de la vision de l'extrême droite qui refuse de considérer comme pleinement français les populations issues de l'immigration, le nouveau slogan oppose ces dernières à une « *vieille France* » jamais désignée explicitement mais qualifiée de « *rabougrie et raciste* » par M. Mélenchon, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis),

**UN OURAGAN  
MÉDIATIQUE HOSTILE  
S'EST ABATTU SUR  
LE NOUVEAU MAIRE  
DE SAINT-DENIS,  
BALLY BAGAYOKO**

**EN OPPOSANT UNE  
« FRANCE RACISÉE »  
À UNE « FRANCE  
RACISTE », JEAN-LUC  
MÉLENCHON NOURRIT  
LA RHÉTORIQUE  
IDENTITAIRE DE  
L'EXTRÊME DROITE**

le 20 mars, dans son discours d'hommage au nouveau maire « *insoumis* » de la ville, Bally Bagayoko, élu dès le premier tour des municipales. En proposant une « *France racisée* » à une « *France raciste* », M. Mélenchon déserte le terrain social de la gauche et nourrit, en inversant, la rhétorique identitaire de l'extrême droite qui veut faire croire à une concurrence entre populations « *anciennes* » et « *nouvelles* ».

A Saint-Denis, terre d'accueil historique de toutes les vagues d'immigration aussi bien provinciales qu'étrangères, la victoire de M. Bagayoko, 52 ans, cadre à la RATP, né en France de parents maliens, constitue un formidable symbole de « *intégration* ». Avec plusieurs autres victoires de candidats au parcours comparable, de Vénissieux (Métropole de Lyon) à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), et de Vaulx-en-Velin (Métropole de Lyon) à Mantoux-la-Jolie (Yvelines), l'élection de M. Bagayoko trahit avec une longue période durant laquelle les « *voeux* » partis de gauche (Parti socialiste et Parti communiste français) ont rechigné à promouvoir ces profils.

Louragan médiatique hostile qui s'est abattu sur le nouveau maire de Saint-Denis, quand l'extrême droite a voulu entendre le mot « *Noirs* » au lieu de « *rois* » lorsqu'il a déclaré que sa ville, qui abrite la nécropole des rois de France, « *est la ville des rois et du peuple vivant* », montre dramatiquement à quel point l'évidence de l'accès au pouvoir de personnes issues de l'immigration est loin d'être partagée. L'épisode ne fait qu'alimenter le bobard d'une guerre raciale en cours dans un pays marqué par ses quartiers ghettos, mais aussi champion des mariages entre personnes d'origines différentes.

M. Bagayoko, qui a réagi avec un remarquable sang-froid à cette provocation, semble de taille à résister à la « *racalisation* » promue par son propre parti. En décembre 2025, Sébastien Delougé, lui-même candidat LFI aux municipales à Marseille, était venu à Saint-Denis lui apporter son soutien en appelant les Dyonisiens à élire un « *racisé* » afin que « *le réel peuple de France reprenne le pouvoir* ». Et, peu après son élection, M. Mélenchon est venu à Saint-Denis proclamer la « *victoire de la nouvelle France* ». Cela n'a pas empêché le nouvel élu de prendre ses distances avec le mot « *racisé* », qui réhabilite la fiction des races, creuse les fossés et tend à assigner des personnes à une identité qu'elles n'ont pas nécessairement choisie.

Fort de sa victoire retentissante, il s'est permis d'affirmer sur RMC qu'il « *n'aime pas trop le terme "racisé"* » et préfère définir la « *nouvelle France* » comme celle des « *enfants de la République et héritiers de l'immigration* ». M. Bagayoko personifie à la fois la réalité crue du racisme et la possibilité d'une réponse digne et déterminée. Peut-être aussi, en révoquant un peu, une synthèse entre la fierté des origines et une revendication du « *droit à l'indifférence* » dont la gauche pourrait s'inspirer. ■

**LA GUERRE  
CONTRE L'IRAN  
NE DOIT PAS  
FAIRE OUBLIER  
L'UKRAINE**

ÉDITORIAL **M**

**L'**Ukraine subit une nouvelle épreuve, malgré elle. Un mois après l'attaque lancée conjointement contre l'Iran par les États-Unis et Israël, elle affronte une menace qu'elle ne pouvait pas anticiper celle de devenir une variable d'ajustement, comme vient de le déplorer dans *Le Monde* le président Volodymyr Zelensky.

Car les conséquences de l'improvisation périlleuse de Donald Trump se font déjà sentir, et elles sont alarmantes. Il y a quelques mois, en octobre 2025, le président des États-Unis avait fini par se laisser convaincre que faire pression sur Moscou produirait plus de résultats que reprendre le ton tempéré pour ce qu'il est, l'unique responsa-

ble d'un conflit effroyable. Des sanctions contre le pétrole produit en Russie avaient enfin été imposées par les États-Unis, fragilisant une économie mise au service de la guerre déclenchée il y a quatre ans.

Mais Donald Trump a levé ces sanctions dès qu'il a pris conscience qu'un Moyen-Orient à feu et à sang ferait grimper les prix du pétrole et risquerait de relancer une inflation qu'il promettait de tenir en respect en arrivant à la Maison Blanche. Le résultat de cette coupable inconséquence, qui n'a guère eu d'effet sur le prix des carburants, est que son homologue russe, Vladimir Poutine, a moins de raisons aujourd'hui d'envisager ne serait-ce qu'un cessez-le-feu en Ukraine.

La guerre intensive en cours en Iran, et les représailles du régime iranien, a pour autre conséquence de vider les arsenaux américains. Au point de pousser le Pentagone, selon le *Washington Post*, à réorienter vers les alliés des États-Unis sur la rive arabe du Golfe des armes prévues initialement pour Kiev, que les Européens entendent financer. Il s'agit notamment de moyens de défense anti-aériens. Soumis depuis des années aux vagues de missiles et de drones russes, les civils ukrainiens en ont pourtant autant besoin que les pétromonarchies du Golfe.

Pris de court par l'instrumentalisation du détroit d'Ormuz par un régime iranien aux abois, affaibli militairement comme ja-

mais, Donald Trump a vainement tenté d'impliquer l'Otan dans la réouverture de ce goulet stratégique. C'était oublier que la vocation de l'Alliance atlantique est défensive et qu'elle n'a pas été conçue pour pallier les mauvais calculs stratégiques des États-Unis.

La tiédeur des États membres envers cette aventure moyen-orientale a ravivé les critiques du locataire de la Maison Blanche contre l'institution transatlantique. Donald Trump a laissé entendre qu'il était prêt à exercer un chantage : forcer ses alliés à intervenir sous les ordres de Washington ou bien prendre le risque d'un désengagement plus grand encore des États-Unis en Ukraine.

Les informations de la presse américaine faisant état d'une aide russe à Téhéran en matière d'identification des cibles américaines potentielles dans le Golfe montrent pourtant que ces deux conflits sont étroitement liés. Cette continuité est symbolisée par une arme devenue décisive : le drone. Accepter de baisser la garde sur le front ukrainien revient à démultiplier la force de l'adversaire sur le second.

Il faut donc souhaiter que la diversion que constitue l'attaque américano-israélienne contre l'Iran s'interrompe au plus vite. Le camp occidental doit rester concentré sur la guerre que lui impose un président russe aveuglé par son revanchisme. ■

Le Monde

# RECORD HISTORIQUE D'AUDIENCE

POUR LES DEUX TOURS DES MUNICIPALES.

Trafic global sur les 4 jours

LE MONDE | 62,8 MILLIONS de visites

FRANCE INFO  
55,3 MILLIONS de visites

QUEST-FRANCE  
40 MILLIONS de visites

LE FIGARO  
38,3 MILLIONS de visites

BFMTV  
36,1 MILLIONS de visites

Source ACPM 1er & 2nd Tours : cumul des visites sur les 4 jours (15, 16, 22 & 23 mars)



Dans l'intimité de leur logement, des hébergeurs solidaires accueillent des sans-abri et découvrent une réalité faite d'engagements sincères, de moments de gêne parfois, et de liens qui se construisent sans mode d'emploi

2

ENQUÊTE



# Bienvenue chez moi

4

**WORK IN PROGRESS**  
Au bureau, tricot et concerto

Yoga, ateliers poterie... Quand l'entreprise orchestre une nouvelle forme d'engagement par le plaisir

5

**ÉCRAN**  
Génération Malcolm

Sous ses dehors déjantés, la série culte de retour pour quatre épisodes met à scène une Amérique précaire et sans horizon, plus vraie que nature

7

**UN APÉRO AVEC...**  
Christophe Cazenove

Le triomphe discret d'un auteur de bande dessinée aux quelque 20 millions d'albums vendus, en vingt-cinq ans de carrière

*l'époque*  
Le Monde



OTTINO

Par Ophélie Neiman

On le nomme « hébergeurs solidaires », parfois « hébergeurs citoyens », selon le sens que les associations et ceux qui les animent souhaitent donner à leur mission. Parfois, on ne le nomme pas, quand ils agissent sous les radars. Pour une nuit, un mois ou un an, ils sont quelques milliers à accueillir chez eux des inconnus pour leur éviter la rue.

Aujourd'hui, selon la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, on dénombre « au moins » 350 000 personnes sans domicile fixe en France. Une explosion, puisqu'il y en avait 140 000 en 2012. Les profils sont nombreux : en majorité des étrangers, arrivés sans point de chute, de plus en plus de familles (dont 40 000 enfants). Des hommes, des femmes (pour une large tiers) au parcours bossé, qui ont perdu un emploi, se sont séparés d'un conjoint, se sont fait expulser de leur logement. Des travailleurs précaires (un quart des SDF francophones ont un emploi), beaucoup de jeunes (un quart ont moins de 30 ans).

La plupart dorment dans des centres d'hébergement (203 000 places ouvertes chaque soir dans le parc d'hébergement généraliste, 121 000 places dans le dispositif national d'accueil pour les demandeurs d'asile), mais entre 30 000 et 40 000 sont contraints de passer la nuit dehors ou dans des squats. Il y aurait plus de 200 000 enfants parmi les sans-abri.

Pour leur venir en aide, les hébergeurs solidaires passent le plus souvent par une association. Celle-ci offre un cadre sécurisant, établit une convention entre accueillant et accueilli avec des bilans réguliers, un référent joignable en permanence, un accompagnement social en parallèle. « Il est impératif que cela se passe bien », explique Yann Manz, cofondateur de l'association Utopia 56, spécialisée en partie dans l'hébergement d'urgence.

On s'assure que les hébergeurs puissent proposer une vraie zone de répit.

Pour ce qui est des hébergés, le délégué général admet qu'Utopia 56 doit « sélectionner » : en priorité les femmes, les familles, les mineurs. « De plus, si quelqu'un souffre d'un trouble psy ou d'une addiction, on ne l'oriente pas vers des hébergeurs, on le garde dans un centre d'hébergement ou de santé, poursuit-il. Sur les dizaines de milliers de nuitées qu'on a organisées, on peut compter sur les doigts des deux mains les incidents qui ont pu se produire chez des hébergeurs. » Des volontaires issus, selon lui, de toutes les catégories socioprofessionnelles, allant des trentenaires en petit appartement aux retraités qui ont du temps et de la place. « Leur point commun, c'est d'en avoir marre de voir des gens sur le trottoir. »

Leurs interrogations sont souvent les mêmes : comment aménager les lieux, comment s'organiser, faut-il nouer une relation amicale et jusqu'où s'engager ? Grâce aux conseils de ces associations, mais plus souvent en apprenant sur le tas, chacun parvient ou non à trouver son équilibre.

Anais et Stéphane, 45 et 52 ans, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne)

Au repas de Noël 2023, la sollarika était au menu chez Anais (les personnes citées par leur prénom ont reçu l'anonymat), 45 ans, Stéphane, 52 ans, et leurs enfants de 7 et 9 ans. Cette soupe de viande traditionnelle ukrainienne avait été préparée par la mère de famille de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), avec l'aide de Brigitte, Congolaise de 54 ans. « Moi, je sais cuisiner le madesou, un plat du Congo avec du poulet et des haricots rouges, détaille la femme au tempérament joyeux. Apprendre la cuisine ukrainienne en France, ça, je ne m'y attendais pas ! »

Autour de la table, donc, les quatre Français, Brigitte, qui bénéficie d'un statut de réfugiée et habite chez eux depuis novembre 2023, et Nastya, une Ukrainienne qui a vécu pendant un an et demi dans la chambre qu'occupe désormais la Congolaise. Comme un symbole de réussite de ces cohabitations que l'on nomme « hébergements solidaires ».

Le couple français a franchi le pas sur un coup de tête, sans même penser aux conséquences. « Quand la Russie a

attaqué l'Ukraine et que des familles sont venues se réfugier en France, nous avons voulu mettre notre chambre d'amis à disposition », développe Anais. Une vaste pièce ornée d'une fenêtre donnant sur le jardin, avec un grand lit, une salle de bains et des toilettes. Par l'entremise de la baby-sitter des enfants (un de ses copains, biélorusse, accueilli dans son salon la famille de son meilleur ami ukrainien), Anais ouvre sa porte à Lena et à ses deux filles qui ont fui les bombardements. Les départs sont chaleureux mais maladroits. Anais pensait partager le dîner tous les soirs avec elles, mais constate qu'à 20 heures « elles avaient déjà mangé et voulaient surtout surveiller les nouvelles d'Ukraine et joindre le père resté sur place ».

Les Français comprennent qu'il est inutile de fixer des rituels contraignants et laissent leurs invitées vivre à leur rythme. Les deux familles se rapprochent en douceur. « Nos garçons ont beaucoup aidé à briser la glace, estime Anais. Dès le deuxième soir, ils sont allés sauter sur le lit des filles, qui se sont prises d'affection pour eux. »

Quand Lena repart avec la cadette, trois mois plus tard, à Kiev, la fille aînée âgée alors de 24 ans reste en France pour chercher du travail. Pendant les dix-huit mois qui suivront, le couple d'hébergeurs s'occupera de Nastya comme si c'était leur propre enfant. « J'ai pu trouver un CDD dans l'entreprise où je travaillais, qui s'est transformé en CDI », témoigne Stéphane. « Quand elle a pris un appartement, nous l'avons accompagnée chez Ikea et l'avons aidée à déménager », complète son épouse. Les deux familles sont, depuis, restées très unies.

Ravi de l'expérience, le couple se dit qu'il pourrait bien « revivre ça ». Mais Stéphane a tout de même des doutes : « Je songeais qu'on avait eu beaucoup de chance la première fois. Mais qu'on aurait peut-être moins la suivante. Et si ça se passe mal, on fait quoi ? » Anais lui propose de passer par l'accueille, créé par l'association Singa en 2015, spécialisée dans la prise en charge des personnes reconnues réfugiées par la France pour les aider à s'insérer. L'idée le rassure, mais il laisse sa femme gérer, ne parvenant pas véritablement à se projeter. Son épouse se lance, mais précise néanmoins à l'association qu'elle ne souhaite pas héberger un homme.

On leur présente alors Brigitte, que toute la famille rencontre le temps d'une promenade. « C'était étrange, un peu comme un entretien d'embauche », se remémore la mère de famille. « J'étais stressée, car l'embrassais l'inconnu. Mais ils avaient tous l'air si gentils », répond, de son côté, la réfugiée.

Au bout de quelques jours, Brigitte se confie à Anais, lui détaille les épreuves qu'elle a traversées, sa vie qui n'a tenu qu'à un fil, ses deux filles laissées derrière elle. « Nous avons rapidement créé une intimité », résume la Française. « Et maintenant, c'est ma petite sœur, poursuit la Congolaise en riant.

L'organisation quotidienne est simple : chacun vit sa vie. Brigitte est indépendante, possède sa clé, voit ses amies, recherche un stage en alternance comme assistante administrative ou médicale, va à l'église le dimanche. Dans la cuisine, elle a son étage dans le réfrigérateur et se débrouille pour les repas. Sur le petit bureau de sa chambre, elle a posé des photos de ses filles, désormais adultes et installées en Afrique du Sud.

L'organisation quotidienne est simple : chacun vit sa vie. Brigitte est indépendante, possède sa clé, voit ses amies, recherche un stage en alternance comme assistante administrative ou médicale, va à l'église le dimanche. Dans la cuisine, elle a son étage dans le réfrigérateur et se débrouille pour les repas. Sur le petit bureau de sa chambre, elle a posé des photos de ses filles, désormais adultes et installées en Afrique du Sud.

Frédérique, 53 ans, à Dunkerque (Nord)

Frédérique est incapable de dénombrer précisément combien de gens elle a accueillis. « Entre vingt et trente hébergements, avec deux à six personnes à chaque fois », soit... peut-être plus d'une soixantaine. Elle a perdu le compte. Dans sa

## « Nos enfants ont beaucoup aidé à briser la glace »

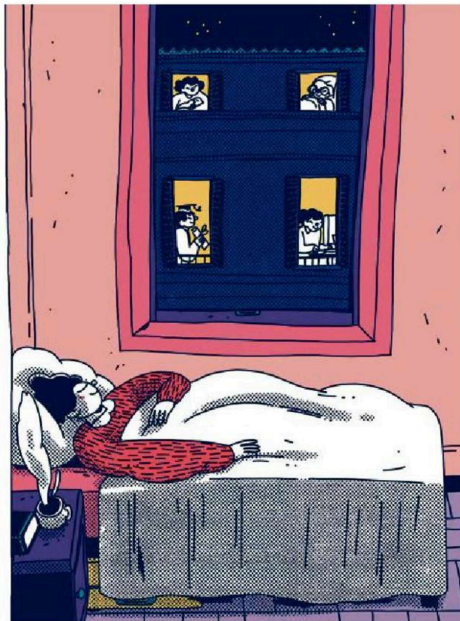
Anais, 45 ans, habitante de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne)

grande maison de Dunkerque (Nord), où elle a élevé ses quatre enfants et où seul son fils cadet habite encore, elle propose, le temps d'une nuit, un peu de répit à des femmes ou à des familles en exil. Elle a la place, des chambres et une salle de bains qui ne servent que ponctuellement.

La maîtresse de conférences de droit privé pratique ce que l'on appelle « l'hébergement d'urgence ». Quand aucune solution n'a pu être trouvée par les associations dans des centres d'hébergement, Utopia 56, auprès de qui elle est inscrite, lui passe un coup de fil, entre 18 heures et 20 heures : peut-elle mettre ses chambres à disposition cette nuit ?

Début février, Frédérique a accueilli un père et sa fille de 6 ans arrivés de Syrie : « Lui avait l'air complètement paumé. Sa petite étiquette accrochée à son téléphone portable, à reproduire les danses qu'elle voyait sur TikTok. » Ils parlaient mal l'anglais, pas plus de deux mots en français (« bonjour » et « merci »). Par logiciel de traduction interposé, le père a raconté leur périple : passés par la Grèce, ils voulaient rejoindre le Royaume-Uni, mais ils ont eu trop peur de traverser la Manche. Peur de l'eau, de la noyade, d'être piétinés dans le bateau gonflable. Il a décidé de faire demi-tour pour repartir en Grèce.

Les chats de Frédérique ont permis de détendre un peu l'atmosphère. « Je n'ai pas osé leur demander où était passée la maman », avoue-t-elle, avec une pointe de gêne. Où placer la limite entre sollicitude et respect de l'intimité ? Elle se pose toujours la question. Parfois, ses invités d'un soir lui montrent leur parcours sur l'un des planisphères qu'elle accumule. Certains ont surtout envie de se doucher, d'autres s'empressent de donner le biberon à leur bébé, avant de rejoindre Frédérique pour le dîner.



SOLE OTERO

ENQUÊTE

# Héberger l'inconnu

## De Paris à Dunkerque, des citoyens ordinaires transforment leur espace intime en refuge temporaire pour des sans-abri, en majorité étrangers. Une cohabitation dans la joie, le doute, parfois les maladroites, et un équilibre à construire

Si elle n'est pas sûre du nombre de familles passées par chez elle, elle n'a aucun mal à se souvenir du premier hébergement, un couple et leurs trois enfants (13, 8 et 4 ans) venus d'Iran. «Le père était médecin, ils étaient tous les cinq très bien éduqués, bien habillés, avec de belles valises. Ils ne correspondaient en rien à la représentation stéréotypée qu'on a des migrants. Cela a fait exploser tous mes préjugés. J'en étais bouleversée. C'était une famille, tout simplement. Comme la mienne». De quoi lever les appréhensions qu'elle pouvait avoir avant de se lancer : «Quand on accueille, le regard change. On humanise enfin les migrants, on comprend à quel point l'exclusion ou même la crainte sont insensées.»

Lors de cette première soirée, elle a fait «tout ce qu'il ne faut pas faire quand on se lance dans l'hébergement d'urgence» : elle a complètement chamboulé son agenda, s'est lancée dans la préparation d'un repas fastueux. «Maintenant, je sais qu'il ne faut pas se mettre autour de contraintes, au risque de se décourager. Et si la demande coïncide avec son calendrier, il vaut mieux passer son tour». Elle veille aussi à ce que ces accueils ne perturbent pas son fils cadet, actuellement en terminale : «Il participe activement, discute avec les familles. Mais je veux qu'il sente que ma première préoccupation reste son bien-être.»

Frédérique ne garde aucun contact, n'échange jamais de numéros de téléphone. Elle l'a fait une seule fois avec des sœurs venues d'Erythrée, qui s'approprièrent à traverser la Manche. Trois jours plus tard, elle apprenait que 12 migrants, dont une majorité d'Erythréens, s'étaient noyés dans le naufrage d'un canot. Elle n'a jamais su si les sœurs étaient à bord. Garder le contact, c'est s'engager trop loin. «Je me dis que je fais ma part et que la suite ne m'appartient pas, conclut-elle.

C'est leur chemin. J'ai juste été sur leur route à un moment donné.»

Florian, 39 ans, à Paris

Autant l'avouer d'emblée : Florian tire un bilan mitigé de son expérience. «Disons que la colocation n'a pas pris», résume-t-il. Accueillir dans son appartement, il a l'habitude. Partout où il a vécu — en Tunisie, en Inde, en Allemagne —, il a hébergé et a été hébergé. Idem dans ce trois-pièces (deux chambres et un salon avec cuisine ouverte) de seulement 40 mètres carrés de l'Est parisien. Ami, sœur d'ami ou même connaissance du quartier dans le besoin ont pu poser leurs bagages ici, pour trois mois ou deux ans. «Je n'aime pas vivre seul, narrait-il. L'altruisme me manque.»

Après s'être inscrit à l'association l'Accueille, l'enseignant en médiations culturelles et scientifiques de 39 ans fait alors la connaissance d'Arash, 26 ans, Iranien d'origine afghane, réfugié politique. «Il présente super bien, il a de la prestance, de la tchatche, s'étonne Florian. Donc, pour moi, il est intégré et cherche juste une colocation. J'ai mis du temps à comprendre que c'était beaucoup plus compliqué.»

Or, du temps, Florian n'en a pas beaucoup. Il travaille énormément, «à la limite du surmenage». Avec le recul, il s'interroge. «J'avais la place, mais avais-je la disponibilité ?» Un léger fossé s'installe. Tandis que l'enseignant s'autourne un peu de bazar, Arash ne laisse aucune trace, sort peu de sa chambre. «Il se rend un peu invisible. Il ne veut pas me déranger et je voudrais qu'il me dérange.» A voir son hôte cloîtré dans sa chambre, le Parisien finit, lui aussi, par se sentir enfermé.

Arash reste un an, sans qu'il y ait de tension manifeste ni pour autant de

liens forts qui se créent. Quand il trouve un appartement, la séparation se fait sans effusion, presque sur le mode du soulagement pour l'hébergeur. Florian a appris qu'Arash était reparti en Iran pour voir sa famille fin 2025, quand les manifestations et leur répression ont éclaté. Un peu gêné, il raconte qu'il n'a pas su lui demander «comment allaient ses proches».

Pourtant, quand nous rencontrons Arash, le 13 février, en plein centre de Paris (il est bien rentré et sa famille va bien), cet étudiant nous livre un ressenti très différent. Son niveau d'écrit n'était pas suffisant pour passer le baccalauréat, et Florian l'a fortement aidé à progresser. «Il m'a donné tous les conseils possibles, m'a prêté des livres, répondait à mes questions, il a fait beaucoup d'efforts», déclare celui qui parle le persan, l'allemand, le français, l'anglais et aimerait travailler dans l'informatique.

Arash sait que Florian et lui ne se sont jamais les meilleurs amis du monde, mais ce n'est pas ce qu'il cherchait. Quant à Florian, il se demande s'il n'a pas mélangé colocation et hébergement. Renouvelerai-t-il l'expérience ? «Oui, mais peut-être pas par le biais associatif, je crois que j'ai besoin d'avoir côtoyé la personne auparavant pour construire un lien avant de cohabiter.»

Romain, 31 ans, à Lille

Romain a un petit souci : le foot ne l'intéresse pas. Un handicap quand on accueille des mineurs étrangers non accompagnés (auparavant nommés «mineurs isolés étrangers»), ils étaient 3100 en 2023 sur le territoire, selon l'Observatoire national de l'action sociale, dont 91,4 % de garçons, selon le rapport d'activité 2024 de la mission nationale sur les mineurs non accompagnés) dont, très souvent, le visage s'illumine à l'évocation de ce sport. «Leur demander leur équipe ou leur joueur préféré permet toujours d'entamer la conversation sur une tonalité légère. Hélas, je suis incapable d'aller plus loin», constate l'homme de 31 ans.

Alors il leur parle de musique, notamment de reggae ou de chansons ivoiriennes qu'il diffuse quand il cuisine. Ou bien il ne dit rien. Ce designer informatif s'assume comme peu bavard et a souvent «du mal à faire la discussion». Mais il sait que les jeunes qu'il héberge quelques jours, parfois une semaine, sont épuisés et viennent chez lui avant tout pour se reposer. Pas pour discuter.

«Je ne leur demande jamais leur âge. C'est un sujet sensible, car ils sont tous en procédure de reconnaissance de minorité, et je ne suis pas là pour jouer au policier. Je n'évoque pas non plus leur parcours migratoire, sauf s'ils ressentent le besoin d'en parler. Mon rôle est simplement de leur proposer un toit sur la tête.»

Tout a commencé il y a un peu plus d'un an, quand Donald Trump a entamé son second mandat à la présidence des États-Unis. Face à ce qu'il qualifie de «série de mauvaises nouvelles», Romain décide de «remettre un peu d'équilibre dans la balance» en contactant Utopia 56, afin de mettre à leur disposition la chambre d'amis de sa maison lilloise, équipée de deux lits doubles et d'une salle de bains. Après enquête (formulaire à remplir et extrait de casier judiciaire, visite de salubrité des coordonnées et convention signée), l'association, qui centre ses efforts à Lille sur les mineurs isolés, lui propose rapidement d'accueillir deux jeunes, venus de Guinée et du Mali (ce sont d'ailleurs les principaux pays d'origine des mineurs étrangers non accompagnés, avec la Côte d'Ivoire).

Le premier, Amadou, est aussi vulgubre que le second est mutique. «Il m'a raconté tout son trajet, les endroits où il a traversé les frontières, il m'a montré des photos sur le bateau», se remémore l'informatif, toujours ému par «ces parcours si dangereux» et «cette jeunesse si éloignée de celle [qu'il a] pu avoir».

Au bout de quelques jours, Romain doit se rendre à Paris pour un rendez-vous professionnel. Il ne se sent pas de leur laisser les clés. «C'est une décision ma tournée. Parce qu'ils ont dû retourner dans un campement, avant de trouver un autre hébergement.» Ils ont néanmoins gardé contact. Aujourd'hui, Amadou loge dans un appartement à Villeneuve-d'Ascq (Nord), prêté par une association, avec plusieurs jeunes dans la même situation. Il est désormais élève en première, en filière professionnelle d'accompagnement, soins et services à la personne.

Depuis son passage, Romain a hébergé une dizaine d'autres adolescents étrangers, par deux ou par casser l'isolement. Ce n'est pas une routine, mais pas loin. Les draps sont toujours propres, ses disponibilités clairement signalées auprès d'Utopia 56, afin que cela n'interfère pas avec ses déplacements professionnels.

Combien de temps sera-t-il l'hébergeur solidaire ? Sans doute pas toute sa vie. Il est en couple avec un Parisien. Ils envisagent de vivre ensemble dans un futur proche, plutôt dans la capitale. «Je suis très isolé. Je n'ai pas une routine, mais pas une chambre d'amis. Et puis, soyons réalistes : loger chez deux homosexuels, dans certaines cultures, c'est trop délicat.» D'ici là, il tient ce sujet à l'écart et botte en touche quand un jeune lui demande s'il est marié. Sa vraie prise de tête, c'est le diner. «Parfois, ils se font leurs propres plats... Peut-être qu'ils n'aiment pas ma cuisine ?»

Camille Darde, 42 ans, à Lyon

Grosse émotion pour Camille Darde, directrice des ressources humaines d'Elmy, une entreprise située à Lyon, quand elle retrouve Maurice. Surtout quand celui-ci lui murmure : «Ca fait tout drôle de revenir ici et de saluer les salariés, pour un peu ça me manquerait.» Maurice n'a pourtant jamais travaillé chez ce fournisseur d'électricité verte. Mais il y a dormi pendant six mois, au milieu des bureaux, dans une petite salle de réunion équipée d'un canapé-lit, d'une table et de deux placards en métal, avec vue sur la «capitale des Gaules».

Il y avait ses habitudes, avec la salle de douche à l'autre bout du couloir (à l'origine pensée pour dégraisser les salariés après une séance de sport), la vaste cuisine à l'étage, ses horaires à rebours de ceux des autres occupants. Il arrivait à 19 h 30, bavardait une minute avec les employés qui partaient tard, se réchauffait un plat pour le dîner, éteignait les lampes laissées distraitemment allumées avant d'aller se coucher dans «[sa] chambre». Le matin, après sa toilette, il repliait le canapé, rangeait toutes ses affaires dans un des placards (l'entreprise en avait ajouté un exprès pour lui), saluait les plus matinaux avant de s'éclipser discrètement. En journée, il ne restait aucune trace de son passage, comme s'il n'avait jamais été là.

Cette chambre aménagée entre deux open spaces, il a la doit en partie à Camille Darde, qui a convaincu sa boîte d'adhérer à l'association Bureaux du cœur. Créée en 2020, celle-ci regroupe 370 entreprises ou organisations qui ont déjà accueilli 980 personnes comme Maurice. Cet ancien démonteur originaire de la Loire est le sixième «invité» (selon le terme prôné par l'association) chez Elmy. Camille évoque le premier, Raouf, à quel point les salariés de l'entreprise s'étaient investis, trop peut-être, organisant un pot de départ avec une cagnotte. Sa voix se noue : Raouf est récemment retourné à la rue.

Quant à Maurice, il a quitté les lieux fin janvier, pour un foyer Adoma (anciennement Sonacotra). Mieux, il vient d'apprendre qu'il avait obtenu un logement social de 40 mètres carrés en bordure de Lyon. Cet homme de 64 ans, retraité depuis l'été 2025, peut enfin envisager l'avenir avec sérénité.

Dans l'incapacité de payer son loyer à la suite d'une série de soucis personnels, le démonteur à la carrure imposante, 1,87 mètre, tout de noir vêtu, s'était retrouvé à la rue. Il travaillait le jour, dormait dans sa voiture la nuit, se lavait à l'hôpital le matin. Cette situation a duré plusieurs mois avant qu'il soit mis

## «J'avais la place, mais avais-je la disponibilité ?»

Florian, 39 ans, enseignant en médiations culturelles et scientifiques

en relation avec Bureaux du cœur, grâce à la structure Péniche Accueil. «Etre logé dans un bureau est impressionnant au départ, reconnaît-il. D'autant plus que je suis très timide. Mais, finalement, côtoyer ces personnes m'a pu à peu près donner confiance en moi. Je me suis ouvert et j'ai pu discuter.»

Camille Darde, de son côté, est rompu au milieu associatif. «J'ai commencé le bénévolat assez jeune, ce sont des enjeux importants pour moi», explique cette femme de 42 ans qui a, auparavant, fait carrière chez Action contre la faim, puis chez Greenpeace France. Quand des amis lui ont parlé de Bureaux du cœur, son enthousiasme a été immédiat. Celui de la compagnie d'assurances des locaux d'Elmy, en revanche, beaucoup moins : trop risqué pour assurer dans ces conditions. Il a fallu batailler pendant dix-huit mois.

Les 170 salariés ont été beaucoup plus faciles à convaincre : «Ils ont vite compris qu'un invité recommandé par l'intermédiaire d'une association, qui exerce un travail, vient ici pour dormir au chaud, pas pour faucher un peu ou un davier !» Dans les faits, la moitié des personnes sélectionnées par Bureaux du cœur ont un emploi, une proportion qui grimpe à 70 % après leur hébergement en entreprise, preuve que ce passage favorise l'insertion professionnelle.

Cet accueil a également des effets bénéfiques sur l'entreprise. Ainsi, selon une enquête menée par l'association, 95 % des salariés interrogés se sentent plus fiers de travailler dans leur entreprise. Plusieurs d'entre eux sont, depuis, devenus bénévoles auprès de Bureaux du cœur. Quant à Camille, elle est déjà dans l'après. Le matin même, elle a reçu un appel de la référente de l'association : elle a peut-être trouvé le prochain invité.



ALE GIORGINI

## WORK IN PROGRESS

## Au bureau, l'essor du « travail consommif »

Nicolas Santolaria

S'adonner au tricot, suivre une conférence sur l'IA... En intégrant loisirs et consommation culturelle dans ses murs, l'entreprise répond à une attente contemporaine : faire aussi du travail un lieu d'épanouissement

Le 23 mars, grâce à la bienveillante sollicitude de deux de mes collègues, je suis allé voir un concert de musique baroque de l'ensemble La Tempesta, organisé dans les locaux de l'entreprise. Cela m'a permis d'entendre en live le son de la viole de gambe et de découvrir le théorbe, un instrument étonnant à double manche de la famille du luth, créé en Italie à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

Même si une mamie n'arrêterait pas de toucher juste devant moi, ce moment fut plutôt dépayssé. À l'écoute du morceau d'un compositeur « mort de la peste à Venise en 1630 » (dit le violoniste), je n'avais plus vraiment l'impression d'être au boulot, mais propulsé dans un autre espace-temps. Et, pourtant, cette expérience fort sympathique pourrait s'inscrire dans une tendance de fond que l'on nomme aujourd'hui le « travail consommif ». L'idée est que le monde professionnel doit désormais offrir au salarié des expériences de consommation (culturelle, mais pas que), d'une manière ou d'une autre, contribuant à affermir son implication, participant d'un brouillage des frontières entre le loisir, le travail et la vie sociale.

Tout cela n'est pas forcément pensé de manière machinétique par des DRH qui veulent vous faire rester dans les locaux jusqu'à 23 heures (en l'occurrence, le concert de musique baroque était organisé par le personnel de la médiathèque), mais participe plutôt d'une évolution générale des attentes à l'égard de la vie professionnelle. Parfois, ce sont les salariés eux-mêmes qui lancent un groupe de tricot ou un club de lecture. « Il ne s'agit plus seulement de produire ou de gagner sa vie, mais de vivre une expérience, un parcours personnel mêlant apprentissage, loisir, communauté et quête de sens », peut-on lire dans l'ouvrage collectif *L'Etat du management 2026* (La Découverte, 128 pages, 11 euros). Adoptant une nouvelle posture de « client-consummateur », le salarié entend ainsi rompre avec son destin de plante verte atrophiée par la seule lumière bleutée des écrans et « grandir holistiquement » en se rendant au boulot.

C'est dans le cadre d'une étude sur les espaces de coworking publiée dans le *Journal of Consumer Research* en 2025 qu'Adèle Gruen et Fleura Bardhi ont proposé l'emploi de l'expression « travail consommif » afin de souligner le glissement en cours. Leur constat est le suivant : si la consommation pouvait exister dans les univers professionnels, elle était pensée essentiellement comme du « non-travail ».

Or, avancent les chercheuses, c'est désormais le pouvoir mobilisateur de ces côtés qui se trouve placé au cœur des stratégies d'adhésion et d'efficacité. Le lieu de travail, avec ses œuvres d'art, sa table de ping-pong et ses canapés sous tendance bohème est aussi à envisager comme un consommable à part entière, approprié comme un signe d'épanouissement et de coolitude.

Les cours de yoga, de poterie ou de fabrication de terrariums dispensés dans les locaux, participent, au même titre que les sessions puzzle, à la détente globale de l'esprit du travailleur, qui alterne en souplesse entre labeur et récréation. Quand l'intervention d'un chercheur en neurosciences pour une soirée de conférence assortie d'une dégustation de bières IPA (India Pale Ale) contribuera, elle, à maintenir ouverts vos chakras d'innovateur enjoué.

Si sa productivité propre est difficilement quantifiable, le travail consommif, notent les chercheuses, peut encourager une forme de sociabilité performative et susciter un sentiment d'obligation. De toute façon, s'il n'est pas satisfaisant, le travailleur peut tout simplement démissionner ou s'en aller bosser dans un autre espace de coworking, comme le ferait n'importe quel client mécontent.

*Les cours de yoga, de poterie ou de fabrication de terrariums participeront à la détente globale de l'esprit du travailleur, qui alterne en souplesse entre labeur et récréation*

Je vis à New Delhi depuis deux ans et demi avec mon père, ma mère, ma sœur et mon frère, qui ont aujourd'hui 9 et 6 ans. C'est notre dernière année ici. Après, on repartira sûrement une année en France, mais ce n'est pas encore sûr, ça va dépendre du travail de mon père. Moi, ça me plairait de faire une pause, je pourrais retrouver ma famille et mes copains. L'Inde, c'est bien, mais c'est un peu, disons, désordonné. Dans les marchés, par exemple, il y a des voitures et des motos partout au milieu de la foule, on est collés les uns aux autres, il fait chaud, on est tout le temps sollicités pour acheter des trucs, j'en ai vite marre.

J'ai grandi près de Nantes. On vivait dans une maison aux volets jaunes qu'on appelait « la maison jaune ». J'avais des copains trop gentils, j'ai gardé contact avec certains. On voyait plus souvent la famille. Maintenant, on rentre une fois par an, l'été, pendant les grandes vacances, et, exceptionnellement, l'hiver dernier, pour Noël.

Au début, je n'étais pas d'accord pour partir en Inde. Je voulais rester avec mes copains, dans mon école. Avant de venir, j'avais pris l'avion une seule fois, pour aller en Corse. Finalem, je suis content parce que j'ai rencontré plein de personnes qui viennent de partout dans le monde. Aujourd'hui, je suis en 6<sup>e</sup> au lycée français international de Delhi. Nous sommes environ 300 élèves, d'une trentaine de nationalités. Parmi mes copains, il y a des Indiens, une Brésilienne, un Belge, un Camerounais, des Sénégalais. Nous avons quelques cours en anglais, y compris pour apprendre l'hindi, car la prof ne parle pas français. Aujourd'hui, je me débrouille pas mal en anglais, car je l'utilise tous

les jours. Je sais aussi rouler les « r » pour dire « verriy good », comme le prononcent nos profs, qui ont un fort accent indien. Ça fait rire ma famille.

Il y a deux semaines [en février], Brigitte Macron est venue dans notre école pendant une visite officielle du président de la France à New Delhi. On lui a montré un film sur le cyberharcèlement que nous avons fait en classe. Je jouais le harceleur. Mais, sinon, je suis délégué de classe, donc je fais attention au harcèlement. Si j'en voyais, je le dirais à mon professeur. M<sup>me</sup> Macron nous a conseillé de ne pas trop mettre de photos de nous sur Internet. Elle nous a aussi posé des questions sur ce qu'on aime faire. Moi, j'ai répondu : jouer aux jeux vidéo comme *Fortnite*, *Roblox*, *Bevy Stars*. Il y a des chats et je peux parler avec mes potes d'ici et de France. Après la rencontre, on a pris un petit goûter avec M<sup>me</sup> Macron. C'était bien, sauf la circulation, ensuite, à cause des escortes.

En ce moment, ce sont les vacances et, avec mes copains, on va jouer les uns chez les autres, on s'organise des soirées pyjama. La semaine dernière, j'ai fait un safari où j'ai vu des tigres de prés. C'était trop bien ! Aujourd'hui [le 4 mars] aussi, c'était une super journée. On a fait Holi, la fête de l'arrivée du printemps. Nous sommes partis en famille dans un parc qui diffusait de la musique techno indienne. Nous avions emporté des sachets de poudre verte, bleue, jaune et

MA VIE D'ADAO

## « Brigitte Macron nous a demandé ce qu'on aimait faire. J'ai répondu : jouer à "Fortnite" »

« Le Monde » donne la parole à des jeunes gens qui évoquent leurs états d'âme, leurs envies, leurs difficultés. Ferréol, 12 ans, est en 6<sup>e</sup> au lycée français international de New Delhi. Une vie d'expatrié tourbillonnante

Propos recueillis par Anaïs Colgnac



ZOE VADIM

après la récolte, pour préparer la terre. Souvent, nos cours de sport sont annulés, la récréation dans la cour est interdite et on doit porter des masques.

En Inde, il y a beaucoup de gens pauvres qui mendient. Ils frappent à la fenêtre de la voiture et disent « please, please ». Ce sont même des enfants, certains vendent des stylos, ils ont parfois mon âge, ou sont encore plus jeunes. Ils n'ont pas de chance.

Nous, les enfants, on s'adapte en premier. Pour les parents, ça vient après. Je me suis vite habituée à la nourriture, aux naans, à manger épicé – enfin, pas trop fort quand même. Depuis que je suis ici, j'ai pu partir en voyage de classe dans le désert et visiter d'autres villes avec ma famille, comme Goa, au bord de la mer. J'ai aussi pu entrer dans des temples et visiter le Taj Mahal, qui raconte la belle histoire d'amour d'un roi qui a créé une tombe pour son épouse. C'était immense à l'intérieur, ça me donnait le vertige quand je regardais le plafond.

Rien que pour cette découverte, je ne regrette pas d'être venue en Inde. Ce n'est pas donné à tout le monde de vivre ces expériences, j'espère continuer à parler anglais toute ma vie. C'est pratique pour voyager, et pour parler avec certains copains. Si je compte les garder en rentrant ? For sure !

**« Je ne regrette pas d'être venu en Inde. Ce n'est pas donné à tout le monde de vivre ces expériences »**



De gauche à droite, Jane Kaczmarek, Erik Per Sullivan, Bryan Cranston, Frankie Muniz (Malcolm), Christi Munn, Masterson, Lukas Rodriguez et Justin Berfield, dans la saison 7 de la série « Malcolm » (2006). FOX BROADCASTING/DR PROD DB

Nouveau siècle. Le 9 janvier 2000, une sitcom venue de nulle part débarque sur la chaîne américaine Fox. Entre les mastodontes que sont *The Simpsons* et *X-Files*, un préadolescent malin et au grand angle prend 2,4 millions de spectateurs américains à partie : « Vous savez ce qu'il y a de mieux, finalement, dans l'enfance ? C'est qu'à un moment donné, ça se termine. » Au total, sept saisons de *Malcolm in the Middle* (titre américain) ont été produites et, en France, ses 151 épisodes de 23 minutes programmés à satiété sur les chaînes du groupe M6. Vingt ans après la diffusion américaine du dernier épisode, *Malcolm* est de retour : une minisérie en quatre parties, *Malcolm, Rien n'a changé*, sera visible à partir du 10 avril sur Disney+. Ce qui pousse à se demander pourquoi son aînée devint, comme le veut l'expression, « culte ».

Résumé express pour ceux qui ont zappé les innombrables rediffusions : on y suit, sur plusieurs années, les aventures trash et burlesques d'une famille de la classe moyenne dans une Amérique paupérisée et inégalitaire. Il y a le père déjanté (Hal), la mère autoritaire (Lois), le grand frère rebelle (Francis), le frère stupide (Reese) et le benjamin (Dewey). Et au milieu : Malcolm, 10 ans, petit génie agaçant qui s'adresse directement à la caméra, comme pour s'extraire de ce marasme. Dans le documentaire *Histoire bruyante de la jeunesse* réalisé par Aurélien Guégan et Marie Durrieu (2020), deux extraits de la sitcom sont utilisés pour illustrer la fin des années 1990, et ainsi commentés : « L'adolescent pathétique et attiré arrive sur les écrans comme un doigt d'honneur fait aux adultes. La bêtise devient l'attitude la plus efficace pour emmerder le monde. »

« C'est une série qui s'est installée sur le long terme du fait des rediffusions », observe Sébastien Lecoq, auteur d'*Au fond de la classe avec Malcolm. Le génie face au réel* (Third Editions, 2023), l'un des rares ouvrages sur cette œuvre télévisuelle. Chez la dizaine de fans que nous avons interviewés, l'histoire est la même : *Malcolm* vient de nous plus qu'on ne vient à lui. Nati de Cherbourg, Nicolas Aalst, 28 ans, se souvient de sa découverte, en famille, au milieu des années 2000 : « C'était un pur hasard. On avait mis *Mo* et, devant le programme, on s'est dit : "C'est quoi cette série déjantée ?" Il y a eu un moment de silence, et on a regardé trois épisodes à la suite ! » Dans la Drôme, Guillaume Barbazza, 41 ans, tombe dessus « en rentrant du lycée ». « J'étais seul à la maison, je me créais devant avec mon goûter. » Devenu créateur d'une page Facebook qui y est consacrée, suivie par près de 55000 personnes, il l'assure aujourd'hui : « Je connais toutes les répliques par cœur et j'ai vu chaque épisode 40 fois ! »

Autre point commun qui les malcolmosphiles : l'identification aux personnages. Ayant grandi dans le Var, Teddy Azria, 33 ans, se souvient : « La surdouée, c'était plutôt ma sœur, qui avait sauté une classe et était incomprise. Moi, j'étais un peu Reese. Le jouflu de la famille. Et Lois, c'est le copié-collé de ma mère ! » Ronan Chevalier, un étudiant de 23 ans, parle d'une « deuxième famille qu'on a vu évoluer » : « J'étais vraiment Dewey. Et mon frère, c'était plus Malcolm, il était intelligent et il arrivait toujours à s'en sortir. » Lecteur insatiable, Sébastien Lecoq était, lui, perçu comme le petit génie bizarre de sa fratrie. « J'ai vu une dynamique entre frères qui ressemblait à celle que j'avais : 90 % du temps, on semblouille, et 10 % on fait front contre les parents », se rappelle ce fils d'un ouvrier et d'une caissière qui partageait, enfant, comme Malcolm, sa chambre avec ses frères.

La sitcom a pu aussi parfois combler un manque, comme pour Maxime Cordier, un trentenaire venu de Troyes : « J'aurais voulu avoir une bande de frères comme ça ! Alors qu'il grandit avec un père absent, Nicolas Aalst fait de celle de Malcolm sa famille de substitution : « Même si elle est déjantée, on voit qu'il y a plein d'amour. » Devenue comédienne après avoir été fan de la série, Sonia Nona, 28 ans, complète : « C'était mon havre de paix, pour m'échapper de la routine. » Sans une publication du site francophone de référence sur le sujet, Malcolm France, un internaute commente : « Tout ce que je voudrais, c'est (...) que Malcolm soit réel et que je fasse partie de son quartier et (...) de la même école que lui. »

ÉCRAN

# Malcolm, le retour d'une famille cuite

Alors que s'annonce, vingt ans après la diffusion du dernier épisode, une suite en quatre parties, retour avec ses fans sur les arcanes d'une série mythique

Maxime Pionneau

A l'inverse des sitcoms qui mettent en scène des CSP+ sans aucune préoccupation matérielle, *Malcolm* raconte le quotidien de M<sup>tr</sup> et M. Tout le Monde et de leur turbulente descendance. Lois, la mère, est caissière dans un supermarché ; Hal, le père, occupe un poste d'employé de bureau. « On s'échappe de notre réalité en allant dans celle des autres, qui est tout aussi difficile », admet Mathis Soukri, un Auvergnat de 23 ans, pour qui la série a été « un refuge ». Dans son ouvrage, Sébastien Lecoq estime qu'elle offre « une représentation nuancée des classes populaires (...), qui permet aux téléspectateurs de s'identifier et de rire avec eux, et non à leurs dépens ».

La famille est toujours à court d'argent et, sauf pour Malcolm, aucune élévation sociale ne semble possible. « Ça raconte une Amérique qui n'arrive pas à s'en sortir, avec des choses hyperconcrètes comme le "gratin de restes" », décrypte Alexandre Salcedo, 38 ans, rédacteur en chef du site Malcolm France. Servi lors des fins de mois difficiles, le « gratin de restes » est un amas de tous les restes de la semaine et d'une couche... du précédent gratin. Malcolm se plaint souvent de sa condition, et pour Sébastien Lecoq, la chose est entendue : « Le grand sujet de la série, c'est la lutte des classes. »

Dans un article publié en 2017, le média *Vice* va jusqu'à qualifier *Malcolm* de « chef-d'œuvre socialiste » : « Lorsque la famille doit annuler ses vacances d'été pour payer les frais d'hôpital de Malcolm, ils font une analyse coûts-bénéfices qui est rarement vue à l'écran mais qui arrive pourtant tous les jours en Amérique. » En 2015, *Brain Magazine* en parlait comme d'« une critique radicale (...) du néolibéralisme, de la ville post-fordiste et de l'abandon des pauvres et des minorités sociales ». Parfois, la réalité dépasse la fiction : selon Malcolm France, la maison où étaient tournées les scènes en extérieur a été vendue, puis rasée, au lendemain de la crise des subprimes, prélude à la crise financière de 2008. Une crise qui a mis à la rue nombre de ménages américains, incapables de rembourser leur crédit à taux variable – scénario dont on ne doute pas qu'il aurait rattrapé la famille de Malcolm.

Si le programme fut salué pour sa mise en scène et son exigence scénaristique, cumulant, en sept ans, pas moins de 35 récompenses, son créateur, Linwood

Boomer (l'époux de Mary Ingalls dans *La Petite Maison dans la prairie*), n'est pourtant pas Ken Loach, cinéaste britannique adepte du réalisme social. De fait, l'influence de la série et son statut d'œuvre culte tiennent surtout à son caractère cartonesque. Certains téléspectateurs ont d'ailleurs reproduit quelques bêtises parfois franchement dangereuses de Malcolm et de ses frères. « On a entouré un petit cousin avec du papier bulle et on s'est amusé à lui mettre des coups, pour voir s'il ressentait la douleur, puis à le pousser d'une certaine hauteur », témoigne ainsi Nicolas Aalst. Une expérience initialement infligée par Malcolm et Reese à leur petit frère Dewey.

Les adorateurs témoignent, plus ou moins fièrement, de ces sottises de jeunesse officiellement plagiées. Maxime Cordier, par exemple : « Un ami est allé chez son oncle aux États-Unis, et y a reproduit ce qu'on fait les frères le soir de Halloween. » À savoir : une fronde géante nichée sur un toit pour bombarder le voisinage à coups d'œufs pourris et de ballons remplis d'eau ou peinture. « Avec ma sœur, on se faisait le défi de boire des trucs périmés », témoigne encore Teddy Azria, en référence à un ressort scénaristique du même épisode (il n'y a pas d'heure pour Halloween, saison 2). On peut citer aussi le « jeu du rond », popularisé par la série, qui consiste à former un cercle avec son pouce et son index et à amener l'autre à le regarder. En échange : un coup de poing, c'est à dire... Auais, pour la plupart des téléspectateurs, les quatre cents coups de la fratrie restent de l'ordre du fantasme : « Ce sont des conneries qu'on aurait bien aimé faire, résume Guillaume Barbazza. En grandissant, on se place plus du côté des parents ! »

Avec le temps, les fans reconsidèrent aussi certains personnages. « Actuellement, il y a une hype autour de Lois, observe Alexandre Salcedo. A l'époque, la maman était décrite comme autoritaire. En fait, c'est une héroïne victime de la charge mentale. » Là où des séries grand public ont « mal vieilli », comme on le dit pudiquement, *Malcolm* tient la route. « En comparaison, *H* [série télévisée française créée par Abd-el-Kader Aoun, Xavier Matthieu et Eric Judor] est minée de blagues sexistes, racistes et homophobes », juge Ronan Chevalier. « Il y a quelques années, *Gossip Girl*, concède le rédacteur en chef de Malcolm France, ses scénaristes ont la malice de jouer sur les stéréotypes. Dans l'épisode 8 de la saison 3, Hal se sent exclu d'un poker avec ses amis afro-américains. Alors qu'on s'attend à une remarque raciste, le personnage incarné par Bryan Cranston (qui jouera plus tard le héros de *Breaking Bad*) dit : « Vous et tous vos amis libéraux : le docteur, l'avocat, le dentiste... Vous avez décidé de saigner ce soir-là un gagnant-petit, un pauvre crétin. »

Alors que l'intrigue des nouveaux épisodes se nouera autour de la fille de Malcolm – qui a coupé les ponts avec sa famille – lors de la célébration des quarante ans de mariage de Hal et Lois, tout l'enjeu est de savoir si l'esprit original y sera. Alors que la plupart des acteurs, en dehors d'Erik Per Sullivan qui incarne Dewey, ont accepté de participer à ce come-back, les fans sont partagés, mais impatients. « Ils vont faire du *fan service* », souffle Guillaume Barbazza. « Comme les droits ont été rachetés par Disney, j'ai des petites craintes. Heureusement, ce sont les mêmes producteurs et scénaristes, se rassure Maxime Cordier. « Il me tarde de retrouver la magie du storytelling », confie Ronan Chevalier. Teddy Azria dit avoir hâte de « voir Malcolm avec un regard d'adulte : comme lui, on a grandi, on est de la même génération. »

Autre défi pour la suite de cette série qui fut un pur produit de son époque : savoir si elle va réussir à emporter la nôtre. Reese est-il devenu un militant MAGA (Make America Great Again) adepte des armes à feu ? Malcolm s'est-il transformé en insupportable *self-made man* reniant ses origines sociales ? Dewey a-t-il rejoint un groupe d'écologistes radicaux ? Que pense Lois du mouvement #MeToo ? Sébastien Lecoq se marre : « Certains craignent que Malcolm soit "woke" mais Malcolm est woke de base ! Vu l'attachement viscéral de certains fans, ce sera quitte ou double. Teddy Azria confesse ainsi : « Depuis mes 12 ans, ma sonnerie de téléphone, c'est le générique de Malcolm. Et j'ai dit à ma femme que je voulais cette musique pour mon enterrement ! » C'est noté.

« JE CONNAIS TOUTES LES RÉPLIQUES PAR CŒUR ET J'AI VU CHAQUE ÉPISODE 40 FOIS ! »  
Guillaume Barbazza  
fan



Zaman Khalil, 37 ans, devant chez lui, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), en juin 2023. AGÈS DHERREYS/MOP/POUR LE MONDE.

**J'**avais 9 ans quand je suis arrivé à Paris, en 1997. La première chose qui m'a frappé, c'était l'absence de terre. Chez moi, à Comilla, au Bangladesh, toutes les routes étaient en terre. Quand il pleuvait, le village se transformait en coulées de boue, on en avait partout. Ici, tout avait l'air si propre, si lumineux.

Mon père est venu nous chercher, ma mère, mes deux grandes sœurs, mon petit frère et moi, à l'aéroport, dans un camion qu'on avait dû lui prêter. Mon père, je le connaissais à peine. Il avait quitté le Bangladesh en 1985 pour nourrir la famille, et revenait tous les deux ou trois ans. Je suis né en 1988, et pendant des années, c'est mon oncle que j'ai appelé « papa ». Dans le camion qui nous amenait vers Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), je n'avais pas peur, je ne pleurais pas, je ne comprenais simplement pas ce qui m'arrivait. Je suivais ma mère, et je me disais qu'elle était si forte de tout quitter, avec mon frère de 2 ans dans les bras et ses immenses valises.

Arrivés à la Plaine, nous avons dormi au premier étage d'un pavillon que mon père partageait avec d'autres Bangladais du même village que nous. Je me souviens être excité par la nouveauté, la découverte d'un endroit... mais aussi me dire que je n'allais jamais y arriver. À 9 ans, je ne savais ni lire ni écrire, je ne parlais pas un mot de français, ni bonjour ni rien. Apprendre tout ça me semblait impossible.

Les premiers jours, je ne suis pas sorti de la maison. Je n'avais nulle part où aller. Puis, il y a eu l'entrée à l'école, en CM1. Je me souviens des chaises, minuscules, mais surtout des fenêtres et des portes. Mon école à Comilla n'avait pas de fenêtres, d'ailleurs je n'y allais jamais, je préférais aller pêcher au lac et faire des bêtises avec mes copains. Ici, sur les murs de la classe, il y avait des dessins avec un homme et une femme tout nus. Je n'avais jamais vu ça. J'ai compris après que c'était pour expliquer l'anatomie. Dans la cour de récré, certains ont commencé à me taper, on m'appelait « le bléard », ou d'autres noms méchants, dans cette langue que je ne comprenais pas. Mais il y avait toujours des

enfants pour me défendre. Dont Saïd, qui est devenu mon meilleur pote, et m'a suivi jusqu'à l'ycée.

Je l'avoue, je n'ai pas appris grand-chose à l'école, j'étais bon en maths, mais le reste, la conjugaison, la grammaire, c'était trop compliqué. Le français, je l'ai appris dans la rue. Je passais ma vie à traîner dans le quartier de la Plaine Saint-Denis, avec mes copains arabes et noirs, des étrangers comme moi. Ma mère était folle, elle me disait : « Où tu es Zaman? Rentre! » Avec eux, je me faisais comprendre par des gestes, et ils me faisaient découvrir la vie. Je me suis aussi mis à jouer au foot, j'ai été repéré par un club dans lequel j'ai joué jusqu'à mes 17 ans, j'aurais pu être footballeur professionnel!

Après la classe Segga au collège Garcia-Lorca, je suis allé au lycée, étudier l'électricité; mais la fille n'a manqué sérieusement de filles, le truc qui m'intéressait le plus à l'époque! J'ai fini par quitter l'école, j'ai été commis de cuisine dans des restaurants d'élites de luxe, puis voiturier au Burgundy, un chèque-étoiles parisien où je gagnais jusqu'à 4000 euros grâce aux pourboires! Mais travailler la nuit, ce n'était pas une vie si je voulais me marier.

Alors, comme l'avaient fait mon père puis mes sœurs, j'ai ouvert une boutique de téléphonie. C'est drôle, comme les Bangladais se sont spécialisés

**EXILS**

« Sur les murs de la classe, il y avait des dessins avec un homme et une femme tout nus, je n'avais jamais vu ça »

A 37 ans, Zaman Khalil a quelques souvenirs de son pays natal, le Bangladesh, mais son chez-lui, c'est bien ce quartier de Saint-Denis où il est arrivé en famille, à 9 ans, et où il vit toujours

Propos recueillis par Yoanna Sultan-R'bib

des ce business; à Paris, dès qu'il y a un espace vide dans une rue, ils ouvrent un taxiphone! Je n'y connaissais rien, aux téléphones portables; maintenant, je suis un pro de la vente et de la réparation.

Tout ce que je gagne, c'est pour ma famille. Et mes parents. Mon père m'a toujours tout donné. Et il m'a donné une vie en France, c'est plus que tout. Quand je parle de ce qui l'a fait pour moi, j'ai les larmes qui montent, je ne peux pas m'en empêcher. Je me souviens de ce jour - on venait d'arriver ici - où il nous a offert des oranges et des raisins. Les fruits, on n'en mangeait jamais au Bangladesh! Avec mon frère et mes sœurs, on a tout englouti en une minute. Mon père s'est alors caché dans la chambre pour pleurer, car il ne pouvait pas nous en offrir plus.

Quand il a quitté le Bangladesh dans les années 1980, il a d'abord été en Allemagne; la vie était dure, il dormait parfois dans la rue, dans des escaliers. Il a tout fait, mon père, nettoyé des pare-brise, vendu des journaux, des cacahuètes, des roses. Allemagne, *German*... c'est pour ça qu'on m'a appelé « Zaman ». J'étais le fils d'Ibrahim, celui qui était parti en Allemagne. Puis il est venu en France, où il a été commis, puis chef sushi - c'était le début des restaurants japonais! Il a fini par gagner sa vie, par obtenir des papiers et trouver une maison pour qu'on bénéficie du regroupement familial.

On est pudiques dans la famille, je ne prends jamais mon père dans les bras. Sauf

cette fois où il m'a offert la Nintendo 64. Je devais avoir 13 ans, j'étais full de joie. On voulait être comme les autres, avoir des baskets ou des fringues Reebok, Ellesse, Filà, et mon père se sacrifiait.

Alors quand mes parents m'ont dit qu'ils voulaient pour moi un mariage arrangé, au pays, j'ai dit oui. Ils avaient trouvé une jeune femme à Comilla, musulmane comme nous, d'une bonne famille. On s'est mariés là-bas. C'était il y a dix ans. Aujourd'hui, on a deux garçons de 8 et 7 ans. Est-ce que je voudrais un mariage arrangé pour mes enfants? Sûrement pas, ils choisiraient bien qui ils veulent. Moi, si j'ai dit oui, c'est pour maintenir un lien avec ma culture, par respect pour mes parents et pour l'éducation qu'ils m'ont donnée.

On vit maintenant tout ensemble, avec ma femme, mes enfants et mes parents, dans un très grand HLM à la Plaine. C'est chez moi là-bas, je m'y sens bien. J'ai voyagé partout en France et en Europe mais, quand je rentre là-bas, dans mon quartier, je sais que je suis à la maison. Je suis français, mes enfants sont français, ça me rend fier. C'est un pays où on est libre, où on se sent en sécurité; et c'est tellement beau, tellement grand, ça doit faire près de quatre fois le Bangladesh. J'adore prendre la voiture et rouler pour découvrir la France. Il faut vivre tous les instants, prendre ce que la vie te donne. Ce que j'aime par-dessus tout: aller pêcher en Normandie, au bord de la mer, comme je le faisais enfant à Comilla.

Cet article a été publié sur [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

le 12 août 2025.

La semaine prochaine Les premiers jours en France de Pape Moussa So, venu du Sénégal: « C'était la première fois depuis le début de mon voyage qu'on me traitait avec un peu d'humanité »

« SI J'AI DIT OUI [À UN MARIAGE ARRANGÉ], C'EST POUR MAINTENIR UN LIEN AVEC MA CULTURE, ET PAR RESPECT POUR MES PARENTS »

## HÉMIPLÉVIE

# J'ha-llu-ci-ne

La journaliste et écrivaine Isabelle Monnin, victime d'un AVC en 2023, explique chaque semaine comment elle a apprivoisé cette nouvelle existence, avec un corps « à moitié fichu ». Sortie du coma, elle s'est mise à divaguer sous l'effet des médicaments

Par Isabelle Monnin

incongrue. J'ai ainsi pu raconter à bien des gens que « c'est dingue, Marie-Pierre possède une compagnie d'ambulances. Elle conduisait celle qui m'a ramené à Paris, je n'ai juste pas compris pourquoi elle me voyoyait! »

Les premiers soirs dans la chambre d'hôpital, j'assistais à un drôle de manège: c'étaient mes fils, Emilie et Jules, que je voyais se glisser sous le lit de ma voisine, comme s'ils se rangeaient pour dormir ensemble, à côté de moi. Nous étions tous réunis dans cet hôpital: Nicolas, mon mari, avait une chambre à l'étage au-dessus de la mienne, on le soignait aussi pour un AVC d'origine hypertensive (j'avais vu la page de garde de son dossier hospitalier), je lui répétais: « C'est cool qu'on ait fait un AVC en même temps! »; mon ami Stéphane occupait la chambre numéro 10; un peu plus loin dans le couloir se trouvait celle de Monica. Tout le monde était là, je pouvais m'endormir sans crainte.

Ce serait le cas dès que l'équipe de nuit des aides-soignants serait passée. L'un d'eux sentait la noix de coco, probablement un gel douche. Je ne sais tous les jours pas pourquoi je le pris dès le premier soir pour Yann Q, le père de Thomas, l'ami d'Emilie, mon fils, à qui je dis: « C'est le père de Thomas qui

vient me border le soir! » Jusqu'au jour où mon aimé trouva l'argument qui fit mouche: « Euh, le père de Thomas n'est pas noir, maman! » Irréfutible.

Au réveil, je voyais mes enfants s'étirer et déguerpir rapidement de leur abri. Ils n'avaient rien le temps ni de petit-déjeuner ni de seoucher, j'en étais contrariée.

Même contrariété inquiète lorsqu'on me descendait passer une radio après une chute: le service de radiologie, en sous-sol, à moitié abandonné en voie de réhabilitation à Lariboisière [l'hôpital de IAP-HP où Isabelle Monnin a été soignée], me faisait l'impression d'un abattoir humain. Derrière les lourds rideaux en plastique se situaient des salles d'opération où se pratiquaient, j'en étais convaincue, les amputations. Je ne me faisais pas d'illusions sur la destinée de mon bras et de ma jambe gauches paralysés: couic, coupés. On allait me débarrasser de ces membres devenus inutiles.

Parfois, la vie est bien organisée. Ainsi, durant ces semaines à l'arrêt, je pus trouver le temps de poursuivre mon travail d'écrivain. C'était miraculeux. Pendant les séances d'ergothérapie, je repris mon livre à paraître en janvier 2024, *Odette Froyard en trois façons* (Gallimard). J'ouvrais mon ordinateur

et je corrigais le texte, tâche parfois rendue difficile par les mouvements du texte: à l'écran j'assistais, impuissante, à la fuite de mots qui quittaient ma page par la marge gauche.

Nerf optique cramé, champ visuel perturbé: l'hémiplégie me jouait des tours, encore, toujours. Ce que je voyais me terrifiait réellement. Certains de mes mots semblaient même vouloir plonger pour s'enfuir. C'était la bérézina! J'avais beau savoir que les livres ont leur propre dynamisme, j'étais effrayée par l'évasion de ces mots. N'en étais-je donc qu'une pierre et un divagant géolâtre?

La semaine prochaine Où sont les sorties de secours?



FANNY MICHÉELS



Sans doute est-ce lié à la puissance des drogues administrées pour m'aider à traverser le coma dans lequel m'avait plongé mon AVC: à la sortie de celui-ci, je fus pendant plusieurs semaines assaillie d'austères hallucinations.

Authentiques, car elles ont créé de vrais souvenirs: je sais que ce n'est pas elle qui conduisait ce jour-là, pourtant je me souviens très clairement que c'est dans une ambulance appartenant à mon amie Marie-Pierre, et pilotée par elle, que j'ai été transférée de Marseille à Paris. Je la revois au volant, je pourrais dessiner la forme enfantine du véhicule, je me souviens de la couleur du ciel et de la Canebière ce jour-là et qu'elle me voyoyait de manière

## UN APÉRO AVEC... CHRISTOPHE CAZENOVE

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Papa des «Sisters», le scénariste de bande dessinée aux 20 millions d'albums vendus est de ces auteurs «tout public» dont le succès a le goût de la ténacité. Il l'assume avec bonhomie



Christophe Cazenove dans le café-restaurant Les Éditions, Paris 6<sup>e</sup>, le 29 septembre 2023. LEA CRÉSPIN/PASCO POUR LE MONDE

«Pour ma première BD, le dessinateur était au bord du suicide»

Frédéric Potet

**U**n gag forcément, comment peut-il en être autrement de la part de quelqu'un dont c'est le métier ? Même pas... Christophe Cazenove a donné rendez-vous à la brasserie Les Éditions, carrefour de l'Odéon (Paris 6<sup>e</sup>). Quelle drôle d'idée l'auteur des Sisters a-t-il eue de proposer un apéro dans ce haut lieu du milieu littéraire parisien aux murs tapissés de milliers de livres, mais de bien peu de bandes dessinées, et encore moins d'ouvrages destinés à la jeunesse... Venu le matin même d'Istres (Bouches-du-Rhône) où il vit, le scénariste impute sa méprise à sa méconnaissance de Paris : il avait en tête un café-librairie proche de Beaubourg, débordant, lui, de BD et de livres de poche, mais ne se souvenait pas du nom.

Combien d'habitués de ce temple germanoprotin, cela dit, aimeraient peser autant que lui ?

Sa maison d'édition, Bambo, estime à 20 millions le nombre d'albums qu'il a vendus depuis le début de sa carrière, il y a vingt-cinq ans. Chronique d'amour vache entre deux sœurs qui passent leur temps à se chamailler et se réconcilier, *Les Sisters* – 20 tomes, en collaboration avec le dessinateur William – ne sont que le vaisseau amiral d'une production hors norme : Christophe Cazenove a créé un grand nombre de séries et en a repris quelques-unes. Le gag en une planche est le point commun à la plupart d'entre elles. Idem de leur titre, conçu pour cibler des lectorats aux allures de niches :

*Les Gendarmes*, *Les Pompiers*, *L'Auto-école*, *Les Foot Maniacs*, *Les Musicos*, *Les Pétanqueurs*, *Tattoo mania*... Pour les amateurs de BD franco-belge, l'évidence s'impose comme le (gros) nez au milieu de la figure : Christophe Cazenove, 56 ans, est un peu le Raoul Cauvin des temps actuels. Ce dernier, mort en 2021, fut longtemps le scénariste attitré du journal *Spirou*. Au plus fort de son activité, dans les années 1980, il écrivait jusqu'à dix séries en même temps, en plus des *Turkiques bleues* et de *Sammy*, ses sagas phares. Leurs noms : *L'Agent 212*, *Les Femmes en blanc présentent...*, *Pierre Tombal*, *Les Psy*, *Les Paparazzi*... A raison de «12 à 15 sorties par an», Cazenove marche dans les pas de son modèle. Comme les siens, ses albums étaient rarement chroniqués dans la presse, sinon pour y être dézingués. Comme chez Cauvin également, qui exerça plusieurs petits métiers avant d'entrer aux éditions Dupuis pour dessiner des grilles de mots croisés, le succès a le goût assouvi de la ténacité.

Fils d'un cadre en usine et d'une mère au foyer, il a dû en effet longuement persévérer avant de percer et de quitter son milieu professionnel d'origine : la grande distribution. Après «trois redoublements à l'école» et un bac «obtenu pour rassurer (ses) parents», il se fait embaucher à l'Intermarché de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône). «J'étais le porte-clés : celui qui ouvre le magasin

le matin et qui le ferme le soir, raconte-t-il. Mon idée, au départ, était de trouver un job qui me laisserait du temps pour faire de la BD à côté. Raté : je me suis retrouvé à bosser soixante-dix à quatre-vingts heures par semaine». Il passera par tous les rayons : le surgelé, le frais, l'épicerie, les liquides, la pompe à essence... Sauf par la caisse : «Je faisais trop d'erreurs.»

Pendant treize ans, le scénariste en herbe va envoyer à tour de bras des gags et des idées de séries à des maisons d'édition, dénichées dans un premier temps sur Minitel. La litanie des refus et des non-réponses en aurait découragé plus d'un. A sa femme, Véronique, il fait un jour cette promesse : «J'arrête tout si, à 30 ans, je n'ai pas signé un contrat avec un éditeur.»

Il en a 31 quand Olivier Sulpice, le patron de Bambo, lui propose de rejoindre son équipe. Son tout premier album, *Les Prédications de Nostra*, une évocation gagueuse de Nostradamus, sort en 2002. «Lamentable», clinglera un critique BD. «Nous en avons vendu 48 exemplaires au festival d'Angoulême cette année-là – un désastre, se souvient-il. Le dessinateur [André Amourig] était au bord du suicide. Moi, je vivais un rêve : j'avais un album, avec mon nom dessus.»

De sa vie professionnelle d'avant, Cazenove a gardé une habitude : se lever tous les jours entre 5 et 7 heures. Dix ans durant, c'est en promenant son chien, appelé Vix, qu'il cherchait ses idées de sketches. Depuis la mort de Vix, il brainstorme à son bureau, à raison de quarante-cinq minutes pour chaque série en cours. D'autres sont venues étoffer son catalogue, comme *Les Petits Mythos* (une caricature de la mythologie gréco-romaine) ou *Le Zoo des animaux vendus* (un plaidoyer pour la protection des espèces).

Aucune n'égalaire toutefois jamais *Les Sisters*, lancées en 2008, et devenues une franchise d'une insolente santé (8 millions d'albums vendus, 18 traductions). Les prises de bec de Wendy et Marine se déclinent aujourd'hui en série animée (3 saisons de 52 épisodes), en jeux vidéo, en magazine, en escape games,

en romans, en podcasts, puzzles, mugs ou tongs... Et bientôt au cinéma.

La puissance de pénétration des *Sisters* chez les 7-12 ans doit tout à une mécanique humoristique rompue aux exigences de la chute ou du bon mot. Chez Cazenove, le rire est brut et sans prétention, à base de gaffes et de quiproquos. Sans méchanceté non plus. «Je suis un auteur gentil qui écrit des histoires bienveillantes, dit-il. Un mec un peu naïf aussi. Cela me fait bizarre d'être interviewé par Le Monde ; ma naïveté me fait dire que ce n'est pas normal. Il y a toujours une frontière entre naïf et couillon. J'essaie d'être juste naïf.»

Plus jeune, Christophe préférait les Beatles aux Rolling Stones, trop «transgressifs» à ses oreilles, et Superman à Batman, trop «inquietant» à ses yeux. «J'ai toujours aimé les univers rassurants, les trucs ronds», confie celui qui, en 2016, est devenu le scénariste officiel de *Bob & Bill*, série emblématique de l'âge d'or de *Spirou* – hebdomadaire qu'il n'a jamais cessé de lire, passant volontairement à côté des magazines de BD plus matures, tels que *l'Echo des savanes*, (*À suivre*) ou *Fluide glacial*.

L'enfance n'est pas un paradis perdu chez lui, plutôt un continuum. Et ne pas avoir d'enfant – «nous n'en voulions pas avec Véronique» – ne le prive pas de tester ses trouvailles à chérou : «J'ai bien écrit une série sur le basket [Basket Dunk] sans savoir jouer, et une autre sur la moto [Les Fondus de moto] sans savoir en conduire.» Gagnant, Christophe Cazenove l'est de manière obsessionnelle, presque malade. Un jour, alors qu'il signait des albums dans une librairie, un enfant lui demande «où se trouvent les Naruto [célébre manga et l'Une des bandes dessinées les plus vendues au monde]». «Une hallucination auditive m'a fait croire qu'il me parlait de... Naruto. Qu'est-ce qu'un gamain avait besoin d'aller chez un concessionnaire de pièces automobiles ?»

Afin de ne pas enlever sa gymnastique mentale quotidienne, Christophe Cazenove a décidé de ne plus prendre de vacances. «J'ai coupé une fois pendant quinze jours. J'm'a fallu un mal de chien pour m'y remettre. Je travaille, depuis, en flux continu.» Ce qui est bien utile pour écrire, en parallèle, des miniorans jeunesse, comme *Mérit* et *Quité*, une série se déroulant dans l'Égypte du XV<sup>e</sup> siècle avant J.-C., publiée sous la supervision d'une docteure en égyptologie, Amandine Marshall. Cette caution scientifique ne lui a pas valu plus de reconnaissance médiatique. Peu importe : «Je ne suis pas amer», jure-t-il.

Feru de grec ancien et de latin, appris sur le tard, l'homme aux 280 albums parus se dit, parfois, qu'il prendrait bien la plume pour s'adresser à des lecteurs de son âge. «Je suis sûr qu'écire un roman pour les adultes m'offrirait plus d'articles dans les médias que si je dépassais le cap des 300 BD.» Il ne serait alors que temps de revenir boire un verre à Saint-Germain-des-Près.

### PLAYLIST

► **DERNIER FILM VU**  
«Wake up Dead Man : une histoire à couteaux tirés» (2023), de Rian Johnson

► **DERNIÈRE APPLI OUVERTE**  
L'appli d'un voyageur

► **DERNIER MORCEAU DE MUSIQUE ÉCOUTÉ**  
«Survive», de The Warning

► **DERNIER LIVRE LU**  
«A vol d'oiseau», de Craig Johnson (Gallmeister, 2014)

« JE SUIS UN  
AUTEUR GENTIL  
QUI ÉCRIT DES  
HISTOIRES  
BIENVEILLANTES,  
UN MEC UN PEU  
NAÏF AUSSI »

AR5167

GIORGIO ARMANI